Éclairage

Histoire



Russie soviétique (1917-1927)

La révolution dans la culture et le mode de vie

Nicolas Fornet

les bons caractères lbc

Éclairage
Histoire

– n° 15 –

Russie soviétique (1917-1927)

La révolution dans la culture et le mode de vie

Nicolas Fornet

les bons caractères lbc
6, rue Florian – 93500 Pantin

© Les Bons caractères – 2016
Imprimé par IMS – 93500 Pantin
ISBN 978-2-915727-53-1
Dépôt légal 3e trimestre 2016

« *Lorsque j'arrivai, avec des amis, au front, dans le secteur de la XII^e armée, où des hommes émaciés, déchaussés, désespérés, dépérissaient dans la boue des tranchées, ils se dressèrent en nous apercevant, leur visage hâve, leurs loques s'ouvrant sur un corps bleui par le froid, pour exiger avidement :* "Avez-vous apporté quelque chose à lire ?" »

John Reed, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*

« *On pourrait croire que chacun a subi deux révolutions : la sienne, individuelle, et celle de tous. Il me semble que le socialisme est une mer dans laquelle, comme des ruisseaux, doivent se jeter toutes ces révolutions particulières, personnelles, un océan de vie, d'indépendance. Un océan de vie, oui, de celle qu'on voit sur les tableaux, une vie génialisée, une vie enrichie, créatrice.* »

Boris Pasternak, *Le docteur Jivago*

« *La culture vit de la sève de l'économie, mais il faut plus que le strict nécessaire pour que la culture puisse naître, se développer et devenir raffinée.* »

Léon Trotsky, *Littérature et révolution*



Affiche de 1920. « *Voici ce que la révolution d'Octobre a apporté à l'ouvrière et à la paysanne : maternités, écoles maternelles, écoles pour adultes, clubs pour les ouvrières, bibliothèques, les soviets, la terre aux paysans et les usines aux ouvriers...* »

Introduction

Le stalinisme, que les détracteurs du communisme comme le mouvement stalinien lui-même ont assimilé au communisme alors qu'il en était le fossoyeur, a fait oublier ce que fut la Russie soviétique en 1917 et dans les premières années de la révolution : un pays immense, bouleversé par l'irruption des masses sur la scène publique, soulevé par l'énergie de millions de femmes et d'hommes qui venaient d'abattre une des plus vieilles dictatures féodales de la planète et dans le même mouvement le pouvoir des capitalistes. Les masses laborieuses n'entendaient pas en rester là : elles voulaient changer la vie, la leur, celle de leurs semblables, fonder une société fraternelle et juste, ce qui impliquait, entre autres choses, de poser les bases d'une éducation correspondant aux intérêts sociaux du plus grand nombre, d'une culture qui puisse devenir supérieure, d'un mode de vie nouveau.

La force formidable du « socialisme latent » des masses

Cette immense volonté de changement de fond en comble mise en œuvre par les masses elles-mêmes, d'ordinaire étouffée par les possédants et leurs représentants politiques, Lénine, Trotsky et leurs camarades, et eux seuls, surent lui donner une expression politique achevée. Ils lui proposèrent comme perspective, non pas de replâtrer le vieil ordre social en lui donnant juste un coup de peinture, mais de prendre le pouvoir pour établir le sien : celui des conseils (soviets) d'ouvriers, de soldats et de paysans.

C'est cela qui allait, selon la formule du publiciste américain John Reed, ébranler le monde. On ne comprendrait rien à la révolution russe et à ses répercussions radicales – notamment dans le domaine du mode de vie et de la culture, objet de ce petit livre – si l'on ignorait la confiance illimitée que le Parti bolchevik plaçait dans les capacités libérées des masses. Dans *Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?*, rédigé juste avant l'insurrection d'Octobre, Lénine polémiquait avec les tendances politiques qui, de la droite aux socialistes de toutes nuances, affirmaient toutes que les bolcheviks n'oseraient pas prendre le pouvoir, ou qu'ils ne sauraient le conserver, et que, s'ils le gardaient, ils ne trouveraient personne parmi leurs soutiens populaires pour administrer le pays. À ces sceptiques professionnels – car même ceux qui se prétendaient socialistes ne parvenaient à concevoir que les travailleurs aient la capacité d'exercer le pouvoir – Lénine répliquait que le prolétariat n'était ni isolé ni privé de moyens, car il avait gagné la confiance de la majorité de la population et avait constitué son propre appareil de gouvernement : les soviets. Et de leur rétorquer, quand ils invoquaient l'aptitude à gouverner dont les capitalistes auraient l'exclusivité :

« *Mais la force de résistance des prolétaires et des paysans pauvres,* nous ne l'avons pas encore vue*, car (elle) n'apparaîtra dans toute son ampleur que lorsque le pouvoir sera aux mains du prolétariat, lorsque des dizaines de millions d'hommes, écrasés par la misère et par l'esclavage capitaliste, verront à l'expérience,* sentiront *que le pouvoir dans l'État est exercé par les classes opprimées, que le pouvoir aide la classe pauvre à lutter contre les propriétaires fonciers et les capitalistes, qu'il* brise *leur résistance. Alors* seulement *nous pourrons voir quelles forces encore intactes de résistance aux capitalistes dorment chez le peuple, alors seulement se manifestera ce qu'Engels appelle le « socialisme latent », alors seulement* [...]*se dresseront* par

millions *de nouveaux combattants, plongés jusqu'alors dans le sommeil politique, végétant dans les souffrances de la misère et le désespoir* [...]. »

Et il poursuivait : « *Quand le dernier manœuvre, quand n'importe quel chômeur, quand toute cuisinière, tout paysan ruiné verra* [...] *de ses propres yeux que le pouvoir prolétarien* [...] *ne recule pas devant des mesures révolutionnaires, qu'il prend aux parasites leur superflu pour le donner aux affamés, qu'il installe de force les sans-abri dans les appartements des riches,* [...] *quand ils verront que la terre est remise à ceux qui la travaillent, que les usines et les banques sont placées sous le contrôle des ouvriers,* [...] *quand donc le pauvre verra et sentira tout cela, aucune force des capitalistes* [...]*ne pourra vaincre la révolution populaire : c'est* elle*, au contraire, qui vaincra le monde entier, car dans tous les pays mûrit la révolution socialiste.* »

Il disait par ailleurs : « *Nous ne sommes pas des utopistes. Nous savons que le premier manœuvre ou la première cuisinière ne sont pas sur-le-champ capables de participer à la gestion de l'État.* [Mais] *nous exigeons la rupture immédiate avec le préjugé selon lequel seuls seraient en état de gérer l'État* [...] *les fonctionnaires riches ou issus des familles riches. Nous exigeons que l'apprentissage en matière de gestion de l'État soit fait par les ouvriers conscients et les soldats et* [...] *qu'on* commence *sans tarder à faire participer à cet apprentissage tous les travailleurs, tous les citoyens pauvres.* » Lénine, reprenant les mots de Marx, rappelait en conclusion que « *les idées deviennent une force quand elles s'emparent des masses* ».

On avait là le programme des bolcheviks. D'évidence, mais il vaut mieux le souligner, il n'avait absolument rien à voir avec ce que devint l'URSS sous la dictature de Staline, avec son culte du chef et ses masses muselées, sa terreur policière et idéologique. Au contraire, pour les bolcheviks en 1917, il s'agissait de tout faire

pour que, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, les humbles, les déshérités des villes et des campagnes commencent à faire vivre une société débarrassée de l'exploitation, en créant et en apprenant à gérer leur État, en bouleversant leur cadre de vie.

Et, il faut le noter, ce n'est que parce que des dizaines de millions de travailleurs de toutes les nationalités de l'ex-empire des tsars se reconnurent dans le pouvoir soviétique que celui-ci put triompher dans la guerre civile que lui imposèrent les armées blanches, appuyées par celles de quatorze États accourus à leur rescousse.

Comment imaginer la profondeur des bouleversements culturels qui ont marqué l'aube du pouvoir soviétique, quand cuisinières, matelots, paysans pauvres et ouvriers, se trouvant aux commandes de leur propre État, apprenaient à le gouverner ? Pour cela, il faut se représenter ce que seule une révolution sociale peut engendrer : une soif de culture s'emparant des masses populaires qui cherchent à se donner les moyens matériels et intellectuels de leur libération.

La question de la culture en Russie soviétique témoigne de cette force créatrice que libère et suppose une révolution sociale. Précisons qu'en russe le mot « culture » a une acception bien plus vaste qu'en français et que l'expression « révolution culturelle », qui revient très fréquemment aux débuts de la période soviétique, vise non seulement le niveau de connaissances scientifiques et artistiques ou l'instruction et l'éducation, mais la culture au sens large : le mode de vie, un niveau d'éducation collective et sociale, un type plus élevé d'organisation de la société.

La différence est saisissante entre ce que n'a pas entrepris, même en intention, le gouvernement provisoire de la bourgeoisie russe après février 1917 et ce qu'a décrété et réalisé le pouvoir ouvrier dès après octobre. Seul l'accès au pouvoir des classes exploitées permit, dans des conditions pourtant d'une profonde arriération, aggravée

par la guerre, de mobiliser une énergie telle qu'elle entreprit l'instruction et l'alphabétisation de millions de membres des classes pauvres ; qu'elle vit les femmes remettre en cause leur condition d'esclaves domestiques et leur ouvrit l'accès à tous les domaines dont on les avaient exclues jusqu'alors ; qu'elle mit en place un système de santé et d'assistance sociale précurseur ; qu'elle instaura pour les enfants des droits inimaginables pour l'époque ; qu'elle donna aux peuples que le tsarisme avait opprimés le droit de disposer d'eux-mêmes et qu'elle engendra une effervescence scientifique et artistique qui étonne encore par son dynamisme.

La question culturelle, au sens large, permet de mieux comprendre ce que fut le bolchevisme. Faisant preuve de fermeté dans la défense des intérêts des travailleurs, il assuma les mesures les plus radicales exigées par la lutte contre la réaction. Mais en même temps, bien loin de l'image qu'on veut en faire d'un parti monolithique et dogmatique, il fit preuve de la plus grande ouverture en matière culturelle, refusant d'imposer une « ligne » quelconque en ce domaine.

Enfin, la question de la lutte contre l'arriération culturelle éclaire les raisons de ce qui allait gangréner, puis étouffer l'État soviétique : la monstrueuse prolifération de la bureaucratie, dont les signes se firent de plus en plus menaçants dès la fin de la guerre civile. Isolé, exsangue, le pays se trouvait confronté à des difficultés telles qu'une couche pléthorique de chefs et de gestionnaires finit par pouvoir accaparer le pouvoir ; le poids écrasant que leur conférait leur rôle venant en grande partie de l'arriération culturelle, conséquence elle-même de l'arriération économique.

Cet ouvrage, qui veut donner un aperçu de la révolution dans la culture et le mode de vie ainsi que des problèmes politiques qui lui sont liés, couvre une période assez courte. Elle va de la prise

du pouvoir par les conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans en octobre 1917, à quelques années après la mort de Lénine (survenue en janvier 1924), à l'époque où la bureaucratisation gangrène déjà fortement l'État et le Parti communiste (bolchevik) et où la politique menée par sa direction, devenue le reflet des intérêts des bureaucrates, s'oppose de plus en plus à ceux du socialisme et du prolétariat.

L'héritage de l'arriération et la lutte contre celle-ci

Pour les marxistes, donc pour les bolcheviks, construire le socialisme ne pouvait s'envisager que sur la base d'une économie développée, et d'une société qui y corresponde, cela à l'échelle internationale. Mais après les échecs des révolutions ouvrières, entre 1918 et 1923, en Allemagne, en Finlande, en Hongrie, etc., la Russie soviétique se trouva isolée, prisonnière de structures économico-sociales retardataires. Il ne restait alors qu'une alternative politique : tenir jusqu'à ce qu'au reflux succède une nouvelle montée révolutionnaire, tout en tentant, sans attendre, de construire des rapports sociaux qui révolutionnent tout de suite les conditions d'existence de la population.

En 1917, les bolcheviks avaient hérité d'un pays où les classes populaires vivaient dans un océan de misère. La paysannerie constituait 80 % de la population. Les meilleures terres appartenaient à de riches propriétaires, alors que les paysans pauvres cultivaient, avec des moyens rudimentaires, les terres les moins bonnes. De nombreuses régions pratiquaient encore l'assolement triennal, rares étaient les engrais, le pétrole, les machines agricoles ; l'électricité était inexistante dans les campagnes, comme l'eau courante. Les rapports propriétaires terriens-paysans restaient marqués

par le passé (récent) du servage, où des maîtres tout-puissants exploitaient la masse des ruraux en les maintenant dans un abîme d'ignorance.

Le poids et la persistance des scories d'un mode de vie féodal, et souvent préféodal, avaient contrarié le développement du capitalisme russe, d'ailleurs à la remorque de celui des pays avancés. L'essentiel de l'industrie, des banques, des transports se trouvait aux mains de la finance étrangère. L'industrialisation, trop limitée, n'avait pas suscité de véritable exode rural. Elle s'appuyait sur le travail de dix millions d'ouvriers en 1914, face à 120 millions de paysans, pour une population totale de 150 millions. Le prolétariat se trouvait toutefois concentré dans des usines modernes de dizaines de milliers d'ouvriers, situées dans de grands centres industriels. Ces prolétaires aux racines rurales avaient vite révélé leurs capacités non seulement de se révolter mais de bouleverser l'ordre social, notamment lors de la révolution de 1905. Il y avait donc une classe ouvrière, minoritaire mais très combative et située au cœur même des centres du pouvoir.

Au sommet, une aristocratie d'empire vivait en parasite sur la société. L'arriération sociale se cristallisait en un appareil d'État qui « *pesait sur toute la société en absorbant une part relative de la fortune publique, condamnant les masses populaires à la misère, mais affaiblissant aussi les bases des classes possédantes* », disait Trotsky. Vivant sur le dos de la population qu'elle écrasait d'impôts, la monarchie ne laissait à la bourgeoisie que peu de possibilités de développement. L'État se caractérisait par une pléthore de fonctionnaires d'une vénalité et d'une inefficacité proverbiales. Ajoutant à l'arriération culturelle, le tsarisme écrasait sous sa botte une multitude de peuples n'ayant d'autre horizon que le système féodal

dans le Caucase, le nomadisme dans le Grand Nord, les structures de castes en Asie centrale et en Extrême-Orient.

Marquée du sceau d'un monde révolu, la société russe étouffait dans le carcan d'une stricte hiérarchie aristocratique et militaire, de l'obscurantisme religieux et de la grossièreté des classes dirigeantes, de la morgue et de la vénalité des bureaucrates, de l'absence de tout droit démocratique.

En 1917, trois habitants sur quatre dans l'empire russe ne savaient ni lire ni écrire, soit presque toute la paysannerie et une grande majorité d'ouvriers. Si bien que les tâches administratives ou de gestion reposaient sur une corporation étroite de gens instruits, qu'on nomme en russe l'intelligentsia, alors que, dans les pays développés, ces activités étaient assumées par de nombreux salariés éduqués. Fait révélateur de la situation arriérée de la Russie, le tsar Nicolas II aurait déclaré lors d'un banquet détester l'intelligentsia au point de souhaiter qu'on expurge ce mot même du dictionnaire.

Quant à la hiérarchie de l'Église orthodoxe, pilier idéologique du régime, elle accumulait richesses et terres et tenait la population, surtout paysanne, dans l'ignorance et la crainte.

Malgré l'arriération, bâtir un nouveau mode de vie

Cette arriération avait empiré avec les ravages de la Première Guerre mondiale qui, de 1914 à 1917, tua 1 800 000 soldats russes, réduisit à la misère la population, affaiblit les campagnes, détruisit les forces de production. Cette guerre et son cortège de souffrances, de faim, et la ruine économique allaient déclencher la révolution : en février 1917, une insurrection populaire renversa la monarchie et remit le pouvoir à un gouvernement dominé par des représentants

de la bourgeoisie. Mais neuf mois plus tard, discrédité, incapable d'arrêter la guerre, de fournir du pain aux affamés et de donner la terre aux paysans, ce gouvernement fut renversé à son tour par les soviets, ces assemblées révolutionnaires où s'organisait toute la lutte des masses laborieuses et au sein desquelles avait grandi leur conscience politique.

Et voilà que, trois mois après la prise du pouvoir par les travailleurs, une seconde guerre s'engageait entre le camp soviétique et des armées blanches regroupant, sous le commandement de généraux tsaristes, tout ce que le pays comptait de forces réactionnaires, avec le soutien des grandes puissances et de leurs corps expéditionnaires.

Pour que survive la révolution, il fallait se donner les moyens de gagner cette guerre et donc organiser le pays dans ce but. L'État imposa dès 1918 une politique d'exception appelée le communisme de guerre, qui subordonnait tout le reste aux nécessités de la lutte. Les possédants sabotant la production, ayant fui à l'étranger ou chez les Blancs, l'État dut prendre en main le contrôle de toute l'économie. On établit un système de cartes de rationnement. On définit des priorités, dont celle de nourrir les soldats et les ouvriers des usines indispensables à la guerre civile. Cela, quitte à réquisitionner les récoltes des paysans, surtout à partir de février 1919, faute de pouvoir les échanger contre des produits manufacturés, utiles et abordables, que l'industrie ne pouvait plus fournir. La seule industrie qui fonctionnait un peu était celle liée à l'armement. Quant aux réseaux de transports et aux voies de communication, la guerre acheva de les délabrer.

La guerre civile dura jusqu'au début de 1921 et, si le pouvoir ouvrier en sortit vainqueur, il était à genoux. Vingt millions de personnes avaient péri dans les combats ou du fait de la famine

et des maladies dues au blocus imposé par l'impérialisme. Mais, si la Russie tint bon, dans les pays où les travailleurs avaient cherché à renverser l'ordre capitaliste, la bourgeoisie parvint à étrangler la révolution : d'abord contenue, la vague des révolutions, née de la haine des peuples pour les capitalistes fauteurs de guerre, finit par refluer.

Dans ce contexte d'isolement, les signes d'une bureaucratisation de l'État se firent de plus en plus sentir. La guerre civile avait concentré le pouvoir entre les mains de cadres politiques dirigeant le pays comme une forteresse assiégée. Les circonstances poussaient à nommer plutôt qu'à élire aux postes de responsabilité. La conduite des affaires devint, de fait, la tâche de spécialistes administratifs et militaires, ou se voulant tels. De plus, étant donné que tous les partis révolutionnaires, des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires (SR) de droite aux anarchistes, et jusqu'aux SR de gauche, qui avaient pourtant participé aux côtés des bolcheviks aux débuts du gouvernement soviétique, avaient fini par s'opposer violemment au nouveau pouvoir, le Parti bolchevik se retrouva seul, moins d'un an après Octobre, à assumer l'ensemble des responsabilités, dont celle de mesures impopulaires qu'il jugeait indispensables pour préserver les chances d'un développement ultérieur de la révolution. Mais cela eut pour conséquence qu'il se fondit, malgré lui, dans l'appareil étatique, les tâches immenses de gestion et de direction du pays absorbant tout le parti.

En outre, nombre d'ouvriers et de paysans parmi les plus conscients et les plus engagés ayant péri à la guerre, le noyau prolétarien des soviets avait dès lors quasi disparu. À cela s'ajoutaient la ruine économique et la misère, qui sapaient le moral de la population et vidaient les soviets. Ceux-ci ne connaissaient plus la vie démocratique des débuts et perdirent leur rôle d'organe effectif du

pouvoir à la base de l'État. Du coup, les fonctionnaires soviétiques échappèrent au contrôle de la population. Et, pour assurer les tâches de gestion de l'économie et de l'administration, on dut faire appel à d'anciens membres de l'appareil tsariste, faute d'avoir eu le temps d'en former de nouveaux, et ils étaient bien loin d'être tous animés par le souci de l'intérêt commun.

En novembre 1920, Lénine constatait : « *Du fait que le niveau de culture de notre paysan et de notre masse ouvrière ne correspondait pas à la tâche réclamée, et qu'en même temps nous étions pour les 99 % absorbés par les problèmes militaires et politiques, il s'est produit une renaissance de l'esprit bureaucratique.* » À partir du moment où elle assumait le pouvoir à la place des classes travailleuses, toute une catégorie de gens ayant certaines responsabilités dans l'État ou dans le parti, devenu Parti communiste (bolchevik), avait pris l'habitude de donner des ordres, de prendre des décisions en lieu et place des masses, de répartir le peu de richesses disponibles. En quatre ans de guerre civile, l'appareil constitué de gestionnaires s'était développé dans des proportions énormes.

La victoire des armées rouges était toutefois arrivée à temps pour que le gouvernement puisse changer de politique économique. Le mécontentement grandissant contre le régime du communisme de guerre et des réquisitions dans les campagnes avait fini par provoquer des grèves et des insurrections. Une fois la guerre finie, on put relancer la machine économique. Et il y avait urgence. Lancée en mars 1921, la Nep (Nouvelle politique économique) consistait en un certain retour aux règles du marché, retour qui dans l'esprit de Lénine devait être à la fois temporaire et contrôlé par l'État. Il s'agissait de faire en sorte que l'industrie nationalisée puisse fournir aux campagnes les marchandises dont elles avaient besoin et à des prix tels que les paysans trouvent un intérêt à échanger leur

production et, de fait, à nourrir les villes : l'État pourrait ainsi enfin renoncer à réquisitionner des produits de l'agriculture.

Avec la Nep, la machine productive se remit effectivement en route. Se posa alors la question cruciale de savoir comment construire et organiser l'économie, faire progresser toute la société, améliorer le niveau de vie de la population et faire qu'elle prenne effectivement le contrôle de l'État. Élever le niveau culturel général était une nécessité politique vitale : il fallait donner aux ouvriers les moyens culturels de diriger l'État, et ainsi de freiner, voire contrer sa bureaucratisation. Lénine défendant l'idée de déplacer les priorités du terrain militaire à celui de la culture, on parla alors d'un nouveau front, culturel cette fois. Sous le terme de « révolution culturelle », il s'agissait de lutter pour élever le niveau social, le mode de vie de tous, et pas simplement le niveau de l'instruction et des connaissances. Or le Parti communiste, parce qu'il se confondait en grande partie avec l'État, jouait de moins en moins le rôle qui aurait dû être le sien : combattre la bureaucratisation.

Il fallait donc à la fois combler une partie du retard économique pour élever le niveau culturel, et tenter de relever le niveau culturel pour pouvoir combler le retard économique. Avec la Nep, une nouvelle classe ouvrière surgissait, se renforçait numériquement, mais hélas sans avoir pu accumuler le capital de lutte et la conscience des générations d'Octobre et d'avant. Pire, des secteurs de cette classe ouvrière sans tradition se laissaient attirer par les valeurs affairistes, individualistes, que la Nep charriait dans son sillage. C'est pourquoi Trotsky, en 1923, alors que Lénine était réduit au silence par la maladie qui allait l'emporter, exhortait les militants bolcheviks à s'engager, et avec eux les travailleurs, dans une *perestroïka byta* : une « refonte de fond en comble du mode de vie », en

liant ce combat à celui contre les bureaucrates et pour l'avenir du socialisme.

Malheureusement, cela ne se fit pas. En tout cas, ni assez tôt ni assez puissamment pour empêcher la bureaucratie d'affermir son pouvoir, elle qui se nourrissait précisément de l'arriération. Une remontée de la lutte révolutionnaire au-delà des frontières aurait pu, sinon laver l'État de ce bureaucratisme, du moins en relativiser le poids et le prix dont il fallait le payer, car on pouvait penser que les masses se seraient mobilisées de nouveau et auraient repris le contrôle des soviets. Mais plus cette remontée se faisait attendre et plus la bureaucratie se raffermissait, prenait conscience d'elle-même, de ses intérêts propres, opposés à ceux des classes laborieuses, et trouvait des représentants politiques à la tête du parti et de l'État, dans le clan de Staline. Un clan qui, pour se maintenir, luttait par tous les moyens contre ceux qui, à la suite de Lénine, voulaient empêcher la bureaucratisation et incarnaient de ce fait les intérêts du prolétariat : les dizaines de milliers de militants de l'Opposition de gauche au sein du Parti communiste, dont Trotsky fut le dirigeant le plus connu.

Dans ce cadre, relever le niveau culturel des masses populaires, leur donner les moyens politiques, matériels, intellectuels et moraux de gérer l'État, d'organiser l'économie et la société, était un enjeu vital pour l'État né d'Octobre 1917, mais aussi une ambition immense, nous allons le voir, encore jamais aussi clairement mise en œuvre ni même simplement évoquée par aucun pouvoir.

Ayant à l'esprit les difficultés innombrables auxquelles les bolcheviks se trouvèrent confrontés, et bien que les résultats de leur politique en matière culturelle aient été assez faibles dans un premier temps, on mesure mieux les efforts impressionnants fournis en ce domaine par ce pouvoir démuni et étranglé, et par les masses

qu'il avait su entraîner. L'alphabétisation, par exemple, a signifié une immense volonté politique, un énorme effort matériel et humain ainsi qu'un enthousiasme partagé, mais elle ne put concerner assez de monde. Ainsi, une part importante de la population resta à côté des efforts de relèvement culturel, du moins dans les premières années du pouvoir soviétique. Quant aux débats artistiques passionnés, pour être révélateurs de l'effervescence de ces années-là, ils passaient bien au-dessus de la tête de la grande majorité de la population absorbée par la lutte pour sa survie.

Malgré tout, le Parti bolchevik se battit pour l'avenir et contre le passé, dont le lourd passif de l'arriération tsariste. Il s'attaqua à tout en même temps, sachant que le rattrapage du retard ne pouvait se faire que dans le cadre de la révolution et que jeter les fondations d'un nouveau mode de vie ne pouvait attendre : il fallait changer le sort du prolétariat tout de suite, matériellement et culturellement, malgré les obstacles.

Première partie

Instruction et émancipation du peuple

Au lendemain de la prise du pouvoir, le 25 octobre 1917, le congrès des soviets prit sans attendre une série de mesures rompant radicalement avec l'ancien ordre des choses. Il proposa des négociations de paix immédiates, sans annexion ni indemnités, afin d'arrêter la guerre. Il abolit la propriété privée sur la terre et appela les paysans à la cultiver librement. Il instaura le contrôle ouvrier sur l'industrie. Les soviets formaient désormais la base de l'État et sa colonne vertébrale. Partant du niveau le plus local, ils déléguaient jusqu'au congrès de tous les soviets qui, à son tour, mandatait un comité exécutif central dont émanait le gouvernement des commissaires du peuple.

Les organes dirigeants et répressifs de l'État bourgeois (gouvernement, armée, police...) avaient été brisés ou dispersés. Mais, pour ce qui concerne l'administration étatique, on ne pouvait la remplacer du jour au lendemain. Il fallait que chaque matelot, ouvrier ou cuisinière apprenne à gérer les affaires de l'État, de son État. Cela nécessitait d'élever le niveau culturel général, ce qui prendrait du temps, et donc, d'ici là, de composer avec la situation dont le nouveau pouvoir avait hérité. Jusqu'alors, le fonctionnement de l'État avait, pour ce qui relevait de la direction de la société, reposé essentiellement sur des gens instruits : techniciens, ingénieurs, spécialistes du commerce et de l'industrie, savants, intellectuels venus faire carrière dans la fonction publique. Même lorsqu'ils n'étaient pas personnellement des rejetons de l'aristocratie ou de la bourgeoisie, la plupart se montraient solidaires d'un ordre social qui avait fait d'eux des privilégiés. Or l'état des lieux imposait de gagner la neutralité et, si possible, la coopération d'une partie de ces fonctionnaires dans la poste, la santé, les transports, l'éducation...

Le pouvoir soviétique déploya tous ses efforts pour s'attacher la collaboration de ces cadres a priori hostiles au changement

de régime. Il plaça ces spécialistes, comme on les appelait, sous le contrôle des soviets d'ouvriers et de paysans pauvres. En effet Lénine pensait à la fois que la classe ouvrière aurait tout à gagner à apprendre et à contrôler ce que faisaient les anciens propriétaires, cadres des entreprises et de l'administration, car elle ne se trouvait pas encore en situation de les remplacer avec efficacité, et que ce contrôle conduirait à de tout autres priorités, afin de satisfaire les préoccupations et besoins des masses.

Avec la victoire d'Octobre, rien ne s'opposait plus à ce que le peuple s'ouvre à la culture, au sens d'accéder à l'instruction mais aussi de commencer à édifier un mode supérieur de vie en société. La responsabilité en incomba particulièrement au commissariat du peuple à l'Éducation, le Narkompros, selon son acronyme russe, placé sous la direction d'Anatoli Lounatcharsky. Trotsky dira de celui-ci qu'il eut le « *mérite immense d'avoir obtenu le ralliement de l'intelligentsia au régime soviétique* », car il démontra que « *les bolcheviks, non contents de respecter la culture, ne se faisaient pas faute de la connaître* ». Il avait été l'un des orateurs bolcheviks les plus populaires durant la révolution, parlait plusieurs langues occidentales et était un « *propagandiste hors pair, extrêmement cultivé et érudit* », toujours selon Trotsky.

Le sabotage et le refus de collaborer paralysait alors ministères, banques et institutions étatiques. Le Narkompros n'y échappa pas : le 3 novembre 1917, quand Lounatcharsky prit possession de ses locaux, il n'y restait que le personnel technique, qui l'acclama, les autres fonctionnaires ayant emporté clés et dossiers, voire l'argent. Ainsi, une responsable de l'éducation, la comtesse Panina, avait dérobé 93 000 roubles destinés aux pensions des enseignants, qu'elle ne voulait rendre qu'à l'autorité légale à ses yeux. La voleuse

se retrouvant en prison, les milieux intellectuels de Petrograd ouvrirent une souscription pour l'en faire sortir !

L'autorité du Narkompros s'étendait au système scolaire, aux universités, aux bibliothèques, ainsi qu'aux musées et à toutes les affaires et institutions culturelles et artistiques. On pensait, en rupture avec le tsarisme, qu'art et instruction devaient fonctionner sous l'autorité d'un même commissariat : ils constituèrent donc ses deux principaux départements.

Chapitre I^er^

« Un analphabète se trouve exclu de la politique » (Lénine)

Le nouveau pouvoir s'attela rapidement à une tâche immense : faire que tous, femmes et hommes, jusque dans les campagnes les plus reculées, apprennent à lire et écrire, alors que la population était à 75 % analphabète. Jamais aucun gouvernement, aucun État n'avait entrepris une telle œuvre civilisatrice, ni à pareille échelle : celle du plus vaste pays de la planète. Kroupskaïa, vieille-bolchevik et compagne de Lénine, allait organiser la campagne d'alphabétisation.

Le 10 décembre 1918, un décret obligea « *tout homme cultivé à considérer comme son devoir la nécessité d'instruire plusieurs illettrés* ». Le 26 décembre 1919, n'en ayant pas d'autre à disposition, c'est sur un papier d'emballage grisâtre que Lénine rédigea le décret fameux sur l'élimination de l'analphabétisme : « *Toute la population de la République âgée de 8 à 50 ans, et qui ne sait ni lire ni écrire doit apprendre à le faire, soit dans sa langue maternelle, soit en russe, à son gré […]. Pour éliminer l'analphabétisme, les organes du Narkompros sont autorisés à utiliser les bâtiments nationaux, les églises, les foyers, les habitations privées, les salles adéquates des usines, des entreprises, des locaux des soviets, etc. Quiconque enfreint les dispositions du présent décret ou empêche des analphabètes d'assister aux cours organisés s'expose à des poursuites pénales.* »

On voit là le radicalisme de classe et la confiance des bolcheviks dans les capacités des masses. Il s'agissait d'instruire à tout prix la population pauvre et laborieuse, pour qu'elle puisse gérer l'État et bâtir de nouveaux rapports sociaux. Et pour y parvenir le pouvoir prenait un décret obligeant, sous peine de sanctions, tout citoyen sachant lire et écrire à transmettre son savoir, afin de faire de ces millions d'analphabètes des combattants de l'ère nouvelle.

Mettre en place cette œuvre colossale prit du temps. La pénurie régnait et, dans les premières années, faute de papier, les élèves écrivaient souvent au crayon sur de vieux journaux. Les formateurs manquaient. Il fallait les trouver, y compris parmi ceux qui savaient ne serait-ce qu'un peu lire et écrire, dont on organisa la formation dans des centres spécialisés dans les méthodes d'éducation pour adultes.

L'apprentissage de la lecture faisait appel à la méthode globale. On lançait des discussions sur des problèmes quotidiens à partir d'articles de presse, ce qui incitait à lire car cela s'appuyait sur ce qui préoccupait la population. Des maîtres d'école se firent conseillers pédagogiques pour former des alphabétiseurs, même si bien des pédagogues manquaient de matériel, de formation et même de connaissances. Makarenko relate dans son *Poème pédagogique* la visite d'un inspecteur de l'éducation : « *Apercevant un baromètre anéroïde sur la table de mon bureau : "*Quel est ce machin ?, *demanda-t-il.* — Un baromètre. — Et qu'est-ce que c'est, un baromètre ? — Un baromètre, *m'étonnais-je,* sert à prédire le temps. — À prédire le temps ? Comment peut-il le faire, quand il est là, sur votre table ? Le temps n'est pas ici mais dehors." »

Dans les campagnes, l'effort d'instruction se heurtait à toutes sortes de préjugés. On comptait souvent un seul journal pour cent à cinq cents adultes et, comme acheter un livre ou s'abonner à un

journal pouvait signifier aux yeux des autres que l'on ne savait plus quoi faire de son argent, on risquait de se voir catalogué comme un paysan cossu. En outre, bourgeois et paysans riches freinaient les efforts d'alphabétisation, tant ils avaient avantage au maintien de l'ignorance. Les chefs religieux et ceux des communautés archaïques des régions excentrées ne se montraient pas moins réticents envers ce qu'ils sentaient menacer leur position sociale.

Durant la guerre civile, l'Armée rouge créée par Trotsky fut le vecteur principal de l'alphabétisation de millions d'ouvriers et paysans. Elle avait un encadrement, des moyens relativement importants et, depuis avril 1918, l'obligation de dispenser une instruction élémentaire aux soldats, donc à toute la jeunesse masculine, du fait de la conscription. Le cours de base comptait 72 séances de deux heures chacune, à l'issue desquelles on devait pouvoir déchiffrer un texte facile. Sans doute plus encore à l'armée qu'ailleurs, l'alphabétisation s'imbriquait avec les cours politiques fondés sur la lecture collective et le commentaire de journaux. En 1919, on dénombrait dans l'Armée rouge 1 200 clubs de lecture (avec plus de 130 000 adhérents) et 6 200 cercles politiques, scientifiques, agricoles ou autres.

À la campagne, les cours d'alphabétisation duraient sept mois (quatre heures par jour, douze jours par mois). À la ville, on les porta à dix mois (trois heures par jour, onze jours par mois). Par la suite, on établit un seul programme sur trois années. Les ouvriers pouvaient prendre deux heures quotidiennes sur leur temps de travail pour assister à des cours, sans que cela affecte leur salaire ou leurs congés payés. Ils recevaient une augmentation en fin de scolarité. On leur offrait aussi divers avantages : excursions, billets de spectacles, bons pour des livres, gratifications. Le récit de Boulgakov, *La semaine d'action éducative*, décrit avec humour des soldats

rouges qui, bien que préférant le cirque, doivent aller au théâtre, à l'opéra, et qui, de peur d'avoir à y retourner, se résolvent à s'inscrire à des cours de lecture.

Des garderies d'enfants permettaient aux mères d'assister aux cours. Certaines prenaient des leçons particulières chez elles. L'Armée rouge décernait un prix spécial aux néoalphabètes. Pour l'émulation, on organisa des concours entre les différents programmes d'alphabétisation. Vu le manque de cadres éducatifs, on encouragea partout l'apprentissage par soi-même. Des brochures expliquaient « *Comment apprendre à écrire sans maître* », « *Comment apprendre à compter seul* ». Des ouvriers et des paysans activistes recrutaient des illettrés parmi les leurs. On envisagea le parrainage culturel de paysans par des ouvriers, afin de convaincre les premiers de l'intérêt de s'ouvrir à l'univers industriel ; afin aussi de souder plus étroitement la paysannerie pauvre et moyenne à la classe ouvrière, base sociale de l'État soviétique. D'anciens analphabètes expliquaient comment ils avaient appris à lire et écrire et quels avantages ils en retiraient. Des élèves des écoles et des membres de la Jeunesse communiste (le Komsomol) se portaient volontaires. Les syndicats faisaient tout pour que les travailleurs s'instruisent : ils proposaient des cours, fournissaient du matériel, payaient des instructeurs. On lança des concours pour réaliser des livres de lecture élémentaire, des manuels destinés aux adultes et aux nouveaux alphabétisés. Malgré la pénurie de papier, les éditions d'État publièrent 6,5 millions de manuels et d'abécédaires en 1920, dont 1,5 million dans des dizaines de langues des minorités nationales.

Un an et demi après le décret sur l'élimination de l'analphabétisme, on avait mobilisé 200 000 formateurs et cinq millions de personnes avaient appris à lire et écrire, un total porté à sept millions fin 1922. On mesure l'immensité de l'effort accompli, dans un pays

ravagé par la guerre, et à quel point la politique du gouvernement répondait au désir d'émancipation tant matérielle qu'intellectuelle des masses pauvres.

Après la guerre civile, vint la démobilisation : l'alphabétisation par l'armée marqua le pas. La communiste allemande Clara Zetkin a rapporté la discussion qu'elle eut un jour de 1920 avec Lénine à ce propos : « *L'analphabétisme va très mal et ne va même pas du tout avec les nécessités de la construction [de la nouvelle société] ! [...] Nous sommes obligés d'utiliser les bureaucrates de l'ancien régime, et c'est ce qui fait que nous avons un bureaucratisme étroit, corporatif. Je le hais de tout mon cœur. Non les bureaucrates, isolément. Car ce peuvent être de braves types. Mais je hais le système. Il paralyse et corrompt en haut et en bas. Le facteur le plus important pour l'élimination complète du bureaucratisme est l'éducation et l'instruction populaires les plus larges possible.* »

En 1922, on créa la Société panrusse pour la liquidation de l'analphabétisme, le Likbez. Des écoles Likbez se mirent à enseigner au niveau primaire un peu partout : bâtiments scolaires, usines, fermes, tentes de nomades... L'idée était d'aller à la rencontre des élèves. Les maîtres, des personnes dites instruites, enseignaient à plein temps ou sur leur temps libre. Bien souvent, ces volontaires avaient pour bagage plus d'enthousiasme que de savoir, mais pour cette raison même ils trouvaient à offrir un monde nouveau à une population ignorante. Dans la nouvelle *Le premier maître*, l'écrivain kirghize Tchinghiz Aïtmatov, né en 1928 et qui avait donc entendu les témoignages encore vivaces de cette période par ceux qui l'avaient vécue, décrit comment, au sortir de la guerre civile, un soldat rouge démobilisé, qui a entrepris d'ouvrir une école dans un village montagnard, se trouve en butte à la violence des traditions et de ceux qui les défendent. Et la narratrice, une de ses

anciennes élèves devenue universitaire, de se demander *« comment cet homme à moitié illettré, qui ne savait lire que péniblement et syllabe par syllabe, qui ne disposait d'aucun manuel* [...], *comment cet homme avait-il pu être assez téméraire pour entreprendre quelque chose d'aussi immense* [...] *que de vouloir instruire des enfants dont les pères et les aïeuls étaient illettrés depuis sept générations »* et plus. *« Il nous enseignait comme il le pouvait* [mais] *l'enthousiasme désintéressé qui le guida* [fit que pour] *nous, enfants kirghizes confinés dans leur village, dans cette école* [...] *s'entrouvrit soudain un monde tout neuf, inconnu et jamais même soupçonné. »*

Il faut imaginer cela à l'échelle de ce pays, de toute une population que l'on mobilisa par tous les moyens. En 1923, on créa la société À bas l'analphabétisme. On reprenait des formules chocs dans les journaux et les affiches : « *Que les gens instruits enseignent à lire et à écrire aux ignorants* », « *Instruisez le peuple à tout prix et en toutes circonstances* ». On se servit de la radio, d'affiches au graphisme attractif, du cinéma (« *De tous les arts, il nous est le plus précieux* », disait de lui Lénine), du théâtre, telle la pièce *Comme il est vilain d'être illettré* que l'on donna jusqu'en 1927. Un texte de Kroupskaïa de 1920 témoigne de mesures qu'on envisagea de prendre ici ou là : « *Dans le gouvernement de Kazan, ceux qui ne désirent pas apprendre les premiers éléments de lecture et d'écriture encourent une amende de 5 000 roubles, les travaux obligatoires jusqu'à trois mois et la privation des cartes d'alimentation. À Petrograd* [ils] *sont déchus de leur catégorie alimentaire, traduits devant les tribunaux populaires et exclus des syndicats.* » À Tambov, les volontaires devaient jouir d'avantages (libération de toute obligation, sauf du service militaire, possibilité de recevoir des produits manufacturés), les récalcitrants risquaient jusqu'à trois mois de prison.

En 1924, 60 % des ouvriers lisaient régulièrement le journal. La presse était affichée à la lecture publique dans des lieux passants, et mise à disposition dans les institutions publiques, les clubs, les syndicats... Mais, en 1926, plus de la moitié des gens de 9 à 49 ans, dont beaucoup de ruraux, restaient analphabètes et 40 % des enfants de 7 à 11 ans n'étaient toujours pas scolarisés. À la fin des années 1920, 90 % des membres du parti dirigeant n'avaient qu'un niveau d'instruction primaire et 70 % d'entre eux ne lisaient jamais le journal. En 1928, le Komsomol lança une campagne culturelle : en trois ans, 1,2 million de jeunes volontaires allaient apprendre à lire et à écrire à 21 millions de personnes. En fait, il fallut la fin des années 1930 pour atteindre 81 % d'alphabétisés. À la fin des années 1950, dépassant le niveau des pays les plus avancés et les plus riches, l'URSS avait une population alphabétisée à 98,5 %, même en tenant compte des vastes régions que le colonialisme tsariste avait vouées à l'absence quasi totale d'enseignement.

Chapitre II

Un nouveau système scolaire pour une nouvelle société

Une des grandes priorités du nouvel État était de réorganiser le système scolaire, qu'on orienta avant tout vers la jeunesse pauvre. En 1917, la Russie ne scolarisait qu'un enfant sur cinq et ne comptait que 127 000 étudiants. Les classes aisées envoyaient leurs rejetons soit au lycée, soit dans l'enseignement privé, alors qu'au mieux ceux des classes pauvres ne dépassaient pas les niveaux inférieurs de l'école élémentaire.

Il fallait désormais bâtir un système scolaire qui contribue à édifier une tout autre société, qui corresponde à la réorganisation de l'économie et des rapports sociaux qu'il fallait entreprendre, maintenant que le pouvoir était passé des propriétaires capitalistes à la collectivité des travailleurs. Dans cette logique, Lounatcharsky ne voulait pas que le système dépende de la seule responsabilité du Narkompros, d'en haut, mais qu'au contraire on déplace le centre de gravité de l'éducation vers le niveau le plus local, afin de la soumettre au contrôle et à l'initiative des masses ouvrières et paysannes pauvres. Le 29 octobre 1917, il proposa de placer les établissements d'enseignement sous le contrôle de soviets d'éducation, eux-mêmes contrôlés par la population via ses soviets locaux. Composé de représentants élus des élèves, des maîtres et de délégués du soviet de la localité, un soviet d'éducation administrerait

chaque école. Les enfants pourraient y mettre en œuvre toutes sortes d'initiatives et d'associations. L'ensemble de l'éducation soviétique devait ainsi partir du niveau des soviets locaux, élus par la population, et le système de représentation se poursuivre à chaque échelon de l'administration jusqu'au Narkompros, et non pas l'inverse. Le Narkompros proposait, organisait, impulsait, mais il voulait que l'initiative et le contrôle viennent des classes travailleuses.

À la base de ces mesures radicales il y avait la volonté de briser tout ce que l'école de l'ancien régime véhiculait comme apprentissage de l'ordre établi, et de rejeter ce qu'inculquait dans les pays développés l'école de la bourgeoisie : l'apprentissage de l'individualisme et de la hiérarchie où la classe capitaliste impose sa domination dans tous les domaines de la vie, la permanence des inégalités sociales avec comme socle inviolable le respect de la propriété privée, l'acceptation par les enfants des classes laborieuses de leur place déterminée de futurs travailleurs exploités et l'assurance des enfants des classes possédantes d'être destinés à diriger la société. Toutes les mesures prises par le nouveau pouvoir en matière d'éducation, nous allons le voir, furent déterminées par cette ambition profondément communiste. Les bolcheviks voulaient construire un nouveau système éducatif qui aide à l'épanouissement de l'individu et forme des citoyens socialistes capables d'édifier une société gérée par eux, pour eux, capables de ce fait de développer et d'organiser l'économie dans l'intérêt commun, à partir de quoi une culture supérieure pourrait s'épanouir, celle de toute la collectivité humaine.

À partir de 1918, les soviets se mirent à élire les professeurs. On imagine la pression exercée sur un corps enseignant parfois hostile, surtout en ses niveaux supérieurs, en tout cas au début très méfiant, car cela contribua à sélectionner les enseignants les plus ouverts aux nouvelles idées. Dans la même veine, le système d'inspection

des professeurs céda la place au contrôle par les soviets. Le même mois, un décret chassa les religieux de l'école en la séparant de l'Église.

Kroupskaïa se chargea de la politique éducative et des programmes scolaires. Une tâche ardue car, en ces temps de débats d'idées permanents, il y avait presque autant de conceptions éducatives que de personnalités ayant des responsabilités au Narkompros. Lounatcharsky défendait un modèle inspiré des méthodes progressistes occidentales (telles celles de Dewey) opposées à l'autoritarisme et au moralisme, qui se souciait de développer la personnalité de l'enfant. Finie la discipline quasi militaire de l'ancien régime, on encourageait la participation des élèves et les relations informelles avec les enseignants. D'autres responsables défendaient une école fonctionnant de façon communautaire, estimant qu'on devait tirer de la vie concrète, et non pas de l'école, une grande partie de l'enseignement. Les débats furent si passionnés qu'il fallut retarder la rentrée scolaire de 1918. On demanda au comité exécutif du congrès des soviets de trancher entre ces programmes... un jour avant la rentrée. Il accepta d'expérimenter les deux. Cela souligne l'extrême ouverture d'esprit du pouvoir soviétique, son souci de laisser se confronter des démarches différentes, voire opposées, une attitude aux antipodes du « socialisme » de caserne que le pays allait connaître sous Staline.

Une éducation générale et polytechnique

Le 2 août 1918, le gouvernement, soucieux de hâter les choses, promulgua un décret exigeant « *des mesures d'extrême urgence en vue d'assurer la possibilité d'étudier à tous ceux qui le désirent* ». Le 7 octobre 1918, il publia un nouveau décret instaurant l'école unique du travail. Elle prenait en charge l'enfant depuis le jardin

d'enfants jusqu'à l'université. Parallèlement, on établit – au début avec bien peu de moyens, vu la pauvreté générale – un réseau d'institutions préscolaires (crèches, jardins d'enfants, foyers et écoles maternelles) absolument nouveau en Russie comme dans le monde, qui libérait les mères tout en leur permettant de fréquenter elles-mêmes l'école. On comprend pourquoi l'adhésion fut enthousiaste.

L'école unique du travail était mixte, laïque, gratuite et obligatoire pour les jeunes des deux sexes jusqu'à l'âge de 17 ans, quels que soient leur milieu social et leur nationalité (au sens d'origine ou d'appartenance ethnique). On y abolit les punitions, les examens aussi. Cette école autogérée et contrôlée par les soviets fonctionnait toute la semaine avec un jour et demi consacré à des sorties éducatives. L'État devait fournir vêtements, chaussures et manuels aux élèves. Pour les inciter à fréquenter l'école en ces temps de famine, il devait aussi servir un petit-déjeuner, même si, dans la pratique, la pénurie ne permit pas d'assurer toutes ces aides. Quant au personnel des écoles (y compris les concierges, portiers, femmes de service, etc.), il devait recevoir une formation pédagogique.

Grande particularité, l'école unique du travail se voulait à la fois générale et polytechnique, pour tous les enfants. Le système scolaire ne devait pas avoir pour but de perpétuer les divisions et la hiérarchie sociales avec, comme auparavant, d'une part un enseignement général pour les rejetons des classes privilégiées, formés à devenir les futurs cadres de la société, et de l'autre un enseignement professionnel pour les enfants des classes laborieuses, appelés à devoir travailler pour les possédants. On concevait le système éducatif comme un lieu de vie où l'enfant passerait ses premières années à apprendre à devenir membre d'une société socialiste. On ne cherchait donc pas à former à une profession ou un métier spécifiques, comme cela se faisait dans les pays capitalistes en fonction

des besoins des entreprises, mais à développer les capacités tant intellectuelles que manuelles de chacun dans les domaines les plus larges. On dispensait des cours théoriques, en classe mais aussi en liaison avec les usines, les fabriques, plus tard les centrales électriques, les fermes collectives, car il fallait répondre aux besoins de développement du pays. On voulait former une génération de jeunes, impliqués dans le fonctionnement de la société, capables de devenir ingénieurs, techniciens qualifiés, scientifiques, agronomes, intellectuels de toute sorte, capables d'assurer des tâches productives avec compétence, mais aussi de les organiser en ayant une conscience socialiste, c'est-à-dire en comprenant le fonctionnement général du pays, du monde et des besoins de la collectivité.

L'enseignement secondaire comprenait deux degrés : le premier de 8 à 13 ans, le second de 13 à 17 ans, ramené à 15 ans en 1920, « *nécessité pratique temporaire provoquée par la misère et la ruine du pays accablé par les guerres* ». Il dispensait des cours en russe, mais aussi dans d'autres langues nationales, car on décida que l'enseignement se ferait dans la langue maternelle des élèves. On enseignait les mathématiques, la physique, la chimie, la géographie, l'histoire, les langues étrangères, mais aussi la photographie, le modelage, on organisait des promenades consacrées à l'observation de la faune et de la flore, des cours d'esthétique, d'éducation physique, de danse et de tout ce qui sollicitait les organes de la perception. Le programme était antireligieux, disait-on, car il axait l'enseignement sur les raisonnements scientifiques et matérialistes. On enseignait le marxisme ainsi que les matières politiques, économiques et l'histoire du travail. Cela n'avait rien à voir avec ce que sera, dans l'URSS de Staline, l'enseignement d'un dogme caricatural et sclérosé, avec sa phraséologie prétendue marxiste-léniniste, qui ne servira qu'à justifier la dictature et le pillage de la bureaucratie stalinienne.

S'agissant des études supérieures, on en facilita l'accès. Les jeunes de familles ouvrières et paysannes bénéficièrent en outre de bourses et de conditions d'admission plus avantageuses que ceux de milieux sociaux aisés. En septembre 1919, on créa les facultés ouvrières, les Rabfak : destinées aux ouvriers pour les préparer aux examens d'entrée à l'université, elles connurent un succès considérable.

L'attitude des enseignants

Le pays comptait quelque 350 000 enseignants, qu'il fallait convaincre de collaborer. Ceux des niveaux inférieurs se montrèrent dans l'ensemble acquis à ce bouleversement qui mettait à terre le vieux monde d'ignorance. Cela leur valut le soutien de la population. En revanche, celle-ci et le régime eurent à affronter la résistance farouche du personnel éducatif des lycées et surtout de l'université, d'un milieu plus aisé et plus lié moralement aux anciennes classes possédantes. Leur opposition se cristallisa dès les premiers jours autour de l'Union panrusse des enseignants, forte de 50 000 adhérents, dont les dirigeants appartenaient à l'enseignement supérieur. L'Union ayant interdit de collaborer avec le Narkompros, à Petrograd elle exclut ceux de ses membres qui enfreignaient sa consigne et, à Moscou, elle lança un mot d'ordre de grève.

La plupart des membres de l'Union appartenaient aux SR (socialistes-révolutionnaires). Après Octobre, les SR de droite avaient pris les armes contre les soviets au sein des armées blanches. Les SR de gauche, eux, avaient d'abord participé au gouvernement soviétique. Mais, depuis l'été 1918, ils soutenaient des insurrections, organisaient des attentats contre des dirigeants bolcheviks, en tuant plusieurs et blessant grièvement Lénine. L'Union et ses mandants en firent tant dans leur opposition qu'ils finirent par se couper de la

population, mais aussi du reste des enseignants qui se dépensaient avec abnégation dans l'effort d'instruction.

Après plusieurs tentatives de conciliation, le pouvoir se résolut à dissoudre l'Union, dont le sabotage ne cessait pas. À l'été 1919, un nouveau syndicat vit le jour, l'Union des travailleurs de l'éducation et de la culture socialiste. Indépendant des partis politiques, comme les autres syndicats, il instaura comme condition d'adhésion de reconnaître la nécessité de la dictature du prolétariat pour construire le socialisme. Cela devait gager de l'implication des enseignants dans la révolution et de la vision progressiste de leur enseignement. En octobre 1919, la nouvelle Union comptait 70 000 membres ; un an plus tard, 250 000.

L'engouement pour l'instruction

Une formidable soif d'apprendre et de comprendre s'empara des masses populaires. En 1920, Kroupskaïa écrivait : « *Une population presque exclusivement rurale, en majorité illettrée, des dizaines de milliers de hameaux perdus, incultes : tel était le milieu qu'il fallait pénétrer, instruire. La mobilisation d'une partie considérable de la population, la ruine économique générale, la désorganisation des voies de communication et du service postal, l'épuisement des stocks de papier, le défaut de crayons et de fournitures de bureau, l'incroyable pénurie de livres (...), l'insuffisance de travailleurs au centre et en province par suite de l'exode au front des meilleurs d'entre eux, la relégation, dans l'ordre d'urgence, du travail de formation politique et d'instruction générale au dernier plan, tout cela entravait considérablement notre œuvre.* » Et d'ajouter : « *Comme cette œuvre était d'une nécessité vitale, elle s'effectuait néanmoins, mais sans méthode aucune (...). Il n'y avait pas une institution qui ne s'occupât plus ou moins de l'instruction des masses.* »

Au début des années 1920, on brûlait chaises, tables, parquet dans le poêle des classes pour se chauffer ; la faim torturait les élèves vêtus de haillons, les enseignants aussi, dont certains tombaient dans la mendicité ou se suicidaient. La mobilisation volontaire et un grand enthousiasme de la population et des enseignants, cela seul allait permettre de s'attaquer à des obstacles apparemment insurmontables.

Malgré tout, et d'abord malgré la guerre civile qui dura jusqu'en 1921, on nota des progrès indéniables, en Russie puis dans les autres républiques soviétiques. En décembre 1918, la gratuité des études fit passer le nombre d'inscrits à l'université de Moscou de 2632 à 5892. En 1921, le nombre d'élèves passa de 3,5 millions à 5 millions. En 1929, il atteignit 13 millions, avec 139 000 écoles.

Entre les proclamations, les décrets et leurs réalisations, le chemin était parfois long. Mais ils avaient tous un caractère nettement révolutionnaire : dans la nouvelle conception des rapports sociaux que l'éducation se devait de promouvoir, autant que dans les méthodes, la nouveauté des projets et les expérimentations pédagogiques. Les débats théoriques étaient passionnés et les initiatives venues d'en-bas si nombreuses que le Narkompros n'exerçait d'ailleurs d'autorité que toute relative. Quant aux salaires, maigres mais garantis, il constituaient un argument pour inciter les enseignants... à enseigner plutôt qu'à chercher à survivre par d'autres moyens.

Instruction et éducation politique

Depuis 1917, le nombre d'adhérents du parti avait explosé, (250 000 en mars 1919). Il y affluait toutes sortes de gens : ceux que la révolution avait convaincus de la justesse des vues communistes, mais d'autres aussi qui voyaient là le moyen de s'en sortir un peu mieux en ces temps si difficiles. En outre, beaucoup d'entre eux

étaient analphabètes ou très peu instruits, d'où un immense problème pour le parti dirigeant, car on ne pouvait vraiment saisir les enjeux de la lutte de classe sans une certaine instruction doublée d'une éducation politique.

À tous ces nouveaux venus, il fallait transmettre le capital politique des générations précédentes de militants révolutionnaires. Pour ce faire, on mit en place des universités et des écoles du parti, telle l'université Sverdlov, de Moscou, qui assurait la formation des cadres du parti et dispensait des cours sur l'histoire du mouvement ouvrier, le marxisme, l'économie politique, etc.

Pour plus d'efficacité, fin 1919, on avait créé une structure particulière, la section d'éducation politique, le Politprosvet, puis en septembre 1920 on regroupa l'ensemble des services de culture et de propagande de l'État, placés sous l'autorité d'une direction générale, le Glavpolitprosvet, que dirigeait Kroupskaïa. L'objectif insistait sur la politisation en lien avec l'instruction, de telle façon que travailleurs et membres du parti puissent apprendre à gérer leur État et contrebalancer par leur contrôle démocratique le poids important de tous les fonctionnaires.

Jusqu'ici, l'éducation politique relevait du département de l'agitation et de la propagande, l'Agitprop, qui s'adressait à la population en propageant en son sein les idées révolutionnaires et en essayant de l'impliquer grâce à l'agitation autour de la politique du parti. Avec le Glavpolitprosvet, la direction du parti voulut compléter cette éducation politique populaire par le biais de la culture et de l'instruction (livres, conférences, bibliothèques, cours, alphabétisation), ainsi que par les moyens artistiques auxquels on recourait souvent en ces temps-là : théâtre, cinéma, fêtes, célébrations, etc. Son champ d'action devait s'étendre à la gestion des écoles du parti.

Malgré d'immenses efforts, on ne put continuer l'œuvre du Glavpolitprosvet après 1921. On avait gagné la guerre civile mais les destructions et la ruine générale imposaient de sévères restrictions budgétaires : il fallut couper les crédits des Politprosvet et réduire d'un quart le nombre de leurs membres. Décentralisés, ces organismes passèrent sous l'autorité des directions provinciales de l'éducation : leurs maigres ressources allant en priorité à l'école, les Politprosvet s'effondrèrent.

Malgré ses 475 000 militants, le Glavpolitprosvet ne parvint plus à assurer ses tâches d'agitation. Il dut les abandonner à la section spécialisée du parti, ce qui renforça le camp de ceux qui avaient contesté son rôle, au premier chef la section Agitprop du comité central (CC). Un conflit avait déjà opposé cette dernière à Lénine sur cette question, l'appareil central du parti voyant le Glavpolitprosvet comme une autorité concurrente. À cette occasion, et ce ne fut pas la seule, Lénine avait dénoncé la « *morgue communiste* » de certains responsables de l'État ou du parti, qui prétendaient régenter toute activité culturelle alors que lui misait sur l'initiative des masses.

Ce conflit révèle un aspect du processus qui vit s'affaiblir les organismes soviétiques se donnant pour but de favoriser la démocratie en instruisant politiquement les masses ouvrières. Cette évolution allait, quelques années plus tard, bénéficier à la couche pesante des fonctionnaires au sein de l'État et du parti, qui allait se muer en une caste défendant jalousement ses prérogatives.

Chapitre III

Bibliothèques, clubs et moyens de propagande

Le pouvoir soviétique créa par milliers des maisons du peuple, des clubs et des bibliothèques, ce que le manque chronique de papier pour éditer des livres rendait d'autant plus indispensable. À l'inverse, là où elles passaient, les armées blanches détruisaient souvent les bibliothèques. En 1919, la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR) comptait 13 506 bibliothèques, bien souvent récupérées dans les demeures de la bourgeoisie et de l'aristocratie. Un an plus tard, il y en avait 26 118. Les coopératives, les syndicats avaient les leurs. En 1922, on en comptait plus de 30 000 avec, en milieu rural, 80 000 « isbas de lecture ». On y pratiquait souvent des lectures collectives. Très tôt, parut un décret relatif à la lecture à haute voix de journaux et de brochures dans les villages et campagnes.

La littérature dite prolétarienne était souvent la plus demandée : *Le Ciment* de Gladkov, *La Mère* de Gorki, *Le Torrent d'acier* de Serafimovitch, mais aussi des romans d'aventures et d'espionnage ayant pour cadre la guerre civile, comme *Tchapaev* de Fourmanov. On retira les livres professant une idéologie d'extrême droite ou prônant la morale religieuse. Les années passant, on trouva beaucoup de romans étrangers traduits, ceux d'Upton Sinclair, Jack London,

James Oliver Curwood, des romans policiers et des œuvres légères nées de la vague de libération des mœurs d'alors.

Plus singuliers furent les trains de propagande. Pendant la guerre civile, il y en eut cinq. Ils pouvaient être décorés de fresques colorées signifiant par l'image les tâches de la révolution. On en avait aménagé l'intérieur dans un souci d'éducation et de propagande politique : on pouvait y faire cours, installer une bibliothèque, imprimer tracts et affiches, montrer une exposition, projeter un film, jouer une pièce, donner un concert... Ils sillonnaient le pays, apportant en chemin l'instruction aux foules qu'ils attiraient. Il y avait aussi des bateaux de propagande, également recouverts de fresques. Ensuite, on les remplaça de plus en plus par des véhicules plus légers, des camionnettes ou des carrioles de propagande, capables d'atteindre les villages les plus reculés.

Chapitre IV

L'émancipation des femmes

La révolution déclencha un vaste mouvement d'émancipation des femmes, que la législation soviétique soutint et encouragea. Auparavant, on considérait les femmes comme d'éternelles mineures vouées à passer de l'autorité du père à celle du mari. Seul existait le mariage religieux, avec consentement paternel obligatoire. Le divorce, fort coûteux, ne pouvait être prononcé que par les autorités religieuses. Les femmes n'avaient pas le droit d'hériter à la mort du père ou du mari, sauf les veuves avec enfants. L'avortement était illégal et sévèrement puni, même si on sait que la pratique en était fréquente dans les milieux cultivés.

Le pouvoir soviétique allait ouvrir aux femmes l'accès à tous les domaines économiques, sociaux, politiques et culturels. Il proclama immédiatement l'égalité entre les sexes. Dès décembre 1917, le décret sur le mariage fixa l'égalité des contractants. Abolissant la prérogative masculine en matière familiale et parentale, ainsi que l'incapacité juridique de la femme mariée, il supprima l'indissolubilité du mariage. Le code juridique de 1918 établit le mariage civil par consentement mutuel et permit le divorce à la demande de l'un des partenaires. On traça un trait d'égalité entre l'union de fait et le mariage, entre la parenté dite naturelle (enfants nés hors mariage) et celle dite légitime (dans le cadre du mariage). Les femmes pouvaient désormais choisir leur domicile. En matière de nom, l'épouse

pouvait garder le sien ou prendre celui de son mari, lequel pouvait aussi prendre le nom de sa femme. Quant aux enfants, on pouvait leur transmettre le nom maternel ou paternel, au choix. Les tribunaux attribuaient systématiquement une compensation pécuniaire à la femme quand le père de son enfant les quittait ou ne s'en occupait plus et, vu la misère morale et matérielle générale, cela arrivait très fréquemment.

Le pouvoir dépénalisa la prostitution et aida les femmes à s'en libérer. On accorda à la femme enceinte un repos et des soins gratuits. Comme Isaac Babel le décrit dans ses *Chroniques de l'An 18*, des maisons de la maternité accueillaient gratuitement les futures mères au huitième mois de grossesse. Elles y apprenaient des rudiments d'hygiène, de puériculture et, après leurs couches, pouvaient y rester le temps qu'il fallait pour retrouver des forces. Une loi de 1919 autorisa l'avortement lors des trois premiers mois de la grossesse, « *tant que les survivances morales du passé et les pénibles conséquences économiques du présent obligeront certaines femmes à subir cette opération* ». En 1920, la loi assouplit encore ce cadre. Et bien sûr les femmes avaient le droit de vote, étaient éligibles et élues.

Pour imposer tout cela, des décrets du pouvoir central ne pouvaient suffire : il fallut que les femmes mènent le combat. Même si, dans son roman *Le Ciment*, Gladkov semble banaliser le drame du viol, il décrit aussi le combat d'une communiste pour imposer à son mari, revenu du front, de pouvoir mener sa vie, alors qu'il voudrait qu'elle tienne la maison et reste à sa disposition. On la voit profiter de structures collectives (crèche, cantine) qui lui libèrent du temps, notamment pour militer et apprendre à lire après le travail, malgré la fatigue.

Longtemps, les femmes continuèrent à se heurter à un profond sexisme. Et cela sous toutes se formes. Les comportements

masculins leur rendaient souvent impossible la fréquentation des clubs ouvriers. Et puis, la violence faite aux femmes perdurait. Le roman *La Ruelle de Moscou* d'Ilya Ehrenbourg s'ouvre sur une scène, que l'auteur présente comme banale en 1927, où un « *ouvrier* (bat en public) *sa femme avec une brique. Il la frappait sur la tête, avec méthode, sans se presser* [...]. *Et tout autour, les habitants de la ruelle regardaient* », habitués à ce qu'on traite une femme comme « *on bat les tapis* ». Cette barbarie, la Russie soviétique l'avait héritée des temps anciens. Un dicton assurait que le serf avait encore plus à plaindre que lui : sa femme. Interdite, la polygamie restait répandue dans le Caucase, plus encore en Asie centrale ; la pratique de la dot persista dans certaines régions bien après la révolution ; quant au voile islamique, symbole d'infériorité de la femme, malgré les campagnes incitatrices des autorités, il mettra des années à disparaître, et encore, pas complètement. Dans ses *Nouvelles des montagnes et des steppes*, Tchinghiz Aïtmatov, membre en vue de la très officielle Union des écrivains dans l'URSS de Brejnev, évoque des cas de mariage arrangé et de port du voile, encore à cette époque, dans sa région natale, même parmi les travailleurs qualifiés.

Dans les années 1920, en tout cas dans les milieux les plus avancés – intelligentsia, ouvriers et ouvrières du parti, komsomols – on avait assisté à un bouleversement dans les relations entre les sexes. La communiste Alexandra Kollontaï, commissaire du peuple aux Affaires sociales, et à ce titre première femme au monde à avoir rang de ministre, prôna le modèle de l'union libre et les rapports de camaraderie basés sur l'amour. Cela, quitte à heurter des membres éminents du parti, tel Boukharine qui déclarait la « *guerre aux propagandistes de la vie de bohème* », assimilée par lui à la dissolution, sinon à la dépravation des mœurs. Quant à l'homosexualité, la Russie des soviets fut le premier grand pays à la dépénaliser.

Bien sûr, il y avait aussi les problèmes très concrets que ces bouleversements posaient dans un pays où la pénurie régnait. Ainsi Semachko, commissaire du peuple à la Santé, se demanda si l'État avait les moyens d'accorder les mêmes droits aux couples de fait et aux couples enregistrés. En tout cas, cet État mit tout son poids, ses moyens et son autorité pour aider les femmes à s'émanciper.

Au Turkestan, où les femmes vivaient recluses, mariées de force dès l'âge de 9 ans, on exempta de certains impôts les parents inscrivant leurs filles à l'école. Une conférence des femmes communistes d'Orient et des régions musulmanes se réunit en avril 1921. Étaient représentés les peuples turcophones d'Asie centrale et de Crimée, des Montagnards du Caucase, des populations de Sibérie, etc. Dans ces régions, la lutte pour l'émancipation des femmes se conjuguait avec la lutte contre les castes religieuses féodales, pour leur expropriation car, en définitive, l'émancipation des femmes avait aussi pour condition la destruction des structures sociales archaïques qui les maintenaient sous le joug.

Chapitre V

Des droits de l'enfance uniques au monde

Concernant le monde des enfants, une série de décisions changea le sort que l'ancienne société leur réservait : celui de mineurs sans droits, où l'éducation, pour ceux qui y accédaient, perpétuait les inégalités entre les sexes comme entre les classes.

On prit très vite des mesures contre l'exploitation des enfants. Le décret du 29 octobre 1917, fixant le temps de travail à huit heures quotidiennes et 48 heures hebdomadaires, interdisait le travail des enfants de moins de 14 ans et réduisait à six heures par jour celui des jeunes de 16 à 18 ans. Quant au travail de nuit des femmes et des moins de 16 ans, il était interdit.

La conception de la justice pour les jeunes fut fort novatrice pour l'époque, même en regard des pays avancés. Le 9 janvier 1918, un décret stipula que *« les tribunaux et l'emprisonnement sont supprimés pour les mineurs des deux sexes de moins de 17 ans »*. En cas d'infractions ou de comportements délinquants, on cherchait plutôt une prise en charge par des médecins, des assistants sociaux, des éducateurs. Une commission devait se réunir pour décider de libérer les mineurs jugés ou de les envoyer dans un des refuges créés à leur intention par le commissariat à l'Assistance sociale, selon le caractère des actes reprochés. Un temps, la guerre civile mit à mal cette indulgence, mais il restait que la législation soviétique, avec

son statut d'irresponsabilité juridique des mineurs, fut la première à avoir envisagé des mesures éducatives plutôt que répressives pour les jeunes délinquants.

Et puis, il y avait la question des quatre millions, estimait-on, d'enfants abandonnés. Ce fléau sévissait déjà sous le tsarisme. Mais avec la guerre, mondiale puis civile, on vit errer à travers villes et campagnes des cohortes d'enfants vêtus de loques, réduits à la mendicité et au brigandage. Le roman *La Ruelle de Moscou*, déjà cité, décrit certains d'entre eux, qui survivent comme ils peuvent, encore en 1927. Outre que cela révoltait la simple humanité, cela posait un énorme problème d'ordre public.

Ces enfants laissés à l'abandon, le gouvernement s'efforça de les soustraire à cet enfer en les sédentarisant dans des maisons d'éducation ou des ateliers. Dzerjinski, responsable de la police, y consacra une grande partie de son temps. La révolution fit naître, à ce propos, des tentatives originales en matière d'éducation, qui connurent, un temps du moins, un certain succès. Beaucoup de républiques soviétiques prirent en charge ces jeunes et très jeunes au travers de colonies, d'orphelinats, de maisons de l'enfant ou de communes des enfants. En Ukraine, région la plus dévastée par la guerre civile, l'on créa plus d'un millier de ces institutions, qui accueillirent en tout 82 000 enfants, à partir de 1920. Dans ces communes, les distinctions sociales entre adultes et jeunes, parents et enfants, éducateurs et éduqués devaient s'effacer. Elles avaient pour principe de s'appuyer sur la vie collective et ce qu'elle apporte dans l'apprentissage et l'autonomie. Il y eut aussi des colonies de travail : l'activité productive des enfants pourvoyait en partie à leur entretien.

Pédagogue réputé, Anton Makarenko créa des refuges pour des centaines d'entre eux en Ukraine. En 1920, il fonda une

colonie à Poltava, dans le dénuement matériel et la faim perpétuelle pour tous, enfants et éducateurs. La vie collective, d'où l'on avait banni le knout, devait commencer par désapprendre à ces jeunes de vivre de vol et de crimes. Makarenko considérait que, dans une société socialiste, l'éducation devait mêler psychologie, biologie, médecine, science, et que le travail allait de pair avec l'étude, les activités sportives, artistiques et récréatives aussi bien que productives, telle l'agriculture. Tous les élèves, même les plus jeunes, participaient aux structures d'organisation de la collectivité, veillaient aux décisions prises, dont ils contrôlaient l'application.

On fonda des colonies dans d'autres régions. Malheureusement, en ville il s'agissait souvent de simples orphelinats. À partir de 1921, faute de moyens, on ferma beaucoup de maisons d'enfants, plaçant alors ces jeunes chez des paysans, où ils recevaient une éducation souvent plus rude.

Notons enfin la création, en 1918, du Komsomol (l'Union de la jeunesse communiste), puis du KIM (l'Internationale des jeunesses communistes). Les komsomols avaient pour but de faire comprendre aux jeunes les enjeux de la construction de la société socialiste et de les y impliquer.

Dans l'hommage à son fils Léon Sédov, assassiné en 1938 sur ordre de Staline, Trotsky donne un aperçu de l'engagement de la jeunesse qui rejoignait le Komsomol dans les années 1920. Il décrit comment le jeune Léon, qui militait parmi les jeunes boulangers, *« prenait jalousement sa part dans tous les "samedis communistes" et autres "mobilisations de travail", nettoyait la neige dans les rues de Moscou, "liquidait" l'analphabétisme, déchargeait le pain et le bois des wagons, et ensuite, en qualité d'élève polytechnicien, réparait les locomotives »*.

S'adressant aux plus jeunes, l'organisation des pionniers leur permit de faire des expériences de vie collective, d'acquérir de l'autonomie et le sens des responsabilités sociales, tandis que des foules d'enfants des classes populaires découvraient – chose ailleurs inconnue – les vacances, grâce au fait que l'on avait réquisitionné d'anciennes résidences d'été de bourgeois et d'aristocrates pour les transformer en centres pour colonies de vacances. Selon le même principe, on transforma d'autres résidences des anciens possédants en centres de cure, de repos ou en sanatoriums pour adultes.

Deuxième partie

Culture et droits des peuples

Durant l'année 1917, le gouvernement provisoire n'avait rien fait qui eût ressemblé même à une timide reconnaissance des droits des peuples soumis à la domination grand-russe. Et il avait d'ailleurs maintenu la limitation d'accès à l'éducation publique pour les non-orthodoxes et les non-russes. Promulgué peu après le renversement de ce gouvernement, le décret du 2 décembre 1917 rompait avec cette politique : il proclama toutes les nationalités du pays égales en droits et, pour celles qui le souhaitaient, leur reconnaissait le droit d'aller « *jusqu'à la séparation et la constitution d'un État indépendant* ». Le pouvoir soviétique ouvrait en grand la porte de la « prison des peuples » qu'avait été l'empire des Romanov.

Le troisième congrès des soviets, en janvier 1918, décida que la République socialiste, fondée sur l'union volontaire des peuples, se constituerait en une Fédération de républiques soviétiques. Il déclara qu'elle respecterait les particularités nationales et régionales, pourvu qu'elles ne masquent pas des oppressions, notamment de la femme, comme le port du voile, le système de la dot ou le mariage forcé.

Désormais, un homme ou une femme, en plus d'avoir la citoyenneté soviétique, pouvait prendre la nationalité d'une des républiques de l'Union (Ukraine, Russie...) ou de l'une des minorités (Juifs, Tatars...), toutes jouissant d'une autonomie territoriale et/ou culturelle très étendue.

Cette reconnaissance des droits des minorités, du droit de leurs membres à un statut reconnu égal à celui des membres de l'ethnie majoritaire, les Russes, démontrait aux yeux de tous ce qui opposait, en ce domaine, le pouvoir ouvrier à un gouvernement bourgeois. Cela renforçait les liens entre la classe ouvrière russe et celle des autres territoires ou nationalités, d'autant plus que les armées blanches, faisant régner la terreur sur leur passage, réinstallaient

dans leurs anciens domaines les propriétaires haïs et ne cachaient pas qu'elles voulaient rétablir la domination grand-russe sur les autres populations. Tout cela incita la majorité des peuples de l'ex-empire des tsars à choisir de rejoindre le camp d'une révolution fraternelle pour toutes les nationalités. Car ce n'est évidemment pas la contrainte, que ces peuples rejetaient, mais leur choix librement consenti qui permit que naisse, fin 1922, l'Union des républiques socialistes soviétiques, l'URSS : elle rassemblait 31 entités de statuts variables, dont les républiques soviétiques de Russie, d'Ukraine, de Biélorussie et de Transcaucasie (qui réunissait alors Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie).

Dans cet immense ensemble, avec ses 150 millions d'habitants et où l'on parlait 122 langues différentes, le niveau culturel général frisait le dénuement absolu dans de vastes territoires. Ainsi, en Asie centrale : pour 1 000 habitants on ne comptait que cinq personnes ayant eu accès à de l'instruction, aussi faible soit-elle, chez les Tadjiks ; sept sur 1 000 chez les Turkmènes ; six chez les Kirghiz... Parmi les populations de Sibérie, encore moins. Et pour cause : sous le tsarisme, il n'existait que deux établissements chargés de former les instituteurs des écoles autres que russes. En 1920, sous le régime des soviets, on en comptait déjà 27. Et il y en aurait eu bien plus sans la guerre civile imposée au jeune État ouvrier.

Chapitre I[er]

Création d'alphabets et mouvement de latinisation

Dès ses premiers temps, l'État soviétique lança un programme de recherche linguistique sur la plupart des langues utilisées sur son territoire. On simplifia l'alphabet russe, en supprimant des vestiges graphiques du passé, pour faciliter l'apprentissage de l'écriture et de la lecture. Mais on se garda bien de chercher à imposer cet alphabet et cette langue aux peuples non slaves, ce qui avait été une constante du tsarisme. Au contraire, les autorités soviétiques encouragèrent la création d'alphabets propres à quarante langues et dialectes qui en étaient démunis, afin que leurs locuteurs puissent accéder à l'éducation dans leur langue maternelle.

Alors que de nouveaux peuples rejoignaient le jeune État soviétique durant et après la guerre civile, se développa un mouvement de latinisation des alphabets. On vit éclore des projets en ce sens un peu partout, notamment dans le Caucase, pour les minorités n'ayant pas de système d'écriture propre, et dans les régions de tradition musulmane, la plupart turcophones. Choisir l'alphabet latin, celui de l'Occident, rimait avec progrès : on désirait s'ouvrir sur l'Europe développée culturellement et économiquement. Les bolcheviks étaient bien sûr favorables à l'utilisation d'un alphabet commun au plus grand nombre de peuples : cela pouvait contribuer à saper l'influence des nationalistes bourgeois ou des féodaux et

des religieux, qui arguaient de particularismes pour asseoir leur emprise sur « leur » peuple. Cela constituait aussi un moyen de plus pour que les exploités de toutes nationalités se rapprochent les uns des autres tout en élevant leur niveau de connaissances. Cela était donc avant tout un moyen de détacher la classe ouvrière et la paysannerie de leur bourgeoisie nationale. Les bolcheviks pensaient que la latinisation et l'éducation des masses laborieuses de ces pays anciennement opprimées par le tsarisme russe aideraient à ce qu'elles s'emparent de leur destin, en opposition à leurs classes dirigeantes. C'était un gage d'avenir – car ils avaient la conviction que les classes laborieuses renfermaient des possibilités sociales comme aucune autre catégorie sociale.

Pour les turcophones – Tatars, Ouzbeks, Kazakhs, Kirghizes, Turkmènes, Azéris, etc. – l'alphabet latin semblait mieux à même de reproduire les sonorités de leur parler que l'écriture arabe employée dans l'Empire ottoman. Cela allait certes dans le sens de ce que revendiquait en matière d'instruction la fraction progressiste de la petite bourgeoisie des populations turcophones. À l'époque, l'alphabet latin permettait d'utiliser à grande échelle des linotypes, machines à écrire, téléscripteurs. Or on avait besoin de livres, de manuels, de journaux, etc., et il fallait les éditer en urgence et en grande quantité si possible.

En attendant, et on le constate sur les affiches ou les tracts datant de la guerre civile ou de la période qui la suivit immédiatement, les bolcheviks se faisaient un devoir d'éditer du matériel de propagande dans toutes les langues pratiquées dans telle ou telle région, et avec tous les systèmes d'écriture y ayant alors cours, même ceux que certains proposaient de remplacer. Cela n'allait évidemment pas sans poser quelques problèmes de traduction, de composition et de mise en page. Mais, là encore, il s'agissait et de se faire

comprendre, et de démontrer aux yeux de tous – même de ceux qui, ne sachant ni lire ni écrire, voyaient le matériel édité – que, même dans le domaine de l'écriture, le pouvoir soviétique rejetait toute forme de chauvinisme.

Les promoteurs de la latinisation étaient généralement des enseignants soucieux d'accélérer la liquidation de l'analphabétisme, des journalistes, des typographes, des intellectuels, de jeunes fonctionnaires jugeant cette solution plus commode. On les appelait les latinistes. Dans les régions turcophones, ils se heurtaient à l'hostilité des traditionalistes, religieux et nationalistes, appelés indistinctement arabistes. L'opposition était particulièrement virulente là où il y avait un nombre relativement élevé de lettrés arabisants, comme à Kazan. Depuis ce centre, capitale du Tatarstan et du livre en caractères arabes, la bourgeoisie tatare tenta de s'imposer aux turcophones de l'ancien empire russe. Il y eut des heurts violents : instituteurs latinistes assassinés, écoles brûlées, nouveaux livres détruits.

En Azerbaïdjan, république turcophone du Caucase, on officialisa l'alphabet latin avec l'instauration du pouvoir soviétique à la fin de la guerre civile. Bakou devint alors le quartier général de la latinisation des régions turcophones. Un comité pour la propagation du nouvel alphabet y fut créé en juillet 1922. Le décret d'octobre 1923 admit officiellement le NAT (nouvel alphabet turc) dans tous les actes administratifs, les journaux, à égalité avec l'alphabet arabe, car la tradition restait grande et les fonctionnaires locaux ignoraient encore le nouvel alphabet. En 1924, le NAT devint obligatoire. Il n'y eut guère de résistance car les nationalistes azéris, très liés au régime déchu et à ses soutiens étrangers, les impérialistes anglais et français, avaient été plus ou moins neutralisés. Quatre

ans plus tard, presse, école, administration, enseignes de magasin, partout ou presque on utilisait le NAT.

Son essor symbolisait la rupture avec le passé et coïncidait avec la mise à l'écart des courants qui, à la faveur de la révolution russe, avaient rêvé d'une révolution nationale panturque. Mais déjà le NAT dépassait les frontières de l'URSS. La vague de latinisation atteignit la Turquie, puis des régions d'Iran, de Syrie, d'Inde, même si dans ces derniers cas le mouvement n'eut pas de suite.

Devant le succès de l'Azerbaïdjan en 1924, les latinistes des autres républiques s'organisèrent en comités du nouvel alphabet turc. Au premier congrès de turcologie, à Bakou en février-mars 1926, les partisans de l'alphabet arabe, très peu nombreux, ne purent convaincre une assemblée nettement plus sensible à la solidarité de classe qu'à la solidarité nationale. Jusqu'en 1929, le CNAT dirigea, depuis Bakou puis Moscou, la politique linguistique soviétique en matière de construction d'alphabet, de terminologie, d'orthographe, d'équipement technique et de lutte contre l'analphabétisme dans la diversité du monde turcophone.

Petrograd joua pour le Grand-Nord et même l'Extrême-Orient le même rôle de capitale culturelle que Bakou pour le Midi. En 1921, le gouvernement de la région autonome de Yakoutie, en Sibérie orientale, officialisa un alphabet latin. Entre 1917 et 1922, pour répondre aux besoins locaux et à ceux d'alphabétiser les communautés chinoises et coréennes, nombreuses dans l'Extrême-Orient russe, des instituteurs, des chefs de poste tentèrent d'adapter l'alphabet latin au chinois, au coréen, aux langues de l'Oussouri, du Grand-Nord sibérien. Un alphabet en lettres latines fut créé à l'intention des 100 000 Chinois travaillant en RSFSR, dans les mines notamment : cela eut un certain retentissement parmi l'intelligentsia progressiste en Chine même, préoccupée de trouver un moyen

d'apprendre à lire et écrire à des centaines de millions de Chinois, plus aisé que le système, jugé par elle élitiste et féodal, des idéogrammes traditionnels.

L'alphabet d'Octobre, le nouvel alphabet, desservit, en de multiples variantes, pratiquement toutes les langues parlées sur le territoire de l'URSS. Seules faisaient exception celles qui avaient leur propre tradition scripturale, parfois fort ancienne : l'arménien, le géorgien, le yiddish, le grec, le polonais, l'allemand, les langues baltes, le finnois, l'ukrainien, le biélorusse et le russe. On choisit aussi de ne pas uniformiser les variantes de l'alphabet cyrillique, pour ne pas apparaître partisans d'un nivellement que les Grands-Russiens, nation autrefois dominante, auraient imposé aux Petits-Russiens (Ukrainiens) et aux Blancs-Russiens (Biélorusses). En 1929, une quinzaine de langues utilisaient un alphabet du Nord. La latinisation avait atteint son apogée, avant qu'un revirement lié à la politique stalinienne de chauvinisme grand-russe et de mise au pas des nationalités, celle-là même que Lénine avait dénoncée et combattue peu avant sa mort, oblige nombre de langues et leurs locuteurs soviétiques à utiliser un alphabet à base cyrillique.

Chapitre II

L'émancipation des Juifs

Sous les tsars, les Juifs n'étaient pas intégrés à la paysannerie parce que, sauf cas particuliers, ils n'avaient pas le droit de posséder la terre. On leur interdisait certaines professions et d'habiter ailleurs que dans la « zone de résidence », à l'ouest et au sud-ouest de l'empire. Ils n'avaient pas non plus le droit, sauf exception, d'habiter la plupart des grandes villes. C'est pourquoi ils n'étaient pas non plus intégrés à la classe ouvrière industrielle. Pour vivre, il leur restait le commerce, l'artisanat, le prêt à usure, la location à bail, le travail comme salariés à domicile ou dans des fabriques, généralement dans le textile, l'habillement, ou encore comme aubergistes ou intendants de grands domaines. Certains paysans russes, ukrainiens ou polonais pouvaient considérer la situation des Juifs comme un peu moins misérable que la leur. Cela restait à prouver, mais cela entretenait de forts préjugés. Discriminés, les deux millions et demi de Juifs étaient en outre en butte à de perpétuelles vexations et, dans certaines régions, à la violence des pogroms, ces raids meurtriers périodiquement organisés par les autorités pour dévoyer la colère populaire. Ce régime de ségrégation obligeait les Juifs à vivre en vase clos, avec leurs rites et coutumes, leur culture propre, même si, depuis la fin du 19e siècle, de nouvelles générations avaient cherché à briser ce carcan : par la création d'une culture yiddish laïque pour certains, par l'exil en Amérique ou en

Europe occidentale pour beaucoup, tandis qu'une minorité notable rejoignait le mouvement révolutionnaire en Pologne, en Ukraine et en Russie.

La révolution d'Octobre libéra les Juifs, notamment en abolissant les décrets qui limitaient leur liberté de déplacement, d'installation, d'accès à l'enseignement supérieur et à diverses professions. Leur sort s'en améliora notablement. Pogroms et persécutions cessèrent, du moins chez les Rouges car, durant la guerre civile, les Blancs et surtout les Verts (ces bandes de paysans armés louvoyant entre Rouges et Blancs, comme celles de Nestor Makhno en Ukraine) continuèrent à en organiser.

Nombre de Juifs, qui avaient rallié le camp de la révolution, allaient jouer un rôle marquant dans l'organisation de la nouvelle société. Mais il restait à convaincre la grande majorité de cette population de l'intérêt qu'elle avait à participer à la lutte pour le socialisme. Une entreprise ardue : les habitudes qu'imposait la vie dans les bourgades juives, conjuguées à l'absence d'une tradition d'activités rurales ou industrielles, ne favorisaient pas son intégration dans les fermes ou les usines.

On créa un commissariat aux Affaires juives au sein du commissariat aux Nationalités. Les bolcheviks avaient à cet égard la même politique que vis-à-vis des minorités nationales : ils cherchaient à gagner au combat pour la révolution mondiale, tout en respectant leurs sentiments nationaux. Tous n'étaient pas d'accord dans le Parti communiste (bolchevik), le PC (b). Ses sections juives, car il s'en était formé après Octobre, s'opposaient à ce que le Bund, le parti social-démocrate juif, puisse garder son indépendance. La direction communiste avait une tout autre démarche. Elle voulait convaincre ceux qui restaient sous l'emprise des groupes sionistes, religieux ou du Bund, en leur proposant un mode de vie qu'ils puissent tenir

pour supérieur et des réponses politiques qui les incitent à s'affranchir de ces groupements. Une partie notable des militants du Bund, attirés par les perspectives nouvelles qu'ouvrait l'État soviétique, rallièrent le PC (b) par le biais du Kombund (le Bund communiste). Quant à aller s'installer en Palestine, ce que prônait le sionisme, la grande majorité n'en avait nulle envie.

On lança des campagnes d'éducation des enfants. On construisit des écoles publiques enseignant en yiddish et encouragea les cours donnés dans cette langue à la place de l'hébreu, langue de la synagogue. On aida à publier des journaux, des livres en yiddish et on encouragea les populations juives à pratiquer et à développer les arts, leur théâtre dans leur langue. Des universités en yiddish virent le jour à Kiev et à Minsk, au cœur de régions regroupant des millions de Juifs. Tribunaux, syndicats, cellules du parti furent encouragés à employer le yiddish. La Fédération soviétique de Russie, puis l'URSS qui lui succéda, se voulaient un cadre au sein duquel, contrairement au carcan tsariste, la diversité des cultures et des peuples pouvait s'épanouir.

Troisième partie

La promotion de l'esprit scientifique

Les bolcheviks firent tout pour promouvoir l'esprit rationaliste et scientifique dans tous les domaines. C'était une condition du progrès que de mettre la science au service de la population, donc du développement industriel, de l'électrification, de la maîtrise du climat, d'une agronomie moderne. Et puis, les relations sociales, familiales, devaient pour évoluer faire reculer l'obscurantisme dans les consciences et réduire le poids des Églises dans la vie quotidienne. Dans l'acronyme russe Narkompros (commissariat du peuple à l'Éducation) le « pros » final, abréviation de prosvechtchénié, signifie éducation, avec une connotation qui évoque l'esprit des Lumières, ce mouvement intellectuel progressiste du 18e siècle qui se dressa notamment contre l'obscurantisme et l'intolérance religieux des classes dirigeantes européennes d'alors.

Pour rattraper une partie du retard de la société russe, on se débarrassa d'un certain nombre de scories du passé. On abandonna le calendrier julien pour se mettre à l'heure du calendrier grégorien, celui que l'Europe de l'Ouest avait adopté depuis des siècles et devenu depuis, de fait, international : on sauta ainsi du 31 janvier 1918 au 14 février 1918, sauf dans la partie orientale du pays, occupée par les Blancs, où le changement n'intervint qu'en 1920. En février 1924, on adopta, dans toutes les usines, administrations et institutions publiques, le système des poids et mesures le plus répandu au monde (mètre, gramme, litre), en remplacement des anciens systèmes qui compliquaient les échanges avec le monde occidental.

Chapitre I[er]

La liberté de conscience contre l'obscurantisme

Les bolcheviks décidèrent que l'État n'aiderait plus l'Église financièrement. Mais leur matérialisme militant n'impliquait ni l'intolérance ni l'interdiction des pratiques religieuses. Au contraire, ils assurèrent à chacun la liberté de conscience – que le tsarisme refusait – et s'efforcèrent de ne pas heurter dans leur foi les croyants de toutes obédiences. Cela à la condition que les institutions religieuses et leurs cadres ne se dressent pas activement contre le pouvoir soviétique, ce à quoi on allait assister durant la guerre civile.

En Russie, les croyances religieuses pesaient surtout sur la paysannerie. Dans la classe ouvrière, l'Église avait bien moins d'influence. Le monde industriel, la machine, la technique n'avaient bien sûr pas fait disparaître les superstitions, mais les avaient affaiblies dans la vie quotidienne. En revanche, dans les campagnes au mode de vie routinier, la vénération des icônes, la croyance dans les esprits, la magie, voire le polythéisme étaient répandus.

Le christianisme orthodoxe avait le statut et le rôle de religion d'État sous le tsarisme. Le chef du Saint-Synode était nommé par le monarque, les membres de l'administration devaient prêter un serment religieux. L'enseignement religieux était imposé et les athées déclarés encouraient le bagne. Le 20 janvier 1918, le gouvernement décréta que « *pour tout citoyen soviétique, la religion est affaire privée. L'Église est séparée de l'État* [...]. *Les actes d'état civil sont*

effectués exclusivement par les autorités civiles. Les citoyens peuvent enseigner ou étudier la religion de façon privée. » Les associations religieuses pouvaient jouir gratuitement des édifices et objets de culte, mais interdiction leur était faite de taxer les fidèles, de les punir, d'organiser des coopératives, des caisses de secours mutuel, des associations de travail ou des services médicaux.

Le cours des événements incita pourtant certains à se lancer dans la lutte antireligieuse. Parmi eux, beaucoup de communistes de bonne volonté, de komsomols qui, sachant d'expérience quel appui l'Église avait fourni au régime tsariste, nourrissaient des illusions sur l'efficacité d'une telle campagne pour balayer les vestiges idéologiques d'un passé honni. Face à cela, les dirigeants bolcheviks, eux, cherchaient à convaincre que la moquerie, la brimade, l'interdiction ne menaient à rien, sinon à heurter les croyants, à les braquer contre le régime. Ils savaient que les sentiments et préjugés religieux ne disparaîtraient que progressivement, et certainement pas sous la contrainte, mais seulement par l'établissement de nouveaux rapports sociaux et d'un mode de vie plus riche, plus civilisé. Or cela n'était malheureusement pas à portée de main de la Russie isolée et arriérée. Pour faire disparaître le fatras idéologique du passé il faudrait que s'établisse une société socialiste, où femmes et hommes pourraient constater que ce sont eux qui façonnent leur destinée, et non pas quelque volonté divine. En 1925, Trotsky expliquait : « *En fermant simplement les églises* [...] *vous préparerez la voie pour un retour en force de la religion.* » Par contre, disait-il, surtout dans un pays rural et retardataire, l'utilisation d'engrais chimiques ou l'électrification des campagnes démontreraient la supériorité de la science sur la religion.

Dans les premiers temps de la révolution, on transforma certaines églises en bâtiments d'utilité publique : cinémas, maisons

du peuple ou des soviets, centre d'alphabétisation, bibliothèques, locaux du parti communiste, musées des Lumières ou théâtres antireligieux. On y voyait des statues de saints brandir des drapeaux rouges. Parfois, Spartacus remplaçait le Christ. Par moquerie, il arrivait que des portraits de généraux blancs remplacent des icônes. On fondit des cloches pour en faire des machines agricoles. Des banderoles reprenaient en partie ce qu'avait expliqué Karl Marx : « *La religion est l'opium du peuple* », mais en gommant ce que sa pensée avait de nuancé : « *La religion est le soupir de la créature accablée par le malheur, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'une époque sans esprit. C'est l'opium du peuple.* »

Des anti-Noëls furent organisés le même jour que cette fête religieuse. Mais Lénine, en avril 1921, envoya ce télégramme à Molotov : « *Les journaux ont publié une lettre ou une circulaire du comité central à propos du 1er mai qui dit : faire éclater le caractère mensonger de la religion, ou quelque chose dans ce genre. Il n'en est pas question. C'est un manque de tact. À l'occasion de Pâques, justement, il faut recommander autre chose : non pas faire éclater le caractère mensonger, mais éviter absolument tout irrespect envers la religion.* » Il expliquait – une idée que Trotsky développera en 1923 dans ses *Questions du mode de vie* – que les gens attendaient de l'Église qu'elle leur offre une belle célébration lors des naissances, des mariages et des enterrements, avec ornements, chants et rituel de cérémonie, car la vie sociale a besoin de repères festifs, reconnus de tous. La république soviétique devait proposer tout cela, mais de façon communiste, avec chants, fêtes et ornements, en insistant sur le côté collectif. C'est ainsi qu'eurent lieu des baptêmes communistes, avec parrains ouvriers. Le nom des nouveau-nés pouvait être choisi en commun par les ouvriers d'une usine. À côté des prénoms tirés du calendrier orthodoxe ou d'un autre registre religieux, de nouveaux prénoms apparurent tels Oktobrina,

Revolutsia, Rem (formé des initiales russes pour révolution, électrification, paix), Vladelina (dérivé de Vladimir Lénine), Marlen (masculin, pour Marx-Lénine), Marat (en l'honneur du révolutionnaire français) ou Rosa (Luxemburg). On voyait aussi dans le cinéma un moyen de rivaliser avec la mise en scène des services religieux.

Dans tous les domaines, on fit la promotion des raisonnements matérialistes : en histoire et en économie, en linguistique, en sociologie, en anthropologie, en médecine, etc. L'année 1922 vit la naissance de la maison d'édition Atéist. En 1925, l'Union des sans-dieu militants de l'URSS comptait des filiales dans toutes les républiques. Elle éditait brochures et journaux en différentes langues.

Le 22 octobre 1918, lorsqu'on voulut récupérer le métal précieux d'un reliquaire du monastère Alexandre Svirsky, non loin de Petrograd, on découvrit qu'il ne contenait qu'une poupée de cire. Les mois suivants, exploitant l'émotion suscitée par cette découverte, on organisa une retentissante campagne d'exhumation de reliques. On se mit à fouiller un peu partout : la plupart du temps on ne trouva que des squelettes. Mais, si l'on trouvait des cadavres non décomposés, on expliquait le phénomène, afin de dévoiler la supercherie des congrégations qui, pour soutirer l'argent des pauvres, prétendaient que le corps des saints restait indemne après la mort.

En avril 1919, l'annonce de l'exhumation des restes de saint Serge, patron orthodoxe de la Russie, fit sensation. Devant les caméras de cinéma on découvrit un faux cadavre fait d'ouate et de papier. Quelques semaines plus tôt, le commissariat à la Santé avait organisé une exposition du corps de trois prétendus saints lituaniens, à côté d'un cadavre de rat desséché dans une conduite de chauffage et de celui d'un faux-monnayeur qui, assassiné dans une cave, avait été embaumé par des trafiquants qui voulaient le vendre comme « relique incorrompue ». Les popes incitant les fidèles à venir au

musée vénérer les saintes reliques, on ajouta une pancarte interdisant de célébrer l'office devant les corps exposés. En juillet 1920, on fit comparaître le patriarche Tikhon comme témoin dans l'affaire des « saints lituaniens » : il admit n'avoir jamais vu de miracles et reconnut que l'Église orthodoxe usait de fausses reliques.

Confiscation des biens religieux et collaboration avec les sectes

La lutte antireligieuse prit une tournure particulière lorsque la famine frappa le Midi durant l'année 1920. La conférence de paix, qui avait rassemblé les vainqueurs de la guerre à Paris, en 1919, voyait dans la révolution russe une menace pour le pouvoir de la bourgeoisie mondiale. Elle avait donc décrété un blocus total interdisant de vendre à la Russie aucune marchandise, dont les médicaments. Cela eut des conséquences dramatiques. Le choléra, la grippe espagnole, la dysenterie, une épidémie de typhus et la faim tuèrent de 13 à 17 millions de personnes : bien plus que la guerre civile où périrent 980 000 soldats rouges, dont les deux tiers de blessures rendues mortelles par le manque d'hygiène et de médicaments.

En 1920, disette et sécheresse ravagèrent la Russie et l'Ukraine. Au printemps 1921, la famine frappa 26 millions de personnes et en tua près de quatre millions. À Petrograd, un tiers des décès survenus dans les hôpitaux résultaient non d'une maladie, mais de la faim. Des témoignages terribles relatent même des cas d'enfants ou de pauvres hères victimes de cannibalisme.

Confronté à une situation effroyable, le gouvernement décida de saisir les trésors ecclésiastiques pour les vendre à l'étranger afin d'y acheter du blé. Le 26 février 1922, un décret ordonna que l'on retire des églises les objets précieux non indispensables au culte. Le clergé battit le tocsin pour mobiliser ses fidèles. Il y eut des heurts

violents, parfois mortels. On incarcéra le patriarche Tikhon pour sabotage de la nationalisation des biens de l'Église.

Mais il fallut se rendre à l'évidence : cette politique n'avait pas le soutien populaire attendu. La religion pesait trop dans les consciences. Trotsky mentionnait à ce sujet : « *Il y a une église en face de ma fenêtre. Sur dix individus qui passent devant elle (en comptant tout le monde, y compris les enfants), au moins sept, sinon huit, se signent en passant à côté. Et parmi eux, il y a beaucoup de soldats rouges, beaucoup de jeunes.* » Le 26 mai 1922, on mit fin à cette campagne inefficace.

Dans ce combat, le gouvernement avait cherché l'appui de sectes chrétiennes que l'Église officielle avait persécutées durant des siècles. Il y avait en Russie trois à quatre millions de sectaires, notamment les Vieux-Croyants, qui vivaient dans une sorte de communisme primitif. Émanation du pouvoir soviétique, un comité d'organisation se chargea d'entrer en relation avec les baptistes, témoins de Jéhovah et autres, qu'il incita notamment à s'installer sur des terres vacantes ou à former des fermes collectives. Pour la première fois, on leur permettait de vivre selon leur foi. Dans cet esprit, Lénine, que préoccupait l'état des campagnes, rédigea le 5 octobre 1921, en collaboration avec ces « sectaires-communistes », un appel « *aux membres des sectes et aux Vieux-Croyants* » qui, « *conformément à leurs doctrines, s'efforcent depuis longtemps de mener une existence communautaire, communiste, plaçant à la base de cette aspiration les mots des* Actes de apôtres *:* "Et personne ne disait que ce qu'il possédait fût à lui en particulier, ils mettaient tout en commun." »

Chapitre II

Les spécialistes bourgeois au service du progrès

« *Le communisme, c'est le pouvoir des soviets plus l'électrification de tout le pays* », disait Lénine en 1920, car « *sans cette transformation de notre industrie pour la mettre à la hauteur de la grande production mécanique contemporaine, le régime socialiste restera un ensemble de décrets* » n'ayant pas de base matérielle sur laquelle s'appuyer. Il fallait donc s'assurer la collaboration d'ingénieurs, de techniciens de haut niveau, de scientifiques, une aide indispensable au développement économique, fondement nécessaire au développement d'une future société socialiste.

Dès 1917, l'État soviétique recourut à des spécialistes, issus des milieux favorisés et dirigeants de l'ancien régime, dans les très nombreux secteurs nécessitant leurs compétences : dans l'industrie avec les ingénieurs, chimistes, techniciens, comptables ; dans les campagnes avec les agronomes ; dans l'armée avec d'anciens officiers du tsar ; dans l'économie, l'enseignement, la médecine ou le domaine artistique... Pour les attirer et s'assurer que leurs compétences servent bien les besoins de la société, on combina deux types de mesures. D'une part, on leur accorda des privilèges substantiels au regard du dénuement environnant : fin 1919, Lénine fit ainsi attribuer une ration spéciale d'alimentation à 500 d'entre eux, un avantage précieux en ces temps de famine. D'autre part, on les plaça

sous le contrôle vigilant des soviets locaux et, au front, de commissaires politiques.

Certains scientifiques éminents collaborèrent avec les bolcheviks de leur propre initiative, tel le général tsariste et chimiste Vladimir Ipatiev. Chargé de dresser l'inventaire des ressources naturelles du pays, en 1917 il avait rallié les bolcheviks par patriotisme et « sens du devoir ». Durant la guerre civile, celui que Lénine qualifia de « chef de notre industrie chimique » continua son travail : il prit la direction de l'industrie chimique nationalisée et de la recherche pour l'armée, du principal institut scientifique et technique de l'État. Palchinski, ingénieur des mines et ancien membre du gouvernement Kerenski, présida l'Association technique russe en 1922. L'académicien Ioffé, lui, voulut d'abord émigrer, mais il resta pour diriger le nouvel Institut physico-technique de Petrograd.

L'Académie tsariste des sciences, très conservatrice, fut abolie et des sociétés scientifiques se développèrent. S'appuyant sur une nouvelle génération de chercheurs, l'État mit rapidement en place une politique de recherche. Elle partait des besoins militaires puis, la guerre civile gagnée, de la reconstruction et du développement de l'industrie. Mais l'accent mis sur la recherche appliquée, qui poursuivait des buts concrets plus ou moins immédiats, ne s'opposait pas aux développements de la recherche théorique. Durant la guerre civile, on créa des douzaines d'instituts de recherche, indépendants des universités : l'Institut de physique de Petrograd, futur berceau de la physique soviétique, en août 1918 ; les instituts de l'électricité et de la chaleur, en 1919 ; sur les rayons X, l'optique, la radiologie, l'agronomie, les métaux rares...

Nikolaï Vavilov est mondialement reconnu, notamment pour avoir constitué une collection unique de semences d'un nombre incalculable de plantes. Animé par l'espoir de combattre la famine

en Russie et dans le monde depuis des années, il mettait en relation l'agronomie et la phytogénétique mais aussi la linguistique pour étudier l'extrême diversité du monde végétal, notamment celle des plantes alimentaires et de leur culture. Encouragé par Lénine qui l'avait placé à la tête d'une des plus grandes équipes de recherche agricole au monde, il continua à sillonner la planète pour découvrir les centres d'origine qui avaient vu naître le blé, l'orge, l'avoine, le seigle, les pommes de terre et le maïs, afin de comprendre les mécanismes de résistance de ces plantes rustiques à certaines maladies. Vavilov pensait que ces variétés végétales pourraient améliorer les rendements du système agricole soviétique et ainsi améliorer l'alimentation de la population. Un espoir tué par la bureaucratie, qui le laissa mourir de faim en prison pour s'être opposé à Lyssenko, un charlatan, ennemi de la génétique mais fidèle à Staline et promu par lui à la tête de la politique agricole soviétique.

Dès les premières années du pouvoir soviétique, on passa d'un système académique tsariste centré sur l'enseignement magistral à un modèle où la recherche dominait. Le chercheur, peu mobilisé par l'enseignement, bénéficiait d'un financement direct. On ne voyait plus la science comme l'apanage de savants œuvrant en solitaires, ce qui était la norme à l'époque, mais comme une méthode pour résoudre les problèmes de la société. On concevait alors les instituts de recherche comme des lieux où pouvaient se regrouper de nombreuses disciplines mises en commun. À ce titre, si une partie de la contribution que Vavilov a donnée à la science fut liée au fait qu'il réunissait en sa personne les compétences d'un agronome, d'un phytogénéticien de talent et celles d'un linguiste qualifié, le pouvoir soviétique réussit à réunir diverses compétences, non seulement en une seule personne, mais en rassemblant dans le cadre d'instituts de recherche, de cités de la science, un grand nombre de spécialistes

de domaines sans rapport évident les uns avec les autres, mais dont les travaux finissaient par s'interinfluencer, offrant ainsi de nouvelles perspectives à la recherche scientifique et à ses applications.

À la différence de ce que ferait le stalinisme à partir des années 1930, le jeune pouvoir soviétique ne cherchait nullement à intervenir dans le travail théorique de la communauté scientifique. Les débats étaient nombreux et l'attrait pour les idées nouvelles très grand : ainsi, de 1920 à 1922, on vendit plus de 100 000 traductions de livres d'Einstein ou portant sur lui. Au long isolement imposé par les guerres de 1914 à 1921, qui avait mis un coup d'arrêt aux échanges intellectuels et matériels des scientifiques avec l'étranger, succéda une période fructueuse de presque dix ans, marquée par la reprise des échanges avec les scientifiques et ingénieurs étrangers, notamment ceux d'Allemagne, au moment même où la théorie de la relativité et la mécanique quantique révolutionnaient le monde de la physique. Le gouvernement put d'autant plus favoriser l'achat de littérature et d'équipements scientifiques à l'étranger, notamment de nombreux instruments d'optique en Allemagne, que l'inflation qui ravageait ce pays permettait de le faire à moindre coût.

Dans un climat de bouillonnement de la recherche, d'effervescence intellectuelle (dont témoignent deux romans de l'écrivain-médecin Boulgakov, *Cœur de chien* et *Les Œufs fatidiques*, qui en profite pour épingler les comportements des bureaucrates), la science soviétique de ces années-là put mettre à son actif des travaux d'importance. Alexandre Friedman fut le premier au monde à proposer l'image d'un univers en expansion, à partir des équations d'Einstein. Une nouvelle génération de physiciens marqua la physique du solide en cherchant des alternatives aux modèles venus d'Allemagne et des États-Unis. Influencé par les circonstances, Frenkel, qui eut des responsabilités politiques dès le début dans le

soviet de Crimée, utilisait ainsi des métaphores sociales, parlant d'états collectivistes par opposition aux modèles d'électrons libres qu'il comparait à une vision propre à l'économie de marché. Il parlait d'électrons mis en commun dans le solide, et non pas libres, car ils appartenaient à l'ensemble des atomes. Fait notable, l'approche basée sur des modèles de comportement collectif des atomes et des électrons vint des Soviétiques. On parlait alors d'excitation collective ou même de particules collectivisées. La physique internationale reconnaîtra cet apport, mais leur donnera le nom plus anodin de quasiparticules.

La promotion de la science par l'État et l'engouement général pour celle-ci (on peut mentionner l'intérêt très grand porté à la psychanalyse naissante par des dirigeants comme Adolph Joffé ou Trotsky) menèrent le pays des soviets sur les chemins de cette recherche scientifique moderne qui, s'appuyant sur des moyens industriels et techniques, commençait à révolutionner les laboratoires de physique dans l'entre-deux-guerres, notamment en Amérique. Compte tenu des retards initiaux de l'URSS, ses progrès furent encore plus spectaculaires et eurent un retentissement international.

Quatrième partie

Les soviets et les arts

Chapitre I^er^

Les artistes et le pouvoir

La majorité des artistes avaient peu de sympathie pour le pouvoir issu d'Octobre, en qui ils voyaient une menace pour l'art et pour eux-mêmes. La république démocratique bourgeoise, à l'ombre de laquelle ils rêvaient leur art, et le statut social privilégié qu'il aurait dû leur conférer, bornaient leur horizon politique. Le malheur des paysans, considérés comme le peuple, avait souvent suscité l'apitoiement des artistes russes, et plus largement de l'intelligentsia. Mais la lutte des ouvriers, leur irruption sur le devant de la scène les effrayaient. Ce peuple-là, avec sa combativité et ses revendications politiques, leur semblait pour le moins étranger. Et beaucoup d'artistes quittèrent la Russie après 1917, convaincus que les bolcheviks allaient déchaîner des flots de haine et de violence et imposer à tous leur façon de voir.

Ceux qui acceptèrent de collaborer avec le pouvoir révolutionnaire, Trotsky les appela compagnons de route. Parmi ceux-ci quelques-uns nourrissaient de réelles sympathies politiques pour la révolution, certains de l'enthousiasme pour une époque d'effervescence créatrice à tous les niveaux, d'autres, les plus nombreux, de la circonspection.

Durant des mois, la plupart des institutions artistiques ignorèrent purement et simplement le commissariat à l'Instruction et à l'Art. À Petrograd, le Proletkult (acronyme de Culture prolétarienne)

était la seule organisation vers qui il pouvait se tourner au tout début. Mais le Proletkult n'avait aucune influence dans l'intelligentsia et, de plus, entendait demeurer autonome, prônant la séparation entre pouvoir et culture. Les vues des bolcheviks étaient mieux représentées dans les milieux artistiques de Moscou, mais il allait falloir attendre qu'on y transfère le gouvernement en mars 1918 pour que cela produise quelque effet.

Avant-gardistes, futuristes et adeptes du Proletkult

D'une façon générale, les artistes d'avant-garde (Maïakovski, Chagall, Meyerhold, Blok, Essenine...) s'enflammèrent pour la révolution. Leurs idées novatrices, qui avaient bousculé les anciennes conventions esthétiques au tournant du siècle, semblaient s'épanouir dans l'ébullition révolutionnaire. Le courant futuriste, en particulier, épousa la révolution (en tout cas en Russie, car en Italie il versa dans le fascisme). Il se définissait par un mode d'expression artistique qui voulait rendre compte des réalités du monde moderne. La vitesse, la machine, l'industrialisation des sociétés influençaient ses partisans et trouvaient une traduction dans de nouvelles formes esthétiques. On voulait représenter le mouvement, le rythme, la quatrième dimension. Ce courant était très divers et, dans le langage commun, on désignait volontiers comme futuristes tous les tenants de l'avant-garde artistique, qui renversaient les conventions... du passé.

Les futuristes se reconnurent dans la révolution, du fait sans doute que la société aristocratique, très conservatrice, n'avait pu ni voulu les assimiler. Rejetés dans la bohème artistique, ils faisaient de la provocation et du scandale un mode d'expression rebelle : ils se peignaient les joues, s'accoutraient bizarrement, faisaient du

tapage... La révolution leur parut une revanche. Le prolétariat au pouvoir pouvait devenir le nouveau mécène, ils devinrent donc « prolétariens ». Pour Trotsky, le futurisme russe avait les caractéristiques d'un mouvement artistique né dans une société ayant encore à accomplir une révolution bourgeoise : il reflétait les aspirations révolutionnaires de la bourgeoisie russe tout autant que son retard par rapport à l'Occident.

Les futuristes étaient la cible de nombreuses critiques. Leur théâtre renversant les codes, leurs peintures colorées de formes abstraites, étaient, il est vrai, d'un accès plus difficile que le style réaliste. Mais ils eurent le mérite de participer activement à la révolution. Ce fut le cas du plus célèbre d'entre eux, Vladimir Maïakovski, poète, homme de théâtre, cinéaste, affichiste, touche-à-tout, figure omniprésente de la scène artistique et de l'agitprop de ces années.

Les discussions sur les rapports entre l'art, les cercles culturels et le pouvoir étaient passionnées dans ces milieux. Fallait-il surveiller ou orienter l'art ? Garantir son indépendance ? Quelle forme pouvait prendre la culture ? La question d'une culture et d'un art prolétariens revenait sans cesse. Un courant se fit jour, qui pensait qu'il était temps d'œuvrer pour l'édification d'une culture proprement prolétarienne. Il provenait en bonne part de gens politiquement nés avec la révolution, de jeunes portés par les événements, d'ouvriers s'ouvrant à la culture et d'un certain nombre d'intellectuels fraîchement gagnés au communisme, mais n'ayant que des idées approximatives, voire schématiques sur ce qu'impliquait construire la société socialiste de l'avenir.

L'organisation Proletkult, déjà mentionnée, catalysa le plus cette conception. Elle naquit du Premier congrès des organisations prolétariennes pour la culture et l'éducation, réuni à Petrograd, une semaine avant la prise du pouvoir. L'ancien bolchevik et littérateur,

auteur notamment de romans de social-fiction révolutionnaire, Alexandre Bogdanov en était l'âme. Son beau-frère Lounatcharsky, futur commissaire du peuple à l'Éducation et à la Culture, présidait le congrès au nom du Parti bolchevik. Il fut élu à son comité central ainsi que Kroupskaïa.

Le programme du Proletkult affirmait vouloir faire émerger une culture prolétarienne digne de l'homme nouveau socialiste, qui s'érigerait face à la psychologie individualiste de la bourgeoisie. Il déclarait que « *toute la culture du passé peut être considérée comme bourgeoise et qu'à l'exception des sciences naturelles – et même elles, non sans réserve – rien en elle n'est digne d'être maintenu en vie.* »

Cette position n'était pas du tout partagée par Lénine et Trotsky. « *Il est fondamentalement faux,* assurait ce dernier, *d'opposer la culture bourgeoise et l'art bourgeois à la culture prolétarienne et à l'art prolétarien. Ces derniers n'existeront en fait jamais, parce que le régime prolétarien est temporaire et transitoire. La signification historique et la grandeur morale de la révolution prolétarienne résident dans le fait que celle-ci pose les fondations d'une culture qui ne sera pas une culture de classe mais la première culture vraiment humaine.* »

La doctrine du Proletkult résonna cependant avec force dans l'esprit de nombreux artistes. Ils développèrent un style plus figuratif, parce que jugé par eux plus accessible au peuple, reconnaissable à l'omniprésence des machines, de l'acier, du personnage du prolétaire ou de la travailleuse émancipée. Les rapports humains étaient souvent décrits de façon symbolique et démonstrative. Lénine, Trotsky et même Lounatcharsky, qui sur ce point critiquait le Proletkult, eurent souvent à convaincre qu'il n'était pas question de vouloir ériger un style en modèle officiel. Il fallait commencer par se mettre à l'école de ce que la culture bourgeoise avait de meilleur et

l'assimiler. « *On ne devient un communiste*, disait Lénine, *qu'après s'être impliqué dans tout ce que l'humanité a créé de bien* » ; partant, la « culture prolétarienne » ne serait jamais que la culture d'une classe que la société condamne à l'inculture.

Le Proletkult se dépensa cependant pour la culture. Il fonda tout un réseau de clubs, de cercles littéraires (destinés à apprendre aux ouvriers et aux paysans la lecture, voire le métier d'écrivain), de studios de théâtre, de centres d'éducation. À ce propos, une génération d'écrivains d'origine prolétarienne mais aussi paysanne émergea de la révolution. Ils se firent la voix enthousiaste de ces années révolutionnaires, précieuse pour nous comme témoignage mais, novices dans leur art et manquant souvent d'expérience, ils proposaient une littérature de qualité diverse, pour ne pas dire médiocre, soulignait Trotsky. Dans la période de recul bureaucratique, à la fin des années 1920 et au début des années 1930, ils prirent souvent et facilement le tournant « réaliste socialiste », donnant des leçons de littérature dite prolétarienne aux écrivains plus anciens, et aidèrent, jusqu'à ce qu'elle n'ait plus besoin d'eux, la bureaucratie stalinienne dans son entreprise de mise au pas des milieux littéraires.

En 1920, le Proletkult comptait 400 000 membres, 80 000 militants, 300 comités artistiques, une vingtaine de revues. Il connaissait un certain succès et les autorités ne songeaient pas à lui mettre des bâtons dans les roues. Mais sa prétention à prendre en charge l'ensemble des affaires culturelles et éducatives allait à l'encontre de ce que souhaitait le gouvernement : faire que les masses aient accès à la culture, sans se voir imposer un mode de pensée, de surcroît assez sectaire. En retour, il accusait le gouvernement de ne refléter qu'une partie du prolétariat, critiquait sa politique éducative et la collaboration avec les spécialistes bourgeois.

Malgré tous ses défauts, le Proletkult prenait une part active à l'alphabétisation et à la promotion de la culture, ce qui n'était pas le cas de la majorité de l'intelligentsia. Voilà qui explique comment Lounatcharsky, commissaire du peuple à l'Éducation, à la Culture et à l'Art, put appartenir à titre personnel au Proletkult, y voyant un vivier de forces militantes utiles aux besoins de la révolution, tout en critiquant des aspects de son idéologie et son dogmatisme. Mais lorsque la population s'impliqua davantage et qu'un nombre plus grand d'intellectuels finit par accepter de collaborer, le gouvernement se décida à mieux encadrer le Proletkult. Il l'intégra au Narkompros en octobre 1920, quand, en réalité, le Proletkult commençait à perdre de son influence.

Toute licence en art

Aux antipodes de ce qu'allait devenir le régime de censure et de caserne du stalinisme dans le domaine intellectuel – reflet de la dictature qu'il imposa à toute la société –, la plus complète liberté régnait dans le domaine de l'art, à l'époque de Lénine et Trotsky. D'ailleurs, les points de vue des bolcheviks et de leurs leaders affichaient une grande diversité en matière artistique. Ce n'est pas parce que le courant futuriste laissait Lénine insensible, qui le jugeait prétentieux, provocateur et peu soucieux de se faire comprendre de la population, que le parti ou le gouvernement devaient le désapprouver. Et heureusement, car Lénine, modestement, disait lui-même : « *Je reconnais volontiers mon incompétence en poésie* », ou encore : « *Je n'y comprends rien, demandez à Lounatcharsky.* » Selon ce dernier, Lénine ne voulait « *pas négliger de soutenir le neuf qui allait naître sous l'influence de la révolution. Peu importe que la qualité n'y soit pas au début : en cette affaire, on ne saurait user*

uniquement de valeurs esthétiques, sinon l'ancien art, plus mûr, freinera le développement du nouveau. »

Si les bolcheviks avaient une politique en matière artistique, elle consistait à garantir toute licence aux artistes, selon ce principe de laisser s'exprimer toutes les tendances, même minoritaires. Car tous les goûts sont dans la nature sociale, même si cette attitude valait à Lounatcharsky l'accusation de protéger des artistes bruyants et tapageurs. On peut en effet imaginer le désarroi des milieux populaires face à un Maïakovski, venant déclamer ses poèmes dans les quartiers ouvriers, vêtu de son éternelle blouse jaune canari, un col pointu, un autre rond, ou face à ses amis arborant une cuillère en bois rouge à la boutonnière pour protester contre la vulgarité de la société et de l'art... Et que dire des amis du poète Essenine, coiffés de hauts-de-forme, qui changeaient les plaques de rue à Moscou en « *rue Essenine, poète* » ? Ou encore de cette manifestation de gens entièrement nus, dans les rues de Moscou en 1924, portant des pancartes « *À bas la pudeur* » ? De nombreux ouvriers s'ouvrant à la culture ne se sentaient pas concernés par ces artistes, que beaucoup jugeaient décadents. Mais Lounatcharsky disait vouloir laisser *« le travailleur écouter et évaluer chaque chose, l'ancien et le nouveau. Nous ne lui imposerons rien, nous lui montrerons tout.* »

Ainsi, les futuristes étaient peu compris et les proletkultistes guère plus appréciés. Mais Lounatcharsky ne favorisait aucun courant. Il intervenait pour aider des artistes, leur accorder des bourses, des logements, leur permettre de voyager, d'avoir des lieux pour produire leurs spectacles. On critiquait d'ailleurs souvent sa générosité, alors que partout régnait la pénurie. Mais le pouvoir soviétique cherchait l'appui et la participation de tous les artistes, de Maxime Gorki par exemple, même si cet ancien compagnon de route d'avant 1917 n'avait de cesse d'attaquer le gouvernement

bolchevik dans sa revue la *Vie nouvelle*, l'accusant, lui et sa politique, de barbarie et de despotisme. Gorki quitta d'ailleurs la Russie en octobre 1921, pour ne revenir s'y installer définitivement qu'en 1932, en plein stalinisme.

Telle était la politique des bolcheviks au moins jusqu'en 1925, année où leur parti réaffirma qu'en matière d'art il ne devait favoriser ni reconnaître aucun groupement comme le seul courant valable, et encore moins comme prolétarien.

Trotsky, à la culture encyclopédique et lecteur assidu de romans, d'essais, de poésie, de théâtre, même aux heures les plus critiques de la guerre civile, publia en janvier 1924 une série d'articles qu'on rassembla sous le titre *Littérature et révolution*. Il éprouvait le besoin de prendre la plume parce que le milieu artistique, mais aussi nombre de militants communistes, avaient bien du mal à replacer dans une perspective historique les rapports entre art, culture et société. « *Notre politique en art pendant la période de transition* (entre la chute du capitalisme et l'établissement d'une société socialiste accomplie), écrivait-il, *peut et doit être d'aider les différents groupes et écoles artistiques venus à la révolution à saisir correctement le sens historique de l'époque et, après les avoir placés devant le critère catégorique : pour ou contre la révolution, de leur accorder une liberté totale d'autodétermination dans le domaine de l'art.* »

En ces années de lutte à mort entre les tenants de l'ancien ordre social et les précurseurs d'une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme, les artistes ne pouvaient pas ne pas prendre position pour un camp ou un autre. Mais, parmi ceux qui s'engageaient dans ce combat pour changer la vie, beaucoup avaient tendance à justifier leur propre style comme le plus adéquat aux besoins du prolétariat. Des dirigeants comme Trotsky jugeaient que nombre d'artistes comprenaient mal que le renversement de

la bourgeoisie en Russie n'avait constitué qu'une première étape sur le chemin de la révolution sociale universelle, et que la phase que traversait alors la Russie soviétique n'était qu'une étape vers le socialisme, à la condition que la révolution s'étende aux pays les plus développés d'Europe. Or ces artistes, quand ils ne versaient pas dans la réaction ou ne restaient pas ballottés au gré des événements, tel le personnage central du *Docteur Jivago* de Pasternak, avaient tendance à penser que le socialisme se réalisait sous leurs yeux, et grâce à eux, et que leur art était l'expression de ce socialisme.

Trotsky expliquait que, pour assurer un niveau de vie et de culture supérieur, il fallait encore que les forces de production s'épanouissent et que les rapports sociaux se transforment durablement. Or la répartition des richesses restait inégale. « *La culture vit de la sève de l'économie,* écrivait-il, *mais il faut plus que le strict nécessaire pour que la culture puisse naître, se développer et devenir raffinée.* [...] *Le prolétariat sera capable de préparer la formation d'une culture et d'une littérature nouvelles, c'est-à-dire socialistes, non par des méthodes de laboratoire, sur la base de notre pauvreté, de notre besoin, de notre ignorance d'aujourd'hui, mais à partir de vastes moyens sociaux, économiques et culturels. L'art a besoin de bien-être, d'abondance même. Les journées doivent être plus chaudes, les roues tourner plus rapidement, les navettes courir plus vite, les écoles travailler mieux.* »

Chapitre II

Propagande monumentale et spectacles de masse

Le 24 février 1918, on adopta un « calendrier rouge » qui fixait les dates à célébrer : l'anniversaire de la révolution, le 1er mai, les fêtes de la Commune de Paris, de l'Armée rouge, du travail, de la production ou du Dimanche sanglant de 1905. Le 12 avril 1918, un décret « sur les monuments de la République » donna naissance à ce qu'on appela la propagande monumentale. Les plus laids des monuments anciens devaient céder la place à de nouveaux, offerts au jugement populaire. Quelques monuments tsaristes furent cachés par une bâche ou un édifice provisoire, mais peu furent détruits. On rebaptisa des rues, des villes, des navires. On édifia des monuments à la gloire de la révolution, de la liberté, de la constitution soviétique, de l'Internationale, du monde du travail, des nécropoles aux héros de la révolution. Mais le manque de matériaux rendait presque impossible de couler dans le bronze, de sculpter dans le marbre ou le granit. Alors, on réalisa souvent de gigantesques constructions éphémères, en bois, en plâtre et même en glace ou en neige.

Le 2 août 1918, on dressa une liste de personnalités auxquelles dédier un monument : des révolutionnaires, de Spartacus à Babeuf, de Fourier à Marx, Engels, Lassalle, Garibaldi, Bakounine, Plekhanov, des écrivains et poètes, des penseurs, des compositeurs, des acteurs, des peintres de tous les pays ayant marqué l'histoire et fait

progresser l'humanité. Près du Kremlin, on remplaça les noms des tsars gravés sur un obélisque par les noms de vingt personnalités chères au mouvement ouvrier. Pressenti, Lénine refusa d'y figurer.

« Les rues sont nos pinceaux, les places sont nos palettes » : le slogan de Maïakovski devint réalité lorsqu'on appela les artistes à décorer les rues et les places, avec de grands panneaux colorés aux formes géométriques, à l'occasion de fêtes et de spectacles. L'agence de presse étatique russe Rosta publia, entre 1919 et 1920, 1 300 affiches réalisées par des artistes, tel Maïakovski, qu'elle exposa dans les vitrines (vides) de magasins. Ces fenêtres Rosta commentaient sur le vif l'actualité politique et avaient du succès. Elles appelaient à battre les armées blanches et les impérialistes ; elles incitaient à apprendre à lire, à s'instruire, à lutter contre l'alcoolisme ; elles s'adressaient explicitement ici aux femmes, là aux ouvriers ou aux paysans pauvres, ailleurs aux membres des minorités nationales. Les rues fleurirent de slogans, de banderoles confectionnées dans des usines. Des pharmacies exposaient des *« potions pour le prolétariat malade d'Europe »*, ou des *« potions de grève générale »*, délivrées par le *« docteur Lénine »,* à prendre *« en quantité suffisante ».*

Un nouveau mode d'expression artistique vit le jour : les festivals de masse rassemblant des milliers, voire des dizaines de milliers de soldats et d'ouvriers. Des spectacles en plein air prenaient pour thème l'Internationale, l'avènement d'un monde nouveau, la Révolution française, la Commune, les conflits entre oppresseurs et esclaves, Blancs et Rouges, capital et travail, propres et sales. L'espace urbain était investi par des orchestres, des ballets, des récitals de poésie faits par des ouvriers, des retraites aux flambeaux, des projections de films, du théâtre d'enfants. Le public injuriait, riait, huait, participait. Parfois il prêtait main forte aux acteurs qui jouaient les gardes rouges pour châtier un traître. À Samarkande en

1927, lors d'une pantomime de quatre cents participants intitulée *Debout les damnés de la terre !*, le public ne put se retenir de se ruer sur les acteurs qui jouaient les ennemis.

La mode était beaucoup aux défilés avec des masques grotesques représentant des types sociaux ou des politiciens connus, des maquettes énormes de vaisseaux, de locomotives, des marionnettes de patrons écrasées par des poings ou des marteaux géants en carton-pâte, des bourgeois en frac, gibus et cigare, du Ku Klux Klan en cagoule. Sur des automobiles et des plates-formes, des toits de tramway ou des bateaux, se produisaient des tableaux vivants. Une animation fréquente des défilés figurait l'enterrement du tsar et de la tsarine, des généraux blancs ou les funérailles du vieux monde.

La mise en scène la plus souvent décrite représenta, à Petrograd en novembre 1920, l'insurrection d'Octobre devant 150 000 spectateurs, pour l'anniversaire de la prise du palais d'Hiver (le siège du gouvernement de Kerensky), devant le vrai palais qui servait de scène, redécoré, avec un orchestre de 500 musiciens, 6 000 ouvriers, soldats et marins, 15 000 figurants et le croiseur *Aurore*, amarré tout près sur la Neva, qui fit retentir un tir de semonce comme trois ans auparavant. On chargea les « forces littéraires » d'élaborer le scénario, de rédiger les mots d'ordre et les textes scandés en groupe. Le metteur en scène Evreinov dirigeait le tout depuis un pont de commande à l'aide de signes téléphoniques ou optiques. La fête dura trois jours. Rues et places de Petrograd étaient décorées, des sirènes hurlaient, la lumière des projecteurs, des feux d'artifice et des aéroplanes emplissaient le ciel. Un autre spectacle marquant fut, en 1923, *L'anniversaire de la grève de 1915* d'Ivanovo-Voznessensk, où l'on fit revivre à des foules d'ouvriers et de soldats, sur les lieux mêmes des événements, toutes les étapes de cette grève à laquelle ils avaient participé.

Jusqu'en 1920, il y eut un grand nombre de ces spectacles où l'on revivait les événements marquant de la révolution de A à Z. À partir du 1er mai 1920, les thèmes du travail et de la production devinrent dominants, puis ceux de la production agricole, ou industrielle, mais aussi la lutte pour l'hygiène, contre la tuberculose, la syphilis, la prostitution. Le 19 juillet 1920, le 2e congrès de l'Internationale communiste s'ouvrit par une représentation de *Vers une Commune mondiale,* avec orchestre, alarmes, sirènes d'usine, tirs de canon.

Ces spectacles de masse au succès immense, avec une large participation active du public, témoignent de l'implication de vastes secteurs de la population, de leur adhésion profonde à la révolution. Après 1929, ils allèrent diminuant et disparurent. Le public fréquentait le théâtre professionnel. Et puis la bureaucratie, qui avait pris le contrôle de toute la vie sociale, avait des exigences précises en matière théâtrale. Rejetant cette forme d'art collectif où les masses tenaient le premier rôle, les masques symboliques, le mélange des genres, sa préférence allait aux défilés et aux parades sportives bien encadrées.

Chapitre III

Cinq sections artistiques

En 1918, le commissariat du peuple à l'Éducation, la Culture et l'Art avait divisé son département artistique en cinq sections : Teo (théâtre), Lito (littérature), Muzo (musique), Izo (arts visuels) et Foto-Kino (photographie, cinéma). Nous allons voir se répéter, dans chacun de ces domaines, des traits communs concernant les débats innombrables et passionnés sur ce que devait être l'art dans cette période de révolution : notamment, un art prolétarien était-il possible et souhaitable ? Partout en tout cas, le régime fit preuve d'une très grande ouverture, d'une absence totale de contrainte ou de pression envers le milieu artistique, ce qui aida bien des artistes à aller au-delà d'eux-mêmes. Pour la première fois dans leur vie, ils touchaient de nouveaux auditoires, plus vastes, socialement très différents de ceux qu'ils avaient fréquentés, et ils s'offraient au jugement des masses, de millions de femmes et d'hommes avides de culture, n'y ayant pas été préparés mais aussi, de fait, non blasés : autant de choses toutes nouvelles pour ce milieu artistique habitué à la séparation entre les intellectuels et les masses.

Le Teo et l'engouement général pour le théâtre

Selon le célèbre metteur en scène Konstantin Stanislavski : « *Lorsque les événements nous surprirent [...] alors que nous ne comprenions pas du tout ce qui était arrivé, le gouvernement ne nous*

obligea pas à prendre à tout prix la couleur rouge, à devenir ce que nous n'étions pas. C'est graduellement que nous en sommes venus à comprendre l'époque, graduellement que nous avons commencé à évoluer et que notre art évolua avec nous. »

Le 9 novembre 1917, un décret plaça les théâtres entre les mains des soviets. Un département théâtral, Teo (dans son abréviation russe), s'organisa au sein du Narkompros sous la direction d'Olga Kameneva, la sœur de Trotsky, et du metteur en scène Vsevolod Meyerhold, qui allait – seul homme de théâtre dans ce cas – adhérer au Parti bolchevik dès août 1918.

Le Teo chercha à éliminer l'influence des entrepreneurs privés de spectacles en établissant un contrôle sur la gestion et la production des théâtres. Le 26 août 1919, on nationalisa tous les biens théâtraux, bâtiments et accessoires, dont on laissa la jouissance aux compagnies.

Dès les premiers mois, se manifesta un formidable engouement populaire pour le théâtre. Les salles de spectacle, non chauffées vu la disette générale, furent investies par un nouveau public d'ouvriers et de soldats, le plus souvent d'origine paysanne. Avides de cette culture qui s'offrait à eux, ils n'en connaissaient pas les conventions : ainsi à Élisabethgrad, en Ukraine, deux soldats ouvrirent le feu sur un acteur en uniforme, parce qu'il portait des épaulettes d'officier tsariste. Pareilles réactions n'avaient rien de rare. Le Narkompros avait pour préoccupation constante d'élargir le public. On instaura des représentations gratuites ou à prix très réduits, dans les meilleurs théâtres, pour les ouvriers et les soldats. On fixa des quotas de places réservées aux spectateurs des classes défavorisées ou n'ayant pas eu accès à l'instruction.

On créa des établissements théâtraux dans l'ensemble du pays. Malgré les efforts des autorités, les pièces de qualité ne remplissaient

pas toujours les salles, alors que faisaient recette des pièces de distraction ou de grivoiserie comme *Maris de tous les pays, unissez-vous*. À côté de cela, les sujets d'actualité avaient du succès, telle la pièce *Les frères Tourbine* de Boulgakov, en 1920, sur la guerre civile à Kiev vue du côté des Blancs.

Le théâtre connut un succès énorme dans l'Armée rouge. Lorsque le décret du 7 avril 1919 mobilisa le personnel du spectacle pour mener « *un travail culturel et éducatif réglementé dans les unités du front et de l'arrière de l'Armée rouge* », Petrograd y envoya un millier d'artistes. En 1920, la Flotte et l'Armée rouges comptaient 1 210 troupes professionnelles, 911 cercles dramatiques qui jouaient dans 1 800 clubs et studios. On faisait des représentations à destination des populations locales et des soldats, au voisinage immédiat du front, dans les gares, les écoles, les granges, en plein air, au feu de camp. Les soldats enrichissaient le répertoire de pièces de leur composition, presque toujours précédées d'un discours et s'achevaient souvent par des discussions politiques.

Le théâtre fut aussi un moyen de propagande efficace. Dès l'hiver 1918-1919, des brigades théâtrales sillonnaient les campagnes afin de convaincre les paysans à livrer leurs céréales pour combattre la disette. En 1920, le Narkompros organisa des troupes d'agitation dotées d'un répertoire dans le genre des « affiches animées ». Cela consistait à faire de l'agitprop en jouant la lutte contre les paysans riches, les popes, des saynètes concernant l'hygiène, le droit des femmes, etc. Ces troupes mobiles spécialisées donnèrent, en 1920-1921, des centaines de spectacles à travers tout le pays.

L'époque se prêtait aux déclamations collectives et aux poèmes mis en scène. Le genre évolua vers le lit-montaj, un montage littéraire compilant des extraits d'œuvres de grands auteurs, des

articles de presse, des discours, des chants. Les thèmes politiques revenaient constamment : 1905, le 1er mai, Octobre...

Apparurent alors les « journaux vivants ». À l'origine, il s'agissait d'une lecture publique du journal destinée aux analphabètes, mais due aussi à la pénurie de papier. Les auditeurs décrochant facilement, on pensa qu'il valait mieux théâtraliser les séances de lecture. Comme dans un journal imprimé, se succédaient des scènes correspondant à un éditorial, des articles politiques, d'informations générales, des faits divers, un feuilleton... La plus célèbre de ces troupes fut la Blouse bleue, créée en 1923. Elle fit de nombreux émules dans tout le pays et eut un succès considérable : jusqu'à la fin de la décennie, elle donna des représentations en URSS et à l'étranger devant des millions de spectateurs.

On théâtralisait aussi des procès à des fins éducatives. Dans les campagnes, il était courant de faire des agro-procès comme le *Procès de l'araire et de l'assolement triennal*. On faisait aussi le procès de l'analphabétisme ou celui de l'assassinat de Rosa Luxemburg par la soldatesque du gouvernement social-démocrate allemand en janvier 1919. Sur le front sud, 10 000 soldats de l'Armée rouge participèrent au *Jugement de Wrangel*, un général blanc. Le plus souvent, on improvisait et on choisissait dans le public les juges, avocats, procureurs ou jurés.

Les guerres, avec la réquisition des chevaux, la disparition des animaux dressés, faute de nourriture, et le manque de chauffage, ayant forcé le cirque à se mettre en sommeil, le Narkompros en appela aux artistes pour le relancer. Une section ad hoc fut créée au sein du Teo début 1919 : Lounatcharsky voulait placer le cirque au premier rang des arts du spectacle, alors que les intellectuels et des membres du parti le méprisaient. La beauté des corps sains, la connaissance du monde animal, la distraction, tout cela plaidait en

faveur de cette forme de spectacle très populaire en Russie et qui se prêtait de plus parfaitement à la satire politique. Maïakovski écrivit pour le cirque un *Championnat de la lutte de classe universelle,* où un combat de boxe opposait les vainqueurs de l'Entente, qui se retrouvaient ensuite tous contre la Révolution. Vaincue, l'Entente était emportée sur une brouette, tandis que l'arbitre invitait les spectateurs à rejoindre l'Armée rouge. Ce genre de pantomime à portée politique, auquel des détachements rouges pouvaient participer à grand renfort de machineries, trucages et effets spéciaux, avait beaucoup de succès.

Le Proletkult créa ses propres théâtres. Il fit appel à des acteurs dits de gauche en qualité d'instructeurs et fonda des studios-écoles. La foule était son enfant chéri. Il prônait la fin des acteurs professionnels car, selon lui, seuls des ouvriers amateurs pouvaient exprimer la réalité du monde ouvrier. D'où l'idée des spectacles improvisés. Le public devait entrer dans le jeu et les acteurs improviser chaque fois qu'ils le pouvaient. On espérait qu'un jour viendrait où le public n'irait plus *voir* une pièce mais la *co-jouer*.

En 1920, 3 452 organisations théâtrales se produisaient, avec une qualité très variable. Mais, paradoxalement, le manque de culture et de formation, la pauvreté des moyens, l'agitation politique et l'absence de répertoire propre contribuèrent à faire émerger des formes théâtrales originales. Un style nouveau, lié aux théories avant-gardistes, apparut, qui mélangeait tous les genres (drame, comédie, danse, culture physique, cirque, marionnette, chant, déclamation, mime, cinéma, affiche, jeux de lumière, etc.), avec peu de décors et tout un jeu de masques où les gens du peuple étaient représentés de façon naturelle et les classes ennemies de façon caricaturale, ce que soulignait une musique parodique. On abolissait la séparation entre le public et la scène en prônant une avant-scène sans rampe et

le déplacement des acteurs dans la salle. Cette doctrine trouva une résonance particulière dans les clubs d'amateurs. D'une part, parce qu'ils étaient souvent animés par des proletkultistes ou des artistes de tendance voisine, d'autre part, parce que cela correspondait à la pauvreté des moyens, à l'inexpérience et au climat politique.

L'instauration de ce style devait beaucoup à Meyerhold, figure emblématique du théâtre en ces années 1920. Adhérant de tout cœur à la révolution, il dirigea la section Teo de Petrograd, puis celle de Moscou. Il n'y resta pas longtemps car, en opposition avec la politique du Narkompros, il ne jurait que par le théâtre d'avant-garde. En 1920, il lança le slogan d'un « Octobre théâtral » qui déclarait « *la guerre civile au théâtre* » traditionnel. Lounatcharsky le démit alors de ses fonctions car, si on encourageait les nouveautés, on tenait à préserver le répertoire classique. On ne voulait pas faire du théâtre d'avant-garde le théâtre soviétique privilégié, sinon unique, d'autant plus que la qualité de nombreuses troupes restait fort discutable.

On organisa donc un théâtre d'État, tout en laissant les théâtres privés s'exprimer. Un Grand théâtre dramatique fut fondé à Petrograd en 1919, pour populariser les grands auteurs comme Schiller, Shakespeare, Goldoni, Molière. Il y avait aussi le Théâtre d'art dirigé par Konstantin Stanislavski et Némirovitch-Dantchenko. Cet établissement subissait de violentes critiques de la part des novateurs, qui l'accusaient d'exprimer une esthétique périmée. Le Narkompros, pour le tenir à l'abri de ces attaques, le déclara Théâtre académique en 1920. Fort heureusement, car le théâtre de Stanislavski figure parmi les grandes écoles du théâtre international. Il élabora un système où l'acteur apprenait à revivre sur scène l'état psychologique du personnage. Tout, jusqu'à la décoration, devait être au service du réalisme psychologique.

Le cas du théâtre juif donne à voir quelle onde de choc culturelle la révolution déclencha dans cette partie de la population. La section juive du commissariat aux Nationalités comportait une section théâtrale. Le Narkompros fonda un théâtre en hébreu, le Habima : il eut du mal à le faire accepter, car il mettait en scène l'histoire biblique et prônait le retour à la Terre promise. D'ailleurs, il allait partir en Palestine. Mais pas question d'interdire aux hébraïsants de pratiquer leur culture. À côté du Habima, apparut en 1918 un Théâtre yiddish des travailleurs, affilié au Narkompros.

En 1919, Granovski fonda l'atelier théâtral qui devint le Gosekt (Théâtre d'État de chambre juif). Ce théâtre allait rapidement acquérir une réputation mondiale et marquer nombre de metteurs en scène. Conçu comme un art total, il mêlait musique, danse et acrobaties. Les acteurs bondissaient dans les décors de Marc Chagall, inspirés de la vie des bourgades juives et du folklore yiddish. La révolution et la libération qu'elle apportait aux Juifs avaient enthousiasmé Chagall. Fin 1920, travaillant pour le Gosekt à Moscou, il réalisa des panneaux de toiles qui recouvraient tous les murs et le plafond de la salle, peignit les corps et les costumes des acteurs, qui du coup devaient modeler leur gestuelle sur son œuvre, en l'intégrant totalement, mêlant satire, pantomime, marionnettes et imagerie populaire. En 1924, le Gosekt devint le Goset (Théâtre d'État juif) et réaffirma sa mission de faire vivre la culture juive profane, en yiddish et non en hébreu, langue de la religion et des religieux. Parti vivre à Berlin en 1922, Chagall dira : « *J'ai quitté la Russie, non pour des raisons politiques, mais pour des raisons artistiques.* »

La liberté de la presse et de l'édition

Contrairement à une idée répandue, la politique bolchevik en ce qui concerne la presse était très tolérante. Dans les premiers

mois de la révolution, la liberté de presse et d'expression était totale. En tout cas, jusqu'à ce que la guerre civile, déclenchée par la réaction début 1918, oblige à museler les journaux qui appelaient à renverser le nouveau régime par les armes. Mais toute une série de publications, parfois ouvertement opposées aux communistes, purent continuer à paraître : la *Novaïa Jizn* de Gorki, très hostile au pouvoir soviétique, ne dut s'arrêter qu'en juillet 1918 ; comme celle des SR de gauche, la presse légale menchevique dura jusqu'en 1919 ; quant à celle des anarchistes, elle parut jusqu'en 1921. Au sortir de la guerre civile, la liberté de ton fut de retour et dura jusqu'à ce que les instances bureaucratisées du parti, dans leur lutte pour le contrôle du pouvoir, commencent à brider les artistes, comme toute la société, et plus encore l'opposition communiste au stalinisme.

Au début du pouvoir soviétique, aucune censure ne s'appliquait à la satire. Au contraire, on favorisa ce type d'expression, comme avec le mensuel *Krododil*, fondé à Moscou en 1922. Quant au journal des cheminots *Goudok* (*Le Sifflet*), paraissant depuis 1917 avec un tirage à 700 000 exemplaires, sa célèbre page 4 de feuilletons et de récits satiriques permit à de nombreux écrivains de se faire connaître d'un vaste public. Ainsi Ilf et Petrov, Kataiev ou encore Mikhaïl Boulgakov, qui était loin d'être un bolchevik, dont les récits très courts, pleins d'humour, petites perles de littérature constituent de précieux témoignages sur la Russie soviétique des années 1920, son arriération culturelle, sa misère, ses débats, les difficultés de l'alphabétisation, les débuts de la bureaucratisation, la Nep mais aussi l'enthousiasme sincère des masses construisant la société nouvelle.

Tous les témoignages attestent de l'ébullition culturelle de cette époque. Selon l'écrivain Varlam Chalamov, que Staline envoya au goulag pour ses sympathies trotskystes, « *les journées étaient trop*

courtes pour qu'un étudiant puisse faire le tour de toutes les merveilles qui s'offraient et, chaque jour, nous nous retrouvions devant la même question : où aller pour écouter qui ? [...] *Aller dans un cercle anarchiste clandestin ? Ou bien aller voir Meyerhold coiffé d'un bonnet militaire, brandir un pistolet ? Écouter Voronski passage Krivokolenni ou Trotsky dans la salle des Colonnes ? Assister à une conférence sur Fourier à l'Association russe des instituts de recherche en sciences sociales ou bien écouter Gustave Isnard qui avait participé à la Commune de Paris ?* »

L'édition privée ne fut restreinte ni par les limitations mises en 1918 – début de la guerre civile – à la liberté de la presse, ni par l'établissement du Gosizdat (les Éditions d'État) en mai 1919. Le Gosizdat contrôlait les éditeurs privés, qui devaient lui soumettre les manuscrits pour approbation, une règle n'ayant rien de strict. Il se trouvait lui-même contrôlé par le Conseil supérieur de l'économie, aux avis motivés avant tout par des critères matériels : les autorisations de publication dépendaient essentiellement de la pénurie de papier et des moyens d'impression. Et si l'on rendit gratuite la poste entre 1918 et 1920, c'est qu'on n'avait même plus de papier ni de couleurs, pour éditer les timbres ! Pour avoir du papier, on mettait au pilon de vieux livres, on imprimait sur le verso des publicités pour papier à cigarettes ou depuis l'étranger.

Malgré tout, en 1920, les Éditions d'État firent paraître 22 millions d'exemplaires de brochures de propagande politique, plus de cinq millions d'exemplaires de manuels et d'abécédaires, plus de trois millions d'affiches. La littérature politique et pédagogique représentait à elle seule plus de 90 % du tirage total. Par la force des choses, cette année-là on n'imprima qu'un million d'ouvrages de littérature générale : vingt fois moins qu'en 1913. L'immense majorité des textes publiés se résumait à de minces brochures de

quelques pages. Chalamov décrit le besoin général de lecture et ces livres édités sur du mauvais papier à l'encre grisâtre qui rendait le texte flou : « *On s'arrachait* Les souvenirs d'un perruquier *de Germanetto, ainsi que le roman sur Spartacus.* »

La Nep marqua le retour à une certaine liberté de marché, dans l'édition aussi. Le 28 novembre 1921, un décret autorisa la création de maisons d'édition privées et de coopératives. 70 nouvelles sociétés privées se spécialisèrent dans la publication d'œuvres littéraires soviétiques ou étrangères. En décembre 1921, obligation fut faite au Gosizdat d'abandonner la diffusion gratuite et de revenir aux principes de vente et de rentabilité. L'édition se diversifia. Elle eut aussi tendance à se dépolitiser, car l'État n'avait plus le monopole de la publication. En 1922, pour la première fois, la Russie soviétique prit part à une exposition internationale, celle du livre à Florence.

La politique du parti dans le domaine de la littérature

La section littérature (Lito) du Narkompros eut à faire face à d'âpres combats. Ils opposaient ceux qui prônaient la culture prolétarienne, ceux qui chantaient la révolution dans un langage souvent abscons pour les masses, ceux qui pensaient que l'artiste devait impérativement adhérer au parti et exalter le communisme, ceux qui tentaient de promouvoir une littérature de qualité, d'apparence classique, et qui pour cela subissaient l'accusation de la part des autres d'être des réactionnaires bourgeois, etc.

Comment faire, dans tout cela, pour aider au développement de la littérature, alors que le niveau culturel général peinait à s'élever et que les responsabilités politiques accaparaient nombre d'intellectuels de valeur ? Chalamov résume cela parfaitement : « *On attendait sérieusement et avidement la venue d'un génie en scrutant*

avec espoir chaque visage à l'horizon de la littérature. Pouchkine ne se manifestait toujours pas. On trouva une explication à cela : notre temps, disait-on, n'encourageait pas la plume, les Pouchkine contemporains faisaient de l'économie et de la politique, un Biélinski, de nos jours, n'écrirait pas des articles sur la littérature, il se ferait diplomate, comme Vorovski. »

Le gouvernement voulait mettre sur pied une association d'écrivains qui ne se gargarise pas de mots sur la culture prolétarienne et qui puisse aider les autres écrivains à saisir les enjeux de la période. Afin de forger la culture, le goût et les idées de ses cadres et élèves, et de promouvoir le meilleur de la culture passée, le Glavpolitprosvet proposa de créer une revue politico-littéraire de qualité, dont la charge revint au vieux-bolchevik et écrivain Alexandre Voronski, proche de Lénine.

Il rassembla des écrivains et poètes de toutes tendances esthétiques, pourvu qu'ils se réclament peu ou prou de la révolution : futuristes, proletkultistes et autres. On alloua à Voronski une réserve de beurre, de sucre, de viande et de conserves, qu'il stocka dans sa chambre afin de rémunérer en nature ces écrivains pendant les mois de famine. Il réussit à convaincre Gorki, pourtant notoirement opposé au gouvernement, de s'associer à cette tâche. Ainsi naquirent la revue *Friches rouges*, début 1921, et la maison d'édition Le Cercle.

La collaboration avec ces écrivains avait pour but de créer une émulation, d'inciter la petite bourgeoisie à se rapprocher du communisme et les membres du parti à faire preuve d'ouverture d'esprit. Autant de sujets qui préoccupaient Lénine, face à la prétention de certains au monopole sur l'art et la littérature. Alors que Voronski avait le soutien total de Lénine, il subissait les attaques répétées de ceux qui jugeaient cette intelligentsia incapable de

s'adapter au socialisme et à ce qu'ils jugeaient devoir être le véritable art moderne. On retrouvait là l'opposition déjà évoquée entre les tenants du Glavpolitprosvet et ses détracteurs, notamment le Proletkult et l'Agitprop.

Lorsque le Glavpolitprosvet subit des restrictions budgétaires en 1921, Voronski se trouva de plus en plus isolé. Il le devint aussi de plus en plus politiquement, car il fut de ceux qui, avec Trotsky, critiquèrent le cours bureaucratique du parti. En octobre 1923, avec 45 autres vieux-bolcheviks, il signa une lettre critiquant le régime intérieur du parti : ils y dénonçaient le poids d'une hiérarchie de bureaucrates conservateurs, les habitudes de commandement et d'intimidation, l'étouffement de la vie interne du parti par ses permanents non élus et souvent inamovibles. Ils critiquaient tous ceux qui confisquaient la démocratie et voulaient transformer la jeunesse du parti et les ouvriers en une masse d'adhérents n'ayant pas voix au chapitre face au clan dirigeant.

Voronski défendait aussi les thèses que Trotsky avait avancées dans *Littérature et révolution*. Un an après la mort de Lénine en janvier 1924, on le démit du poste de rédacteur des *Friches rouges*. On l'accusait de plus en plus de trotskysme. Pourtant, en 1924, la politique de ralliement de l'intelligentsia littéraire qu'il avait contribué à impulser commençait à porter ses fruits. Mais, y voyant une menace, le camp des « prolétariens » réclamait l'arbitrage du parti dans les affaires littéraires.

Dans ce camp, se trouvait l'Association panrusse des écrivains prolétariens (VAPP), créée en 1920. Elle rassemblait de jeunes gens cherchant à asseoir leur autorité sur les questions littéraires. Mais, au sortir de la guerre civile, une certaine démoralisation les avait atteints car, la lutte directe contre les forces bourgeoises se faisant moins aiguë, la lassitude gagnait l'ensemble du pays et la Nep

favorisait l'émergence d'une bourgeoisie de plus en plus arrogante. « *Un sentiment de panique* », disait Lénine, pénétra leurs rangs. Ils paraissaient avoir perdu leurs repères : venus aux idées communistes au feu de la guerre civile, ils prenaient la terreur rouge ou le communisme de guerre pour des principes absolus, alors que cela avait été imposé par la nécessité de combattre la contre-révolution intérieure et l'intervention étrangère.

En mai 1924, des membres du parti responsables d'organisations culturelles, d'éditions et d'associations d'écrivains, ainsi que Trotsky, Lounatcharsky, Boukharine et Radek, statuèrent sur la question des rapports entre culture et politique. Deux camps se dessinèrent : celui de Voronski, qui défendait la politique nuancée du parti qui portait ses fruits, et celui des « prolétariens » proches du VAPP, qui voulaient dénoncer l'offensive de la bourgeoisie dans la littérature et qui réclamaient une « Tchéka littéraire ». De façon significative, la résolution finale omit les termes « littérature prolétarienne », « culture socialiste » ou « culture prolétarienne ». Jugeant indispensable de suivre la ligne antérieure vis-à-vis des compagnons de route, elle interdit à tout groupement de se réclamer du nom du parti. Elle condamna ceux qui « *éloignent du parti et du pouvoir soviétique les écrivains de talent tout en gênant les progrès véritables des écrivains prolétariens* », c'est-à-dire le VAPP. Le parti critiquait en outre l'arrogance et la qualité des œuvres dites prolétariennes des écrivains liés au VAPP. À Trotsky qui, lors de la réunion, lui lança : « *Vous ne nierez pas que Byron et Shakespeare parlent à votre âme comme à la nôtre* », Lebedinski, auteur de *La Semaine*, répondit : « *Peut-être cesseront-ils bientôt de leur parler.* »

Malgré cela, le camp des opposants à Voronski se renforçait. Il bénéficiait du poids de la bureaucratie du parti, qui se mêlait de plus en plus de tout pour s'imposer en arbitre tout-puissant et qui

tenait un discours pseudo-prolétarien afin d'isoler l'Opposition de gauche, présentée comme le fait d'intellectuels qui auraient été étrangers à la classe ouvrière. On finit par évincer Voronski de la direction du département littéraire du Gosizdat et, petit à petit, des membres du VAPP remplacèrent son équipe.

En janvier 1925, à la première conférence des écrivains prolétariens, la position de Voronski ne recueillit que sa seule voix. Une résolution affirma : « *La littérature des compagnons de route est fondamentalement une littérature dirigée contre la révolution prolétarienne.* » Prenant de l'assurance, le VAPP assimilait le développement de la littérature à son propre développement. Quant à Staline, voulant régenter la culture avec les même méthodes qu'il imposait au parti, il théorisait l'existence d'une prétendue « culture prolétarienne universelle ».

Toutefois, tout n'était pas joué. Le 18 juin 1925, le comité central du parti adopta une résolution concernant la littérature, qui cherchait le compromis et que le VAPP dut approuver. Elle mettait en garde contre l'apparition d'une nouvelle bourgeoisie qui, avec la Nep, pouvait influencer l'intelligentsia. Des rapports, bien que prudents, étaient jugés indispensables avec les compagnons de route, en tant que spécialistes de la tradition littéraire et de la langue. La résolution affirmait, comme Trotsky deux ans auparavant, que prétendre créer une littérature, une forme artistique et un style prolétariens revenait à créer une culture qui ne dépasserait pas le niveau d'arriération de la classe ouvrière. Enfin, elle réaffirmait *« qu'il ne peut être question* [que le parti] *soutienne un tant soit peu une quelconque fraction, en classant ces fractions suivant leur point de vue sur la forme et le style. Pas plus qu'il n'a à décider, par les résolutions, de la forme que prendra la famille, bien qu'il dirige dans son ensemble et doive diriger l'élaboration du nouveau mode de vie. Tout*

laisse supposer que le style correspondant à notre époque se créera par d'autres méthodes. Nous en sommes encore loin. »

En 1925, le parti gardait encore ce cap. Mais plus les années passaient, plus les écrivains dits prolétariens recevaient le soutien de l'appareil stalinisé du parti dirigeant. Certains groupements artistiques tentèrent de survivre. Vers la fin des années 1920, le centre de la vie culturelle littéraire moscovite se retrouvait toujours chez Voronski avec Alexeï Tolstoï, Pasternak, Isaac Babel, Maïakovski et d'autres. En décembre 1927, on chassa Voronski du parti et, en janvier 1929, on l'arrêta avec 150 autres militants pour « *activité trotskyste illégale* ». En avril 1932, un arrêté « *sur la restructuration des organisations littéraires et artistiques* » imposa la fusion de toutes les associations artistiques en une seule Union, elle-même étroitement soumise à l'appareil. On établit alors comme dogme – et Gorki, passé de l'opposition au régime bolchevik à un soutien ouvert au stalinisme, en devint l'un des principaux idéologues – que toute œuvre devait être réaliste dans la forme et socialiste dans son contenu.

Ce « réalisme socialiste » deviendra tristement célèbre pour n'être ni socialiste ni le reflet de la réalité, mais un instrument de la dictature stalinienne dans le domaine culturel.

Le Muzo : « *Une époque fantastique, incroyable* »

Le compositeur Artur Lourié, qui prit en charge en 1918 la section musicale du commissariat du peuple à la Culture, le Muzo, se souviendra en 1946 : « *Comme mes amis de l'avant-garde, des jeunes artistes et des jeunes poètes, je croyais à la révolution d'Octobre.* [...] *Nous, les artistes progressistes et les excentriques, étions pris au sérieux. On nous laissa une liberté entière pour tout. Une telle occasion*

ne se présente qu'une fois dans l'histoire. Cette confiance mise en nous nous laissait bouche bée. Ce fut une époque fantastique, incroyable. »

Il faut dire que les musiciens académiques, qui avaient monopolisé les institutions tsaristes, venaient en général de milieux riches et se montraient très réticents à travailler avec les bolcheviks, lorsqu'ils ne s'enfuyaient pas, tels Rachmaninov ou Prokofiev, malgré les exhortations de Lounatcharsky. Cela laissa une place importante à ceux qui cherchaient à renouveler le langage musical, comme Lourié, dont la pièce pour piano dédiée à Picasso témoignait d'une démarche similaire à celle du peintre. Parties prenantes du mouvement général que l'art connaissait alors en Europe, ils remettaient en cause les conventions musicales. Ils cherchaient à fonder leur musique sur d'autres systèmes de gammes, voire des systèmes sans gamme du tout, abolissaient l'idée de mélodie, composaient sur des combinaisons de sons inédites. Ce que l'on définissait jusque-là comme harmonieux changea de définition. Certains, tels Lourié ou Ivan Vichnegradsky, composaient une musique basée sur une gamme en quarts de tons, des intervalles plus petits que les demi-tons que l'on utilisait jusqu'alors, plus petits qu'entre le *do* et le *do* dièse.

Autre avant-gardiste, Nikolaï Roslavets, qui s'occupa de l'édition au Muzo, cherchait à écrire de la musique selon une démarche presque mathématique, suivant les lois des séries. Les progrès scientifiques influençaient les travaux de nombreux musiciens. Vichnegradsky entreprit des recherches sur l'acoustique ou de nouveaux rythmes impliquant des changements subtils de tempo. Il composa ainsi *L'Évangile rouge* en 1918-1920, pour chant et deux pianos accordés à un quart de ton d'intervalle. Ces compositeurs empruntèrent donc très tôt le même chemin que des artistes occidentaux comme l'Autrichien Arnold Schönberg.

Vichnegradsky dira plus tard : « *Pour un artiste, au début, c'était un champ d'action extraordinaire. Il n'y avait aucun interdit, aucune doctrine, aucun "tu dois faire ci, tu dois faire ça, ça ne sera pas compréhensible pour le peuple", au contraire...* » Certains compositeurs voulaient faire de cette musique, dite atonale car elle déconstruisait les règles classiques dites tonales, un nouveau langage pour un nouveau pouvoir. Ils établissaient un parallèle entre abolition de la tonalité et abolition du tsarisme !

Fondée en 1923, l'Association pour la musique contemporaine (AMC) s'opposait à l'idée qu'il puisse exister une « *musique pseudo-prolétarienne* ». Face à elle, l'Association russe des musiciens prolétariens (ARMP), créée la même année et pendant du VAPP chez les littérateurs, se dressait contre cette musique d'avant-garde d'un accès difficile, dont l'atonalité reflétait, à l'en croire, la décadence de la bourgeoisie. Mais elle se dressait aussi contre tout l'héritage musical classique et contre la musique dite légère, qu'elle désignait des termes péjoratifs de fox-trotterie (les débuts du jazz russe) ou de tziganeries. L'ARMP voulait une musique faite de chansons populaires, aux textes politiques, avec chœurs amateurs. Elle reconnaissait un caractère progressiste à Beethoven ou à Moussorgski, mais disait que la musique de Tchaïkovski était bonne à jeter et que celle de Bach était de la scolastique inexpressive. Elle attaquait la musique de chambre, qui caractérisait certains compositeurs de l'AMC jusque vers 1925, la jugeant trop sophistiquée, manquant d'emphase et propre aux petits comités.

Pendant la révolution, des chanteurs et des musiciens se produisirent devant des assistances ouvrières et de soldats enthousiastes, à l'instar de la fameuse basse Fedor Chaliapine qui, avant de quitter la Russie, chantait pendant la guerre civile en échange d'un sac de farine, d'un jambon ou d'un peu de cacao. L'opéra du Bolchoï,

nationalisé en août 1919, eut l'obligation de réserver 25 % de ses places aux ouvriers et aux soldats. « *On chargeait un piano dans un camion*, raconta Chostakovitch, *et on allait donner des concerts dans les fabriques et les usines, les unités militaires.* » Vichnegradsky décrit les concerts gratuits dans une salle du palais d'Hiver « *pleine de soldats, de matelots révolutionnaires avec des revolvers, des mitrailleuses. Très solennellement, très religieusement, ils écoutaient la musique. Il y avait en général, dans le peuple russe, une aspiration vers la science, vers la connaissance.* »

Avec Lounatcharsky, Lourié contribua à orienter les institutions vers l'éducation musicale de tous, afin de stimuler la créativité populaire. Il organisa la nationalisation des conservatoires en 1918. On recruta des enseignants, des chefs de chorale, des compositeurs. De nombreux ateliers et studios virent le jour. Ceux, nombreux, créés par le Proletkult enseignaient la musique classique mais aussi les chants traditionnels, folkloriques et ceux du mouvement ouvrier.

Les spectacles de masse convoquèrent aussi les musiciens. La *Symphonie des sirènes*, d'Arseni Avraamov, créée en 1922 à Bakou pour le cinquième anniversaire d'Octobre, fut un immense concert de musique bruitiste, qui mettait en rythmes et en sons des hydravions, des moteurs d'hydroplanes, les sirènes des usines et des navires du port, des canons, deux batteries d'artillerie, sept régiments d'infanterie, cinquante sifflets de locomotives à vapeur et plusieurs chœurs. Il y avait vers 1922-1923 un attrait pour les orchestres de bruitage et les ensembles bruiteux, reflet musical d'une époque d'industrialisation qui valorisait le travail, l'usine, la machine. En 1926, *Fonderie d'acier*, pièce pour orchestre symphonique d'Alexandre Mossolov, évoquait l'essor de l'industrialisation et la puissance de la machine, retranscrits en musique par des formules

tournantes et répétitives, comme sur une chaîne de montage, avec grincements des courroies et chocs des presses.

La science incita à l'invention d'instruments nouveaux et à la compréhension des phénomènes acoustiques. On échafauda des quantités de projets fantastiques, tel celui, jamais réalisé, de créer une ville avec des orchestres chargés de couvrir par une douce musique les ronflements des dormeurs. Lev Termen inventa en 1919 le thereminvox, un instrument électronique que l'on jouait en faisant varier les ondes sonores à l'aide des mains, sans toucher l'objet. Termen travailla aussi à créer un instrument alliant, dans une même technologie, musique, lumière, geste, odeur et perception tactile. De nombreuses recherches concernaient encore la création d'instruments de synthèse et de modélisation mathématique de processus acoustiques.

Les idéaux de la révolution influencèrent le violoniste Lev Tseitline, qui fonda en 1922 à Moscou un orchestre... sans chef d'orchestre, le Persimfans. Ce collectif s'inspirait, selon lui, du modèle du soviet : les musiciens discutaient et faisaient ensemble les choix d'interprétation. Le Persimfans connut un grand succès et effectua de nombreuses tournées. Il fit des émules à Petrograd, Kiev, Voronej. Citons encore le Collectif de production des étudiants en composition du conservatoire de Moscou, qui depuis 1925 travaillait à composer collectivement des œuvres.

Dans les premières années de la révolution, on écrivit de nouveaux livrets pour des opéras déjà existants : *Rienzi* de Wagner devint *Babeuf*, *La Belle au bois dormant* de Tchaïkovsky devint *Commune radieuse, Tosca* de Puccini devint *Lutte pour la Commune.* Ce n'est qu'à partir de 1925 que des créations originales, qui faisaient en général appel à l'héroïsme révolutionnaire des masses, virent le jour, telle la comédie musicale *Pour un Petrograd rouge*.

Enfin, le jazz fit son entrée en Russie. Fondé en 1922, le Jazz band de Moscou fit sensation et participa aux défilés du 1er mai 1923 ou au congrès du Komintern en 1924. Lounatcharsky missionna un pianiste à Philadelphie, aux États-Unis, pour réunir des informations sur cette musique nouvelle et acheter des instruments. C'est ainsi qu'on introduisit le saxophone en Russie. Les groupes de jazz se répandirent très vite, influençant fortement des compositeurs comme Chostakovitch. Une époque qui contraste avec l'année 1928, où Gorki accusera, dans la *Pravda*, le jazz d'être la « *musique de la dégénérescence* », un « *mugissement semblable au cochon de métal ; âne, croassement amoureux d'une grenouille monstrueuse. Frénésie sexuelle d'un orchestre dirigé par un homme-étalon faisant balancer un gigantesque organe génital* ».

Du côté des beaux-arts

L'artiste avant-gardiste David Sterenberg prit la tête de l'Izo, le département des beaux-arts du commissariat à la Culture, en mars 1918. L'Izo avait en charge la production artistique, l'édition, la création de décors, l'architecture, la pédagogie et, à l'origine, le cinéma.

L'attitude générale des artistes ayant des idées progressistes fut de considérer que le meilleur moyen de protéger l'art était de collaborer avec le nouveau gouvernement. Cela explique pourquoi ils étaient majoritaires au département de l'Izo, les autres courants se refusant à toute collaboration.

Pour faire marcher les institutions, on avait cependant besoin de compétences. Et Lounatcharsky ne perdait pas espoir de faire participer le plus grand nombre d'artistes de valeur. C'est pourquoi, en avril 1918, il décida de supprimer la très conservatrice Académie des arts, qui s'entêtait à défendre un groupe artistique au détriment

de tous les autres. Mais, d'un autre côté, il confia des responsabilités à certains de ceux qui avaient régenté l'art académique sous le tsarisme, tel Alexandre Benois pour la section des musées et de la protection des monuments artistiques du passé, que dirigeait Natalia Sédova, la compagne de Trotsky. Cela ne manquait pas, en retour, de provoquer la colère des « artistes de gauche » qui ne voyaient en ces artistes académiques que des représentants de l'art bourgeois décadent.

Conservation du patrimoine, musées et expositions

Après la prise du palais d'Hiver de Petrograd le 25 octobre 1917, des rumeurs avaient circulé sur des meurtres, viols et pillages qu'auraient commis des hordes incultes entraînées par les bolcheviks. En réaction à ces mensonges, le gouvernement signa un décret exprimant sa reconnaissance à ceux qui, restés à leur poste la nuit de la prise du pouvoir, avaient préservé le palais d'Hiver. Il publia une ordonnance afin de protéger tous les édifices et dresser l'inventaire de leur mobilier. Des gardes rouges veillaient aux éventuels pillages et des affiches appelaient à la sauvegarde des monuments. Le 12 novembre 1917, le peintre Malevitch devint commissaire pour la préservation des monuments et antiquités de Moscou.

On nationalisa et inventoria toutes les œuvres d'art privées des palais et hôtels particuliers des deux capitales, Moscou et Petrograd, des églises, des monastères ou des musées. Ces œuvres étaient souvent mal entretenues et alimentaient un commerce entre marchands d'art, amateurs fortunés et riches mécènes. Désormais, l'accès aux œuvres d'art allait cesser d'être réservé aux seules classes privilégiées. On transforma le palais d'Hiver en palais des Arts. Des « soviets artistiques » géraient les musées qui se multipliaient :

plus de 520 propriétés furent transformées en musées. En 1918, on nationalisa la galerie municipale Tretiakov de Moscou et les collections des hommes d'affaires comme Morozov ou Chtchoukine, lequel détenait l'une des plus grandes collections d'art contemporain. On interdit l'exportation d'objets anciens et d'œuvres d'art. Un Bureau des visites de musées et d'expositions fut créé par Vassily Kandinsky afin de rendre accessible l'art moderne et de permettre au public, par le biais de conférences dans les clubs ouvriers, de se repérer parmi les écoles artistiques. En 1919, Kandinsky devint le directeur du premier musée d'art moderne contemporain au monde, le Musée de la culture picturale.

Des écoles d'art ouvertes à tous

Le gouvernement voulait rendre les écoles des beaux-arts accessibles à tous. Et il permit, chose jamais vue, à tous les artistes, sans préférence, non seulement de s'y exprimer librement, mais encore d'y enseigner. Des grands noms de la peinture et de la sculpture prirent alors des responsabilités dans les écoles d'art, tels Malevitch, Rodtchenko, Kandinski, Chagall et, parmi eux, de nombreuses femmes : Exter, Stepanova, Popova...

Le 5 septembre 1918, Moscou inaugura les Ateliers nationaux d'art libres. Remplaçant le vieux système académique, ils étaient libres car il n'y avait plus de concours d'entrée, gratuits et ouverts à tout citoyen de plus de 16 ans « *sans avoir à justifier de son niveau d'instruction* ». Diplômes et décorations étaient abolis. Des Ateliers libres ouvrirent peu après à Petrograd. D'autres furent ensuite créés dans une quinzaine de villes, comme ceux de Vitebsk, en Biélorussie, dirigés par Chagall, dont Malevitch prendra la suite. L'enthousiasme était immense malgré la pénurie générale, la faim, le manque de chauffage. Le Narkompros payait tant bien que

mal le matériel, essayait de financer une cantine peu chère et des coopératives d'élèves. Les étudiants vivaient souvent en communautés autogérées.

Ouvriers et paysans affluèrent. Leur niveau d'éducation ne dépassant en général pas le primaire, les facultés ouvrières permirent à certains, à partir de 1919, de rattraper une partie de ce handicap culturel d'origine sociale. Les étudiants y venaient de très loin, recommandés par des soviets locaux, des syndicats, des organisations du parti, des clubs ouvriers, des conseils d'école, des rédactions de journaux paysans...

Dorénavant, le courant avant-gardiste pouvait librement s'exprimer au sein de ces Ateliers libres. Les choses changeaient radicalement pour ces artistes qui, sous le tsarisme, avaient subi les foudres de l'académisme. Comme dans le domaine de la musique ou du théâtre, ils remettaient en cause les codes traditionnels de la peinture, à l'instar de tout un courant d'artistes européens, et allaient jusqu'à développer une façon de peindre abstraite, faites de formes et de couleurs qui ne figuraient plus la réalité comme on le faisait auparavant. Cela agitait somme toute un petit monde, car la grande masse des travailleurs restait en dehors de ces débats et ne comprenait pas bien ces œuvres d'art. Mais, avec le pouvoir soviétique, c'était la première fois qu'un gouvernement offrait une telle latitude à tous les artistes, de toutes tendances.

L'histoire des Vkhoutémas est à ce titre intéressante. En 1920, les Ateliers libres de Moscou donnèrent naissance aux Ateliers supérieurs d'art et de technique, Vkhoutémas, selon l'acronyme russe. Cette école d'art allait acquérir une réputation mondiale. Elle proposait aux études de nombreux styles : réalisme, impressionnisme, cubisme, futurisme, suprématisme, constructivisme... On y enseignait la peinture, le dessin, la sculpture, l'architecture mais aussi

les arts déco et les arts appliqués. Les étudiants pouvaient opter pour des ateliers avec professeurs élus par les élèves, des ateliers sans professeur ou des ateliers avec professeurs désignés. C'est au sein de ces Vkhoutémas qu'un courant artistique allait connaître une vogue particulière : le constructivisme.

Pour les constructivistes, si les artistes avaient un rôle à jouer, c'était d'aider à « *construire le nouveau mode de vie* » dans lequel les classes sociales auraient disparu, où les rapports sociaux seraient harmonieux et équitables, en un mot le socialisme. Ils déclaraient la guerre aux conceptions artistiques anciennes, selon eux du style pour le style, un art pour la bourgeoisie fait d'illusions. Ils reprochaient à l'art décoratif traditionnel de n'être que de l'ornementation ne tenant pas compte de la forme des objets en eux-mêmes, de leur « construction ». Désormais, le plus utile que pouvait faire un artiste soviétique était de trouver la corrélation entre la forme des objets, leur fonction et leur matériau. C'était une vision de l'art appliquée à l'industrie, à l'architecture, au mobilier et au textile, comme ce que l'on appelle le design. Les constructivistes finirent par se spécialiser dans cette forme sociale du design. Ils créèrent des ustensiles de ménage, des décorations urbaines, des accessoires, de la vaisselle, du mobilier, des habits de travail et des tissus. Ils eurent aussi une grande influence dans l'architecture, nous le verrons plus loin, marquant de leur empreinte la construction – limitée faute de moyens – de clubs ouvriers, d'entrepôts pour les grains, de maisons des syndicats, de rares immeubes d'habitation.

Le point de vue des constructivistes influença durablement l'orientation des Vkhoutémas. Surtout à partir de la Nep. Car la bourgeoisie renaissante, dont les goûts penchaient vers un art assez classique, se mit à acheter des tableaux de style réaliste. Du coup, les artistes « de gauche », au style abstrait, se sentant menacés, virent

dans l'art de plus en plus appliqué à l'industrie et au mode de vie une issue aux problèmes esthétiques et financiers qu'ils rencontraient. D'où la propension d'une partie des peintres et des sculpteurs à se diriger vers les arts appliqués, à partir de cette période.

En 1925, l'art soviétique apparut aux yeux du monde lors de l'Exposition internationale des arts décoratifs de Paris. Le pavillon de l'URSS, réalisé par l'architecte constructiviste Melnikov, provoqua la surprise et une certaine admiration, en comparaison des pavillons des autres nations, riches en enjolivements et fortement marqués par les goûts ostentatoires de la bourgeoisie. L'Union soviétique avait fait le choix de participer à cette exposition, car c'était l'occasion de montrer aux travailleurs des autres pays une image positive et attirante de cet État, né d'une révolution ouvrière, que leur bourgeoisie haïssait tant. Or le pavillon soviétique, tout comme le Club ouvrier réalisé par Rodtchenko, firent sensation par leur dépouillement et leurs formes architecturales audacieuses. De même, l'Isba de lecture, d'aspect utilitaire sans ornementation, voulait s'élever « *contre la mollesse et l'oisiveté des intérieurs de la bourgeoisie occidentale* ». De plus, les Éditions d'État soviétiques présentaient une exposition sur le « troisième front », autrement dit l'instruction, l'alphabétisation, l'affirmation de l'égalité entre homme et femme, la lutte pour l'hygiène, etc.

Parallèlement, « l'art à thème », consistant à faire passer par le biais d'œuvres peintes réalistes les idées du mouvement révolutionnaire, avait acquis une grande popularité dans tout le pays dès le début des années 1920. Il faut dire que, pour les travailleurs, ce réalisme était clair et facile d'accès. À partir de 1922, une Association des peintres de la Russie révolutionnaire se réclamait d'une peinture figurative, parlait de réalisme historique ou de documentalisme artistique. Elle jugeait que l'art abstrait

discréditait la révolution. Ses membres, de jeunes ouvriers ou paysans, peignaient de façon réaliste le monde ouvrier et paysan, les champs, les kolkhozes et les usines. Dans la deuxième moitié de la décennie, de plus en plus d'ouvriers venant étudier dans les Vkhoutémas, cette association prit le dessus sur les avant-gardes.

Le cinéma

Le cinéma fut tout de suite vu comme un important outil de propagande par le jeune État soviétique. Lénine ne cessait de l'encourager. Malgré la faiblesse inévitable des moyens investis, certains s'y consacrèrent, tel Dziga Vertov qui aida à créer, en 1918, le premier journal d'actualités filmées, le *Ciné-semaine*, au sein du comité cinématographique du Narkompros. De 1918 à 1922, il monta des reportages sur les fronts de la guerre civile et les conditions de vie du pays. Vertov filma les combats, des procès, une exhumation de reliques, le train du comité central et réalisa une *Histoire de la guerre civile.* Il dirigea, à partir de janvier 1920, la section Ciné-train du train de propagande Révolution d'Octobre. Il apportait dans les campagnes, à un public découvrant le cinéma, des feuilletons et des drames cinématographiques sur des sujets révolutionnaires.

Entre 1923 et 1925, le magazine filmé *Ciné-vérité* sortit sur les écrans. Vertov fonda le groupe Kinok (Les fous de cinéma) et développa la théorie dite du ciné-œil. La caméra devenait un œil qui voyait la réalité comme prise à l'improviste. Il n'y avait plus d'acteur professionnel ni de décor, ni même de scénario. La technique était novatrice, avec montages, plans de coupes, surimpressions, marches-arrière ou accélérées.

Si les comédies russes à l'américaine, les films d'aventure, les westerns, Chaplin et Fairbanks attiraient le plus de monde, le cinéma soviétique peut s'enorgueillir d'avoir marqué l'histoire du

septième art. Cela dès ses débuts, grâce aux cinéastes Dziga Vertov, Sergueï Eisenstein ou Iakov Protozanov, dont le film de science-fiction *Aelita*, inspiré du roman d'Alexeï Tolstoï, dans des costumes et des maquettes constructivistes, et premier film à grand budget de Russie, connut une affluence telle que le réalisateur lui-même ne put assister à la première. En province, des avions larguèrent des tracts au dessus des villes où l'on devait projeter ce film. L'histoire se déroule au tout début de la Nep : on y voit la famine, la spéculation, les appartements divisés pour y loger plus de gens, le fonctionnement des maternités, un mariage qui n'est devenu qu'une formalité. Un songe emporte le spectateur sur Mars, où règne l'ancien régime. Les travailleurs, soutiers, y sont mis au frigo quand on n'a pas besoin d'eux. Et on entend : « *Camarades, ne comptez que sur vous-mêmes... Regroupez-vous dans une Union martienne des travailleurs avec les Républiques soviétiques socialistes !* » Tourné en 1925, il y a bien sûr *Potemkine* d'Eisenstein qui, portant sur 1905, allie au propos révolutionnaire un montage, un rythme, des choix de lumière qui fascinent encore, même si la salle fut à moitié vide lors de la première.

Cinquième partie

« En lutte pour un nouveau mode de vie » (Trotsky)

« Quelles que soient l'importance et la nécessité vitale de notre militantisme culturel, il est encore tout entier placé sous le signe de la révolution culturelle et mondiale. Nous sommes, comme auparavant, des soldats en campagne. C'est notre jour de repos. Il faut faire la lessive, se couper les cheveux, les coiffer, et avant tout nettoyer et graisser sa baïonnette. Notre travail culturel revient uniquement à mettre un peu d'ordre dans nos affaires, entre deux combats, entre deux campagnes. Les combats les plus importants sont encore à venir, peut-être même sont-ils déjà proches. Notre époque n'est pas encore celle de la nouvelle culture ; elle n'en est que l'antichambre. »

Trotsky, *Pravda*, septembre 1923

Chapitre I[er]

Le militantisme culturel sous la Nep

En 1923, la question était cruciale, à cause du poids qu'avait acquis la bureaucratie dans le pays. Celle-ci, de plus en plus consciente de constituer un groupe social ayant des intérêts distincts de ceux d'autres couches ou classes sociales, défendait jalousement sa position dans la société. Après des années de guerre civile épuisante, de recul de la vague révolutionnaire dans le monde, ce qui était devenu l'absence de contrôle et d'implication de la part de la classe ouvrière dans les soviets, l'administration, l'économie et le parti, tout cela confortait la bureaucratie. Cette situation convenait aux bureaucrates, qui se sentaient confusément menacés par le renforcement physique de la classe ouvrière, qui renaissait petit à petit dans les villes avec la Nep ; un renforcement qui pouvait être annonciateur de son réveil politique et social. Or tout le monde avait pu voir ce dont la classe ouvrière était capable lorsqu'elle entrait en scène sur le terrain politique. Tout autant que leurs adversaires bolcheviks-léninistes de l'Opposition de gauche, qui inscrivaient leur combat dans cette perspective, les bureaucrates savaient – mais eux en le craignant comme la mort – qu'une remontée du moral des travailleurs pourrait les conduire à reprendre le contrôle des soviets. De cela, les bureaucrates ne voulaient en aucun cas. Il leur fallait conjurer ce qui menaçait leur pouvoir, donc leurs privilèges.

Danger supplémentaire, la Nep avait renforcé dans les campagnes des paysans riches, qui réintroduisaient des rapports de domination de classe, et dans les villes des nepmen, ces bourgeois qui vivaient mieux que tout le monde, spéculaient alors que la population croupissait dans la misère et qui réintroduisaient des comportements sociaux propres aux exploiteurs capitalistes. Par nature hostiles au pouvoir ouvrier, ces nantis des villes et des campagnes trouvaient des soutiens naturels parmi les bureaucrates pour défendre leurs affaires. Des bureaucrates qui, pour leur part, se trouvaient attirés par le mode de vie bourgeois, son luxe et son arrogance sociale. En guise de culture, se renforçait celle, égoïste, corrompue et prédatrice, de la bourgeoisie.

Dans le parti, la démocratie n'avait pas retrouvé la place centrale, vitale, qu'elle avait eue avant Octobre et aux premiers temps du pouvoir soviétique. Les habitudes de commandement héritées de la guerre civile, les rapports de camaraderie cédant la place à une attitude déférente vis-à-vis de la hiérarchie, repoussaient la jeunesse fraîchement arrivée dans le parti ainsi que ses éléments prolétariens.

De fait, les ouvriers étaient devenus peu nombreux dans le parti. Une ville comme Petrograd avait perdu les deux tiers de ses habitants au cours de la guerre civile et Moscou la moitié, c'est-à-dire la majeure partie des prolétaires qui s'étaient enrôlés les premiers dans l'Armée rouge et avaient la conscience politique la plus grande. Issue de la paysannerie, la nouvelle classe ouvrière manquait de traditions politiques. En 1923, sur 370 000 membres du parti, seuls 35 000 étaient ouvriers : même pas un sur dix. En fait, la majorité des membres du parti consistait en fonctionnaires, cadres militaires, permanents des soviets ou des syndicats : beaucoup de

communistes étaient de plus en plus installés dans des postes qui leur conféraient des privilèges auxquels certains s'accrochaient.

En avril 1923, pour le congrès du Parti communiste, Lénine s'apprêtait à livrer bataille contre le clan de Staline qui, faisant partie de la direction du parti et contrôlant son appareil, se trouvait au centre de cette dangeureuse dérive. Mais une attaque cérébrale terrassa Lénine et le condamna au silence pour les quelques mois lui restant à vivre. D'autres dirigeants, des vieux-bolcheviks avec Trotsky à leur tête, allaient engager la lutte pour un cours nouveau dans le parti. Ils voulaient que l'on en revienne à des habitudes de discussion libre, afin que la prise en considération des préoccupations des humbles et des travailleurs redevienne le pivot de la politique du parti et de l'État. Un combat s'engagea donc à partir de cette période entre les tendances bureaucratiques, qui trouvaient déjà des représentants conscients à la tête du parti, et ceux qui voulaient les combattre implacablement au nom des intérêts du prolétariat et de la révolution mondiale.

En cette année cruciale de 1923, Trotsky compila une série d'articles, d'entretiens et d'enquêtes en un ouvrage intitulé *Les questions du mode de vie*. L'idée directrice en était que la classe ouvrière devait apprendre à gouverner, faute de quoi, parler d'État ouvrier se résumait à employer des mots creux, et le bureaucratisme ne pouvait que se renforcer. Cela passait par le « relèvement culturel » et la construction d'un nouveau mode de vie qui corresponde aux intérêts de la classe ouvrière et les renforce. Il fallait savoir lire, écrire et compter, s'informer en lisant les journaux, agrandir le champ de ses connaissances pour pouvoir comprendre la situation et en juger, avoir des connaissances techniques sur le fonctionnement de l'industrie, de son usine, des machines, de la comptabilité de l'entreprise, de la gestion des stocks, comprendre l'économie dans

son ensemble, la nature des rapports avec l'agriculture et les campagnes, etc.

L'ouvrage s'appuie notamment sur des dizaines d'entretiens que Trotsky avait eus avec des militants et ouvriers communistes. Tous témoignent de leur préoccupation d'améliorer le mode de vie, en faisant en sorte que la classe ouvrière soit impliquée le plus concrètement possible, et à tous les niveaux, dans la gestion de l'État et de l'économie. Des militants y parlent de la nécessité d'avoir accès à des ouvrages parlant aux ouvriers de sujets utiles dans leur travail, donnant l'explication des techniques (de la force électrique, par exemple) et dont les conclusions socialistes s'intègrent à leur pratique. Car, plus un ouvrier comprendra l'utilité et la nature de son travail, plus il pourra le respecter, le faire sien, en améliorer la technique et la productivité. Encore une fois, renforcer l'industrie était une nécessité pour le pays, mais aussi pour que la classe ouvrière se renforce numériquement et qualitativement et pèse à nouveau dans la société comme dans le parti.

L'ouvrage traite aussi de l'importance d'établir des rapports humains moins brutaux, moins frustres, plus fraternels et civilisés. Cela passe par la lutte pour des comportements sociaux moins marqués par les habitudes héritées d'une société retardataire, de l'exploitation féodale et capitaliste, par le rejet du respect servile de la hiérarchie, comme l'habitude de vouvoyer un responsable, un directeur, alors que celui-ci, bien que représentant le pouvoir soviétique, tutoie spontanément le simple prolétaire. Cela implique de ne battre ni ses enfants ni sa femme, d'apprendre à ne pas se cacher derrière les réunions du parti, du syndicat, du soviet, pour prétendre ne pas avoir le temps de s'occuper du ménage, d'accepter que sa femme participe pleinement à la vie sociale, s'émancipe, se politise, apprenne à lire ; de faire rentrer dans les mœurs le droit de

divorcer ou de ne pas se marier. Cela veut dire aussi apprendre la ponctualité, la propreté, ne pas cracher par terre, ne pas se saouler, respecter son travail et celui des autres, ne pas s'insulter, se déshabituer de la grossièreté héritée des rapports seigneuriaux. Un communiste note ainsi que les bagarres traditionnellement organisées sur les rives de la Moskova entre ouvriers disparaissent petit à petit. Un autre raconte : « *Nous avons emmené en balade près de sept mille ouvriers des usines Nikolski, nous avons dressé un buffet, convié deux orchestres.* » Cela « *rapproche énormément les ouvriers et brise les barrières de la famille, qui sont encore extrêmement résistantes. Les ouvrières font des rondes en chantant des chansons révolutionnaires, tandis que les ouvriers organisent des assemblées, des jeux, etc. C'est là quelque chose de très important et, si nous pouvions compléter ces jeux par quelques connaissances de sciences naturelles, faciles à assimiler en pleine nature, nous pourrions donner à ces sorties un caractère éducatif.* »

« À corps sains, esprits sains »

Donnant la mesure de l'arriération sociale de la Russie, le combat contre l'absence d'hygiène était crucial. Le tsarisme avait contraint la population à une misère telle que les mesures d'hygiène élémentaires restaient largement méconnues ou non respectées : se laver régulièrement, faire la lessive, dormir dans des draps, manger dans une vaisselle propre... Les guerres avaient encore aggravé cette situation. Depuis le blocus imposé par les puissances européennes, le pays se trouvait en proie au typhus, sans avoir le droit d'acheter des médicaments, alors que le tsarisme n'avait légué aucune industrie pharmaceutique. Le manque de savon fut un problème énorme pour lutter contre les infections. Les services de santé soviétiques organisèrent des campagnes de prévention ou même simplement

d'information sur les épidémies, le typhus, le choléra ou le rachitisme, le tabagisme, l'alcoolisme. On fit des affiches, des films, des pièces sur ces sujets. Trotsky préconisait d'expliquer pourquoi les maladies traditionnellement présentées comme des châtiments pour les péchés commis se répandaient, telle la malaria, davantage dans les lieux humides que dans les lieux secs. « *Une carte du développement de la malaria, accompagnée des explications pratiques nécessaires, est un remarquable instrument de propagande antireligieuse* », disait-il.

On débattit beaucoup pour déterminer la place du sport dans la construction du nouveau mode de vie. Les proletkultistes défendaient un sport sans compétition ni record. Les hygiénistes, souvent liés aux milieux médicaux, se divisaient entre ceux qui jugeaient contraires à la morale socialiste les sports d'affrontement et de compétition, tels l'haltérophilie, la boxe, la lutte, la gymnastique ou le football, et ceux plus pragmatiques, tel le commissaire à la Santé et médecin Semachko, qui voyaient dans la popularité des sports de compétition un moyen d'inciter de larges masses à pratiquer une activité physique.

Le sport permettait aussi de rapprocher les différentes nationalités du nouvel État, comme en octobre 1920, aux Jeux d'Asie centrale à Tachkent (Ouzbékistan), où 3 000 athlètes se rencontrèrent. On voyait aussi dans le sport un moyen de favoriser l'émancipation des femmes.

Enfin, la législation créa un système d'assurances sociales. Le 29 octobre 1917, on décréta que « *toutes les personnes sans distinction de sexe, d'âge, de confession, de nationalité ni de race* », tous les salariés, ainsi que tous les pauvres, pouvaient prétendre au chômage et à l'assurance en cas de perte de capacité du travail, de maladie, d'infirmité, de vieillesse, de grossesse, de veuvage et

même pour l'enterrement en cas de mort de parents. Le coût de ces assurances devait incomber entièrement aux seuls employeurs. Et l'on instaura la journée de huit heures de travail car, disait Trotsky, *« plus les huit heures de travail seront productives, plus les huit heures de sommeil seront réparatrices et hygiéniques, plus les huit heures de liberté seront culturelles et enrichissantes ».*

Chapitre II

La question du logement, l'architecture et l'urbanisme

S'attaquer au problème du logement représentait une tâche immense à résoudre. Avant 1917, les besoins de l'industrie capitaliste n'avaient pas nécessité la construction d'habitations décentes en nombre suffisant, et encore moins d'équipements collectifs. La classe ouvrière vivait souvent dans des taudis insalubres, des caves, des dortoirs, des asiles de nuit. Il y avait un retard considérable à rattraper. L'immense majorité des maisons russes étant en bois, certaines avaient été débitées pour en faire du bois de chauffage durant et après la guerre civile. Mais on ne les remplaça pas, car on ne construisit presque rien durant cette période.

En 1924, le parc de logements avait diminué de 30 % à Moscou, de 17 % à Petrograd, de 28 % à Kharkov et Odessa, et de 25 % pour l'ensemble de l'URSS. La situation était un peu meilleure à la campagne – d'où un véritable exode de la ville vers la campagne entre 1918 et 1921, la population urbaine ayant alors chuté de 19 % à 15 % du total – mais l'insalubrité y était générale.

Dès le 8 novembre 1917, on édicta les « principes de la confiscation des immeubles locatifs ». On réquisitionna des hôtels particuliers, des immeubles de rapport, du mobilier, que l'on distribua. Tant que l'on n'aurait pas construit assez de logements, on décida que personne ne devait rester sans domicile. Alors on organisa la

division des appartements, notamment ceux, spacieux, des riches, en y montant des cloisons pour y loger plusieurs familles. La littérature des années 1920 fourmille d'histoires de densification des logements, comme on disait alors.

Les décrets de février 1918 et août 1919 sur la socialisation du sol privèrent d'assise la spéculation immobilière. L'État devint l'unique propriétaire de toutes les parcelles comprises dans les limites d'une agglomération, bâties ou non bâties, et qu'elles aient appartenu à des entreprises ou à des institutions.

D'autre part, l'émancipation des femmes et la remise en question de la famille traditionnelle bouleversaient profondément la conception que l'on pouvait avoir des lieux d'habitation. On pensait qu'il fallait mettre en place des réseaux d'équipements, avec des crèches, des garderies d'enfants, des salles à manger collectives, des blanchisseries. On créa à partir de 1919 des maisons communes conçues comme des lieux de vie collective où s'organisait le partage des tâches ménagères, qui comprenaient l'accès au gaz, à des laveries, des douches, des cantines collectives. La conscience collective, les règles d'hygiène et de propreté y étaient enseignées à tous, adultes comme enfants. Mais ce phénomène, faute de moyens, resta marginal, sinon à l'état expérimental.

À partir de la fin de la guerre civile, des architectes se mirent à défendre une nouvelle conception de leur activité. On imagina des types d'habitat en fonction de relations familiales nouvelles. Fallait-il vivre en couple ? Avec les enfants ? On imagina des appartements en duplex, avec rues intérieures, où l'espace privatif diminuait au profit de l'espace commun. Kouzmine prévoyait un habitat modulable en fonction des moments de la vie, fait de cellules communiquant entre elles, où « *pour se marier on ouvrait la porte* » et « *pour divorcer on fermait la porte* ». Il y eut des créations de communautés

enfantines autonomes et quelques appartements collectifs partagés. Mais il n'y eut dans ces années-là peut-être qu'une dizaine de réalisations de ce genre. En général, ces projets restaient... à l'état de projet, faute de moyens. Il faudra attendre encore, notamment le premier plan quinquennal de 1928, pour que la production dépasse le niveau d'avant-guerre et que des projets novateurs puissent voir le jour.

Les architectes de l'avant-garde s'intéressèrent particulièrement aux clubs ouvriers. Dès les premiers jours du nouveau pouvoir, de nombreux clubs syndicaux ou politiques investirent d'anciens hôtels particuliers, des églises désaffectées, des hangars. De là naquit l'idée qu'il fallait des édifices spéciaux pour se réunir, de même pour les établissements sportifs, les bibliothèques, les palais du travail, les isbas de lecture. À partir de 1925, on construisit des clubs ouvriers conçus pour un quartier ou une entreprise, dans des styles influencés par le constructivisme.

Naquit aussi la conception des « condensateurs sociaux ». Chaque bâtiment, chaque ensemble, chaque ville devait être à la fois à l'image de la société future et le moule où devait s'opérer la mutation dans tous les domaines de la vie sociale. On discutait de la taille optimale que devaient avoir les villes. Les uns se nommaient urbanistes, d'autres désurbanistes car ils défendaient l'idée d'un aménagement du territoire à l'échelle du pays qui abolisse la séparation des villes et des campagnes. Ces architectes avaient en commun de vouloir participer à la reconstruction du nouveau mode de vie, en agissant sur le niveau culturel des masses par le biais de l'architecture, même s'ils ne nourrissaient pas l'illusion que l'architecture puisse en elle-même transformer les hommes.

Conclusion

À l'instar de l'alphabétisation et de l'instruction, de la libération des femmes, du droit des peuples ou des avancées dans l'art et la culture, le combat pour un nouveau mode de vie ne pouvait, dans les circonstances de l'isolement de l'URSS, qu'être entamé, ébauché. Mais l'espoir de construire de nouveaux rapports sociaux, de se libérer de l'exploitation et de l'ignorance, poussa la société en avant. Dans tous les domaines, le tableau que nous venons d'esquisser à grands traits permet d'imaginer les progrès culturels qu'aurait pu engendrer une société libérée de l'exploitation à une autre échelle qu'un seul pays, fût-il d'une taille immense mais arriéré et resté isolé.

La révolution prolétarienne d'octobre 1917 montra à tous ceux qui se battaient pour le socialisme à l'échelle planétaire qu'elle était capable d'apprendre à des millions de cuisinières, d'ouvriers, de paysans et de pauvres à gérer la société.

Mais l'isolement de l'URSS, l'arriération économique et culturelle, furent des obstacles trop hauts à franchir pour empêcher le développement de la couche de bureaucrates qui avait proliféré comme un cancer sur le corps de l'État ouvrier. Toutefois, le fait que Staline, devenu le chef suprême de la bureaucratie, ait dû recourir à une dictature implacable et écraser physiquement toute opposition durant trois décennies, montre combien la bureaucratie peina à s'imposer. Il lui fallut pour cela briser, noyer dans le sang la volonté d'émancipation qui s'était emparée des classes laborieuses.

La question de la culture pendant et après la révolution, c'est-à-dire du développement harmonieux de l'ensemble de la société

dans une multitude de domaines, fournit une nouvelle démonstration de l'impossibilité du socialisme dans un seul pays.

Ce qui a été entrepris, malgré tout le poids de l'arriération, de la guerre civile et des handicaps historiques colossaux, et qui fut considérable en termes d'efforts et de vision progressiste des rapports sociaux, le fut parce que cela correspondait aux aspirations des masses et que ce sont elles qui firent la révolution et qui commencèrent à créer et gérer leur propre État. Le gouvernement bolchevik voulait les y aider parce que, pour lui, il ne pouvait y avoir de politique socialiste qui, en quelque domaine que ce soit, ne parte pas des intérêts et besoins, quotidiens et à long terme, des classes laborieuses. C'est avec ce souci-là que l'on commença à réorganiser la Russie soviétique en fonction de la société que l'on voulait construire. Mais, dans l'esprit des bolcheviks, cela se fit toujours dans la perspective que la révolution s'étende au-delà des frontières et que les bases matérielles du développement économique, social et humain qui pourraient alors surgir forment l'assise d'une transformation culturelle d'un niveau bien supérieur.

Finalement, l'État soviétique dégénéra, mais ne disparut pas sous les coups des puissances coalisées contre lui dans les années 1920. Si bien que les décennies suivantes virent un phénomène contradictoire se mettre en place. D'un côté, la bureaucratie stalinienne revint sur de nombreux acquis de la révolution : les libertés disparurent ; les droits des femmes reculèrent ; on assista à une recrudescence de l'antisémitisme, plus ou moins encouragée par les sommets dirigeants ; le chauvinisme grand-russe refit surface ; la création artistique et scientifique fut corsetée, censurée. La pensée de tous, artistes, créateurs, scientifiques compris, se retrouva soumise à la police politique et devait servir le culte du chef et le mensonge du pouvoir soi-disant socialiste d'une caste parasitaire.

Le marxisme connut sous Staline le sort de Lénine : on le momifia, le dessécha pour en faire une doctrine officielle dogmatique, une scholastique ne servant qu'à justifier les zigzags politiques, les trahisons et le pillage de la bureaucratie.

Mais, malgré la dictature stalinienne et ses avatars plus récents, l'URSS réussit pendant trois quarts de siècle à développer les forces de production, à adosser son industrie à une science parmi les plus innovantes du monde, et d'abord parce qu'elles échappaient à la propriété privée capitaliste, à la concurrence et à leurs lois. Car si la bureaucratie confisqua le pouvoir, elle ne réintroduisit pas la propriété privée. Elle tenait son pouvoir des positions qu'elle occupait dans cet État né de la révolution prolétarienne qui avait renversé la domination capitaliste. C'est pourquoi, tout en craignant la classe ouvrière et en la tenant écartée des décisions, la bureaucratie devait maintenir l'État en place. Si bien que, malgré la dégénérescence bureaucratique, l'économie fonctionna de façon planifiée pendant plusieurs décennies. Malgré les prélèvements de la bureaucratie, croissants au fil du temps, l'économie planifiée se développa plus rapidement et de façon plus harmonieuse que l'économie capitaliste pendant la même période.

Ce n'est pas tout. L'impulsion donnée au départ par la mobilisation et l'implication des masses fit que l'URSS allait réussir à alphabétiser absolument toute sa population, à faire progresser la santé publique et le niveau d'instruction général. Cela créa un attachement profond de générations entières à ce qu'avait permis cette révolutions, en déplaçant des montagnes. Cela eut aussi pour conséquence de hausser le niveau culturel de toute la société, créant une base plus générale d'où l'on pouvait puiser de nombreuses compétences dans des domaines très variés, culturel, artistique, scientifique... La science, appréhendée comme un domaine où pouvaient

se croiser de nombreuses disciplines, l'instruction bénéficiant au bout du compte au plus grand nombre, ainsi que la persistance d'une certaine conscience collective, héritée de la révolution, de ce qui allait dans le sens du progrès, de ce qui pourrait être utile à la société, tout cela ne disparut pas sous la dictature et perdura malgré elle. Combiné avec une économie planifiée, sans concurrence, cela explique le développement important des forces de productions, dont l'électrification de tout le pays est un exemple révélateur. Les résultats bien connus dans le domaine spatial, permis par cette organisation planifiée au niveau de l'État, par l'édification de villes entières regroupant des chercheurs de toutes disciplines, montrent qu'il existait, malgré la caricature de gestion collective de la part de la bureaucratie, un autre type de préoccupations que dans la société capitaliste, où la bourgeoisie se désintéresse de nombreux domaines de recherche qui ne lui rapporte pas et où la concurrence bride celle-ci et l'oriente vers des objectifs bien différents. Hommage du vice à la vertu, soulignons que les États-Unis ne purent revenir dans la course à l'espace initiée par l'URSS qu'en recourant, eux aussi, à des formes d'organisation étatisées, centralisées, de la recherche et du développement, avec la Nasa.

Ce qu'a connu l'URSS sous Staline et ensuite n'était pas du socialisme, pour la raison fondamentale que l'organisation de la vie et les choix sociaux échappaient aux masses et que l'essence de la dictature stalinienne était d'empêcher la classe ouvrière de reprendre le contrôle de l'État. Mais cela n'aurait pas été possible, ni même concevable à l'échelle de toute la société, sans la révolution d'Octobre et les transformations sociales, économiques et culturelles qui en avaient découlé.

En 1917, les bolcheviks, selon l'expression de Rosa Luxemburg pour saluer leur exploit, « avaient osé », les premiers, s'engager sur

cette voie. Un siècle a passé et, bien que ce combat pour renverser le capitalisme ait été interrompu par le stalinisme, il n'a rien perdu de son actualité, bien au contraire.



Affiche de 1923.
En haut : « *Femme, apprends à lire et écrire !* »
En bas : « *Ah, ma petite maman, si tu avais été à l'école, tu pourrais m'aider !* »



Affiche de 1925.
« *Aides-tu à liquider l'analphabétisme ? Rejoignons tous la société À bas l'analphabétisme !* » « *Pour le 10e anniversaire de la révolution d'Octobre, il ne doit plus y avoir une seule personne qui ne sache ni lire ni écrire – Lénine* »



« *La Rabkfak (faculté ouvrière) chez soi – intégralité du cours de jour* » : ouverture à Moscou de la souscription pour commander ce livre.

Bibliographie

Romans

Aïtmatov (Tchinghiz), *Le premier maître*, EFR, 1964.
Babel (Isaac), *Chroniques de l'an 1918*, Actes sud, 1999.
Boulgakov (Mikhaïl), *La locomotive ivre*, Le livre de poche, 2005. *Cœur de chien*, Le livre de poche, 1999. *Les œufs fatidiques*, Le livre de poche, 1990.
Chalamov (Varlam), *Mes années 20*, Verdier poche, 2008. *Mes bibliothèques*, Interférences, 1992.
Gladkov (Fedor), *Le ciment*, Rives du monde, 1944.
Ilf et Petrov, *Les douze chaises*, Parangon, 2005.
Makarenko (Anton), *Poème pédagogique*, Aden Belgique, 2013.
Pasternak (Boris), *Docteur Jivago*, Folio, 2010.
Pilniak (Boris), *L'année nue*, Autrement 2008.
Semenov (Serge), *La faim*, Montaigne, 1927.

Ouvrages politiques

Kollontaï (Alexandra), *Marxisme et révolution sexuelle*, La Découverte, 2001.
Kroupskaïa (Nadejda), *Sur l'éducation*, Édition du progrès.
Lounatcharski (Anatoli), *Œuvres.*
Reed (John), *Les dix jours qui ébranlèrent le monde*, Seuil, 1996.
Trotsky (Léon), *Littérature et révolution*, Les éditions de la passion, 2000. *Les questions du mode de vie*, Les éditions de la passion, 2000. *La révolution trahie*, Les éditions de minuit, 1989.

Les intellectuels et le socialisme et *À propos de l'intelligentsia*, Lutte ouvrière.

Ouvrages généraux

Aunoble (Éric), *Le communisme, tout de suite !*, Nuits rouges, 2008.
Haupt (Georges) et Marie (Jean-Jacques), *Les bolcheviks par eux-mêmes*, Maspero, 1969.
Lewin (Moshe), *La formation du système soviétique*, Gallimard, 2013.
Serge (Victor), *L'An I de la révolution*, La Découverte, 1997.

Ouvrages spécialisés

Conférence de Gérard Masson(CMO – Cermtri n°37), *La culture et l'art en URSS au lendemain de la révolution d'octobre 1917.*
Bhola (H. S.), *Campagne d'alphabétisation URSS 1919-1939*, Unesco, 1986.
Bogdanov (Alexandre), *La science, l'art et la classe ouvrière*, Maspero, 1977.
Kastler (Claude), *Alexandre Voronski, un bolchevik fou de littérature*, ELLUG, 2000.
Kopp (Anatole), *Ville et révolution*, Anthropos, 1978.
Meyerhold (Vsevolod), *Écrits sur le théâtre*, L'âge d'homme, 2005.
Palmier (Jean-Michel), *Lénine, l'art et la révolution*, Payot, 2006.
Paris-Moscou 1900-1930 – Catalogue d'exposition au Centre Pompidou, 1979.

Table des matières

Introduction 5

Première partie
Instruction et émancipation du peuple

Introduction 19
« Un analphabète se trouve exclu de la politique » (Lénine) 23
Un nouveau système scolaire pour une nouvelle société 31
Une éducation générale et polytechnique 33
L'attitude des enseignants 36
L'engouement pour l'instruction 37
Instruction et éducation politique 38
Bibliothèques, clubs et moyens de propagande 41
L'émancipation des femmes 43
Des droits de l'enfance uniques au monde 47

Deuxième partie
Culture et droit des peuples

Introduction 51
Création d'alphabets et mouvement de latinisation 54
L'émancipation des Juifs 59

Troisième partie
La promotion de l'esprit scientifique

Introduction 64
La liberté de conscience contre l'obscurantisme 65

Confiscation des biens religieux
et collaboration avec les sectes 69

Les spécialistes bourgeois au service du progrès 71

Quatrième partie
Les soviets et les arts

Les artistes et le pouvoir 78

Avant-gardistes, futuristes et adeptes du Proletkult 79

Toute licence en art 83

Propagande monumentale et spectacles de masse 87

Cinq sections artistiques 91

Le Teo et l'engouement général pour le théâtre 91

La liberté de la presse et de l'édition 97

La politique du parti dans le domaine de la littérature 100

Le Muzo : *« Une époque fantastique, incroyable »* 105

Du côté des beaux-arts 110

Conservation du patrimoine, musées et expositions 111

Des écoles d'art ouvertes à tous 112

Le cinéma 116

Cinquième partie
« En lutte pour un nouveau mode de vie »

Le militantisme culturel sous la Nep 120

« À corps sains, esprits sains » 124

La question du logement, l'architecture et l'urbanisme 127

Conclusion 131

Illustrations 136

Bibliographie 139

Dans la collection Éclairage

1 - Proche-Orient 1914-2010, les origines du conflit israélo-palestinien
2 - La Première Guerre mondiale, dix millions de morts pour un repartage du monde
3 - Histoire de la mondialisation capitaliste, tome I, 1492-1914
4 - Italie 1919-1920, les deux années rouges
5 - Histoire de la mondialisation capitaliste, tome II, 1914-2010
6 - La Russie avant 1917 – De l'abolition du servage à la veille de la révolution
7 - Le cerveau et la pensée
8 - La question coloniale dans le mouvement ouvrier en France
9 - La civilsation arabe du VIII^e au XIII^e siècle
10 - Les philosophes des Lumières
11 - L'Opposition communiste en URSS : les trotskystes. Tome I : 1923-1927
12 - L'Opposition communiste en URSS : les trotskystes. Tome II : 1928-1938, une lutte à mort contre le stalinisme
13 - Le Parti communiste français, 1920-1933
14 - Les débuts du mouvement ouvrier socialiste dans l'Empire d'Autriche-Hongrie

Russie soviétique (1917-1927)
La révolution dans la culture et le mode de vie

En 1917, la Russie des tsars était un des pays les plus arriérés d'Europe, avec 150 millions d'habitants en très grande majorité analphabètes. Or c'est dans ce pays que, pour la première fois dans l'histoire, un État ouvrier put commencer à bâtir une société libérée de l'exploitation de l'homme par l'homme. Une guerre civile, une douzaine d'armées étrangères épaulant la contre-révolution, une pauvreté générale, une économie ravagée, c'est dans les pires conditions que les bolcheviks s'attelèrent à la tâche. Celle, immense, d'alphabétiser le pays le plus vaste au monde, d'ouvrir à l'éducation et à la culture des millions d'hommes et de femmes. Malgré un dénuement inouï, le pouvoir soviétique sut faire appel à la soif d'apprendre des masses, à l'envie qu'avaient des artistes, des intellectuels de s'adresser à un nouveau et plus large public, et d'aider à l'édification d'un monde nouveau, sur fond de liberté, de confrontation d'idées, aux antipodes de ce que sera, plus tard, la dictature stalinienne sur les hommes et les idées.

La collection Éclairage a pour ambition de contribuer à la compréhension de la marche de l'histoire et d'apporter son éclairage sur les éléments du passé, lointain ou proche, dont l'influence se propage dans l'actualité politique ou sociale.

ISBN 978-2-915727-53-1

Prix TTC : 8,20 €

***Illustration de couverture** : Affiche de 1925.*

«Si tu ne lis pas de livre, tu oublieras rapidement comment lire et écrire.» La femme tient Dix jours qui ébranlèrent le monde*, de John Reed.*

www.lesbonscaracteres.com